



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVIII^e Année

Tome II N^o 4 - Octobre 1973

SOMMAIRE :

- III **Analyse du régime de change actuel ou le serpent sans tunnel.**
- XXV **Mesures de politique monétaire prises en Belgique.**
 - 1 **Statistiques.**
 - 135 **Législation économique.**
 - 145 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

ANALYSE DU REGIME DE CHANGE ACTUEL OU LE SERPENT SANS TUNNEL

Dans le *Bulletin* de juillet-août 1972 paraissait un article consacré à la description technique du régime de change de la Communauté ⁽¹⁾.

Depuis le 24 avril 1972, la Communauté avait pris les dispositions nécessaires pour ramener les marges de fluctuation entre ses monnaies au même niveau que celles qui s'appliquaient au dollar, c'est-à-dire à 2,25 p.c. de chaque côté des parités réciproques, sous réserve de la marge réduite de 1,50 p.c. en vigueur entre le franc belge et le florin.

Ce régime était fréquemment illustré par l'image du « serpent dans le tunnel ». L'étude montrait comment l'application de marges de même ampleur conduisait à une telle représentation graphique : le serpent représentait le comportement des cours effectifs du dollar, sur les marchés de la Communauté, tandis que les parois du tunnel illustraient les limites de fluctuation assignées au dollar, de chaque côté de sa parité représentée par la médiane du tunnel.

Les cours du dollar fournissaient un étalon permettant de discerner, à chaque instant, aux flancs opposés du serpent, la plus appréciée et la plus dépréciée parmi les monnaies communautaires. L'écart instantané maximum entre les cours de ces deux monnaies étant limité à 2,25 p.c. de leur parité réciproque, les cours du dollar devaient, par l'effet de l'arbitrage, rester groupés dans ce même écart sur les différents marchés de la Communauté. Tout en restant groupés de cette manière, les cours du dollar pouvaient osciller entre les limites supérieure et inférieure de fluctuation de cette monnaie : d'où, les ondulations évoquant l'image d'un serpent.

La solidarité ainsi établie dans l'évolution des cours du dollar, comme dans celle de toute autre monnaie traitée sur les marchés de la Communauté, conférait au régime de change une physionomie qui se distinguait nettement du régime antérieur, notamment par les implications suivantes :

⁽¹⁾ « Les marges de fluctuation entre monnaies communautaires », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1972, pp. XI-XLI.

— lorsque le cours du dollar atteignait sa limite d'intervention sur un marché, le serpent rejoignait la paroi correspondante du tunnel et, par conséquent, il n'était pas possible que le cours du dollar atteigne sa limite d'intervention opposée sur un autre marché de la Communauté;

— les interventions étant en principe destinées à assurer le maintien des cours limites, les interventions en dollar, dans la Communauté, ne pouvaient se concevoir à chaque moment que dans un sens déterminé, soit à l'achat, soit à la vente ⁽¹⁾;

— les interventions en dollar étant seules susceptibles de financer le solde global de la balance des paiements de la Communauté sur base des règlements officiels, toute banque centrale amenée à intervenir en dollar, par exemple à l'achat, contribuait à financer l'excédent de la Communauté en même temps que celui de son pays. A l'extrême, l'excédent d'un pays membre pouvait être financé en totalité par des achats de dollar s'il représentait tout ou partie de l'excédent de la Communauté.

Ce régime de change a subi une mutation profonde, à partir du 19 mars 1973, lorsque les pays dont les monnaies continuaient à participer au serpent cessèrent d'observer des marges de fluctuation pour le dollar.

En langage graphique, cette décision signifiait la disparition des parois du tunnel et la possibilité, pour le serpent, de « serpenter » sans limites par rapport au dollar.

L'expression « flottement concerté », par laquelle cette décision est parfois désignée, est de nature à induire en erreur. Le flottement caractérise une monnaie pour laquelle aucune action officielle n'est entreprise, sur le marché des changes, en vue de maintenir une relation de parité avec les autres monnaies. Or, les monnaies du serpent sont liées entre elles par des parités effectivement défendues par les autorités monétaires au moyen d'interventions sur les marchés des changes ⁽²⁾.

L'abandon des marges de fluctuation pour le dollar, s'ajoutant au flottement temporaire de certaines monnaies communautaires, confère au régime de change en vigueur une structure hybride. Dans un tel contexte, il est légitime de s'interroger à nouveau sur la signification qu'il faut attribuer aux deux symptômes habituels du comportement des monnaies sur les marchés des changes, à savoir les variations des cours du change et les mouvements des réserves officielles.

(1) Dans la réalité, des interventions simultanées à l'achat et à la vente se sont produites en raison des autorisations accordées en concertation pour intervenir en dollar à l'intérieur des marges.

(2) Certes, il est vrai que la notion de flottement est relative. A la limite, si une seule monnaie flottait dans le monde, on pourrait soutenir que c'est le reste du monde qui flotte, à la manière dont on dit parfois que le continent est isolé lorsque le brouillard règne sur la Manche...

L'étude procède en deux étapes.

Il a paru utile, dans une première partie, de rappeler certaines données essentielles du fonctionnement des marchés des changes. Ces considérations donnent des mécanismes cambiaires un éclairage inhabituel : en effet, alors que les marchés des changes évoquent intuitivement les diverses places où des monnaies étrangères sont achetées et vendues, l'étude place au centre de l'analyse un marché des changes internationalement intégré, sur lequel chaque monnaie se comporte de façon homogène selon l'offre et la demande dont elle est elle-même l'objet.

La deuxième partie a pour but d'illustrer comment ce comportement doit être interprété, dans la situation particulière du serpent sans tunnel, au départ des symptômes fournis par l'évolution des cours du change et les variations des réserves officielles.

Comme l'étude précédente, la présente contribution n'a d'autre prétention que de décrire les mécanismes cambiaires sur lesquels repose le fonctionnement des marchés. Ainsi, lorsque l'on examine les processus par lesquels l'offre et la demande d'une monnaie s'équilibrent sur le marché des changes, il faut entendre par là les réactions techniques instantanées qui permettent la conclusion des transactions et la réalisation effective des paiements. Ces réactions techniques se distinguent nettement des ajustements économiques plus fondamentaux qui, sur une période plus longue, affectent aussi les marchés des changes à travers un enchaînement de cause à effet mettant en jeu le mécanisme des prix, les taux d'intérêt, les revenus, l'emploi, etc.

Par ailleurs, les notions d'offre et demande d'une monnaie sur le marché des changes prennent ici une signification sans rapport avec celle que la théorie monétaire attribue habituellement aux expressions « offre de monnaie » et « demande de monnaie ». On entendra ici par « offre » d'une monnaie l'ensemble des ventes potentielles, sur le marché des changes, d'avoirs en comptes libellés dans l'unité monétaire nationale, ventes dont la réalisation dépend de la présence d'une demande correspondante à des conditions jugées satisfaisantes. La « demande » d'une monnaie englobe, de même, l'ensemble des achats potentiels, sur le marché des changes, d'avoirs en comptes libellés dans l'unité monétaire nationale, achats dont la réalisation dépend de la présence d'une offre correspondante à des conditions jugées satisfaisantes. La portée essentiellement technique attribuée à ces termes permet de mettre sur le même pied, en ce qui concerne l'offre ou la demande de monnaie nationale, les non-résidents, les organismes monétaires et les autres résidents, alors qu'en langage d'analyse monétaire, la distinction entre ces diverses catégories d'agents économiques est fondamentale : un achat ou une vente de monnaies étrangères donne lieu à une création ou à une destruction de monnaie, lorsqu'il s'effectue entre les organismes monétaires et les résidents; à une augmentation ou à une réduction des engagements des organismes monétaires envers l'étranger, lorsqu'il s'effectue entre ces organismes et les non-résidents; à un élargissement ou à une contraction des trésors-

reuries bancaires, lorsqu'il s'effectue entre la banque centrale et les banques commerciales.

CHAPITRE I

LE FONCTIONNEMENT DES MARCHES

Le marché des changes d'un pays peut être défini comme le centre opérationnel sur lequel se rencontrent toutes les offres et demandes de monnaies étrangères.

Ces offres et demandes émanent d'*agents économiques divers*, qu'il convient en premier lieu d'identifier. Ces offres et demandes ont pour contrepartie *la demande et l'offre de la monnaie nationale* : souvent perdue de vue, la « face interne » du marché des changes n'en est pas moins fondamentale pour la compréhension de son fonctionnement.

On analysera ensuite l'origine de l'offre et de la demande de monnaie nationale, qui réside dans la conjugaison des *paiements extérieurs* du pays considéré. Pour terminer cette première partie, on examinera de quelle manière le marché des changes accomode les divergences spontanées qui peuvent se produire dans l'offre et la demande de monnaie nationale, par la mise en œuvre de *processus d'équilibrage*. C'est la combinaison variable de ces processus qui contribue à différencier un régime de change d'un autre.

1. Les agents du marché.

La majeure partie des ordres qui affluent vers le marché des changes émane des *particuliers, des entreprises et des pouvoirs publics*, résidents et non-résidents. Ces agents économiques ne sont pas en contact direct avec le marché des changes, mais ils n'en constituent pas moins l'élément moteur par le fait qu'ils transmettent leurs ordres d'achat ou de vente aux banques commerciales.

Les *banques commerciales* participent directement au marché, soit par une présence physique en bourse, soit par liaison téléphonique étroite, le plus souvent par l'entremise de courtiers. Leur rôle essentiel est d'exécuter les ordres de la clientèle.

Ces ordres peuvent être donnés au comptant, ou à terme. Même dans ce dernier cas, le marché des changes au comptant subit généralement l'incidence des ordres donnés. En effet, il est souvent difficile pour une banque commerciale de couvrir un ordre à terme par une opération dans le marché du terme : cette couverture est dès lors constituée par la banque en modifiant sa position de change au comptant, c'est-à-dire la différence entre ses avoirs et engagements au comptant libellés en monnaies étrangères. En agissant de la sorte, la banque

influence le marché des changes de la même manière que si l'ordre de sa clientèle avait été donné au comptant.

Il se peut, de surcroît, que la banque se constitue des positions de change au comptant pour compte propre; dans ce cas, elle agit elle-même comme élément moteur du marché.

La *banque centrale* joue le même rôle qu'une banque commerciale dans la mesure — généralement réduite — où elle dispose d'une clientèle. Toutefois, son activité principale dans le marché consiste à exécuter la politique de change en stabilisant l'évolution des cours, conformément aux accords internationaux en vigueur. Par là même, la banque centrale modifie sa propre position, ce qui se traduit par la variation des réserves officielles de change.

2. L'offre et la demande sur le marché des changes.

On se représente intuitivement le marché des changes comme le lieu où se concentrent, sur le territoire national, les achats et ventes de monnaies étrangères. Une image aussi localisée du marché ne rend pas compte de l'éventail des forces qui l'animent, dès lors que les agents économiques ont tout loisir d'effectuer leurs opérations de change sur la place de leur choix et d'arbitrer leurs avoirs dans une unité monétaire en avoirs dans une autre unité monétaire. Ce régime de convertibilité des monnaies ⁽¹⁾ assure un degré élevé de communication entre les marchés nationaux. Il détermine une offre et une demande globales, pour chaque monnaie, au sens purement technique et cambiaire précédemment attribué à ces expressions. Le comportement d'une monnaie, sur chaque marché local, est fonction de ce rapport global d'offre et de demande.

Il n'en va pas de même lorsqu'un cloisonnement étanche sépare les monnaies. Par exemple, à l'époque des accords bilatéraux, les relations de paiements bilatérales des pays, deux à deux, déterminaient le comportement relatif de leurs monnaies, indépendamment de la situation des paiements extérieurs globaux de ces deux pays.

La convertibilité confère aux relations de paiements d'un pays avec l'étranger le caractère d'une donnée *homogène* qui se traduit par une offre et une demande de la monnaie nationale contre un tout indistinct formé par « le change ». Certes, le change n'est perceptible que sous la forme d'une multiplicité de monnaies étrangères qui, chacune, font l'objet d'une offre et d'une demande globales, au même titre que la monnaie nationale. *Ce sont donc, en définitive, les rapports d'offre et de demande globales de chaque monnaie qui, sur les marchés des changes, déterminent leurs comportements comparés.*

Le rôle de monnaie-pivot joué par le dollar, dans les interventions autrefois, et dans l'arbitrage aujourd'hui encore, a souvent conduit à apprécier le comporte-

(1) La notion de convertibilité s'entend ici au sens large de la faculté d'arbitrage d'un actif dans un autre, même à un prix variable.

ment d'une monnaie sur la seule base de l'évolution du cours du dollar dans cette monnaie. C'est oublier que le dollar est lui-même l'objet d'une offre et d'une demande globales dans le marché des changes, et que l'évolution de son cours sur un marché déterminé ne permet pas de formuler un jugement sur le comportement de la monnaie émise sur ce marché, ni sur celui du dollar. Cette évolution ne peut que refléter le comportement comparatif des deux monnaies.

L'offre et la demande d'une monnaie, dans l'acception strictement associée au marché des changes où elles sont prises ici, peuvent être influencées par des opérations d'achat et de vente de monnaies étrangères à la banque centrale auxquelles les banques commerciales procèdent pour résorber ou élargir leurs trésoreries en unités monétaires nationales. De ce fait, on constate souvent, en courte période, une certaine complémentarité entre le marché des changes et le marché monétaire intérieur, c'est-à-dire le marché où les banques commerciales et le Trésor négocient des trésoreries excédentaires : un excès d'offre ou de demande sur l'un peut se répercuter sur l'autre. Des exemples récents montrent comment une tension sur le marché monétaire intérieur peut contribuer à alimenter la demande de monnaie nationale sur le marché des changes.

3. Les paiements extérieurs.

L'offre et la demande d'une monnaie, sur le marché des changes, reflètent les paiements extérieurs effectués par les agents économiques. Ces paiements ont pour origine des transactions diverses : échanges commerciaux, prestations de services, transferts unilatéraux, investissements, placements de capitaux, etc.

Conceptuellement, ces transactions peuvent être scindées selon qu'elles ont un fondement économique durable, ou qu'elles présentent un caractère volatile. Les premières sont les plus importantes, tant par leur volume que par leur incidence économique; elles présentent en général une grande régularité dans le temps. Les secondes peuvent, en cas d'instabilité monétaire, alimenter l'offre ou la demande de façon brusque et massive. On range dans ce groupe les *leads and lags* ou décalages dans les délais de paiement des transactions courantes, les modifications dans les positions de change des banques et des entreprises, la constitution de dépôts en monnaie nationale par les non-résidents. On peut réunir ces transactions sous le dénominateur commun « déplacements de fonds ».

Dans la pratique, les déplacements de fonds et les transactions de fondement durable se mêlent quotidiennement dans les marchés pour former l'offre et la demande globales de chaque monnaie. Même dans le recensement statistique des paiements extérieurs, établi *ex post*, ces éléments ne peuvent être complètement dissociés.

Le tableau de la balance des paiements avec l'étranger ne peut, de toute manière, rendre compte de l'offre et de la demande de monnaie nationale sur le marché des changes. En effet, les statistiques ne peuvent appréhender que les

paiements qui se sont effectivement réalisés. Elles reflètent la demande de monnaie nationale satisfaite par une offre correspondante, ou vice versa. Elles ne rendent pas compte des intentions initiales des agents moteurs du marché, intentions qui peuvent se traduire par une offre et une demande de monnaie nationale qui, *ex ante*, ne s'équilibrent pas. Le passage de l'*ex ante* à l'*ex post* implique l'examen des processus d'équilibrage.

4. Les processus d'équilibrage.

Tout déséquilibre *ex ante* dans l'offre et la demande de monnaie nationale, sur le marché des changes, déclenche des réactions instantanées tendant à restaurer l'équilibre : les cours du change se modifient, les comportements de déplacement de fonds s'adaptent à cette modification et, le cas échéant, la banque centrale intervient dans le marché. Suivant le cas, ces processus ont pour effet de réduire l'offre ou la demande excédentaire, ou de compenser la différence entre les deux.

Il serait tentant de chercher dans les notions statistiques conventionnelles d'« excédent » ou de « déficit » des paiements extérieurs la mesure de l'action des processus d'équilibrage. Toutefois, ces notions ne peuvent recenser que l'effet isolé de certains des processus d'équilibrage à l'œuvre. Par exemple, la diminution des avoirs officiels nets mesure le déficit correspondant à la fraction de l'offre de monnaie nationale qui a pu être rencontrée par une intervention à l'achat de cette monnaie par la banque centrale. Elle n'indique pas dans quelle mesure cette offre a donné lieu, simultanément, à une modification des cours du change et à une adaptation des comportements de déplacement de fonds.

La deuxième partie de cette étude montrera que, dans un régime de change où coexistent des monnaies entre lesquelles des liens de parité sont effectivement maintenus et des monnaies dépourvues de tels liens, les notions statistiques d'« excédent » ou de « déficit » sont particulièrement impropres à rendre compte des ajustements qui se produisent dans les marchés à la suite d'un déséquilibre *ex ante* dans les intentions des agents économiques. Pour désigner un tel déséquilibre, on utilisera dans la suite de cette étude l'expression « déséquilibre spontané » et, suivant le sens du déséquilibre, les expressions « demande nette » ou « offre nette » de la monnaie nationale; en l'absence de demande nette ou d'offre nette, le marché peut être considéré en « équilibre spontané ».

Selon les forces du marché et les politiques de change appliquées, tout déséquilibre spontané déclenche, dans une combinaison variable, la modification des cours du change, l'adaptation des déplacements de fonds et l'intervention de la banque centrale.

Ces trois processus seront examinés séparément ci-après, avant d'aborder, dans la deuxième partie de cette contribution, l'étude de la manière dont ils se combinent dans le régime de change actuel.

1) *La modification des cours du change.*

Toute demande nette d'une monnaie tend à l'apprécier, c'est-à-dire à faire augmenter son prix. Toute offre nette d'une monnaie tend à la déprécier, c'est-à-dire à faire baisser son prix. Le marché des monnaies obéit à cet égard aux mêmes lois que le marché des biens et services, et celui des actifs financiers.

Dans le cas des monnaies, la notion de prix est quelque peu obscurcie par le fait qu'elle s'exprime sous la forme d'une multiplicité des cours du change. Il convient dès lors d'expliquer comment un prix unique s'établit pour chaque monnaie et comment leurs rapports de prix se décèlent de la multiplicité des cours du change.

a) **L'unité de prix d'une monnaie.**

L'unité de prix d'une monnaie est confirmée par l'indifférence de coût, aux retards d'arbitrage près, entre l'acquisition directe de cette monnaie au départ d'une autre ou son acquisition par l'intermédiaire d'une monnaie tierce ⁽¹⁾.

Ainsi, pour un détenteur de dollar désireux d'acquérir du franc belge, le coût du franc belge sera sensiblement le même, à chaque moment, que l'acquisition s'effectue directement ou par l'intermédiaire d'une autre monnaie. Certes, ce coût ne sera pas le même, proportionnellement, que celui du franc belge pour un détenteur de florin, mais pour ce dernier, il sera tout aussi indifférent de se procurer le franc belge directement ou par l'intermédiaire d'une monnaie tierce. La différence de coût du franc belge pour un détenteur de dollar et pour un détenteur de florin n'est pas imputable à un double prix pour le franc belge, mais bien à la différence de prix entre le dollar et le florin. Cette différence se reflétera dans le coût réciproque de ces deux monnaies.

L'unité de prix d'une monnaie est le résultat du fonctionnement de l'arbitrage. L'efficacité des moyens de transmission internationaux permet une comparaison permanente des conditions de cours auxquelles une même opération de change peut être effectuée sur plusieurs places différentes, soit directement, soit à travers une ou plusieurs monnaies intermédiaires. La convertibilité des monnaies assure l'osmose entre les marchés, de telle sorte que les cours du change sont le plus souvent adaptés, sur les différentes places, avant que des opérations effectives d'arbitrage se soient nouées.

⁽¹⁾ Il ne faut pas confondre l'unité de prix ainsi comprise et la pluralité de prix pouvant résulter du fractionnement du marché des changes pour une monnaie, par l'effet de la réglementation des changes, comme c'est le cas en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Dans ce dernier cas, tout se passe, du point de vue du marché des changes et de ses processus d'équilibrage, comme si la monnaie nationale était scindée en deux monnaies distinctes : pour chacune d'elles, il n'existe qu'un prix déterminé par son propre rapport d'offre et de demande.

Le fonctionnement de l'arbitrage suscite parfois quelques malentendus qu'il convient de dissiper.

Premièrement, la qualité de l'arbitrage n'est nullement constante. Il n'est pas rare, en période d'agitation dans les marchés, de constater la présence momentanée d'écarts non négligeables entre le cours de deux monnaies cité directement et celui qui serait calculé par l'intermédiaire d'une monnaie tierce. L'élargissement des marges de fluctuation, puis le flottement d'un nombre accru de monnaies, ont incontestablement contribué à faciliter l'apparition de retards dans l'adaptation des cours. Ceux-ci restent cependant suffisamment limités ou accidentels pour ne pas mettre en cause l'unité fondamentale du prix d'une monnaie.

D'autre part, l'abandon des marges de fluctuation pour le dollar n'a nullement privé cette monnaie de sa fonction de dénominateur commun pour les arbitragistes. L'utilisation d'une référence commune, à partir de laquelle tous les *cross rates* peuvent être déduits, facilite en effet considérablement le fonctionnement correct de l'arbitrage. Par le volume des opérations traitées en dollar, par l'ampleur et la souplesse du marché monétaire du dollar, cette monnaie continue à dominer toute autre dans les qualifications nécessaires pour servir d'instrument de référence.

Enfin, l'arbitrage est sans effet sur les balances des paiements. Lorsque des opérations d'arbitrage se déclenchent en présence des différences de cours pour une monnaie, elles nivellent ces différences, mais ne modifient pas l'identité de la monnaie offerte et de la monnaie demandée initialement. Elles affectent seulement, par des circuits de transit, la procédure utilisée pour satisfaire cette offre et cette demande ⁽¹⁾.

b) Les rapports de prix des monnaies.

Si l'arbitrage assure bien l'unité instantanée du prix de chaque monnaie, comment leurs variations de prix dans le temps peuvent-elles être décelées au départ de la constellation des cours du change ? D'une période à l'autre, il sera toujours possible de constater qu'une monnaie, parmi un groupe de monnaies représentatives, s'est dépréciée par rapport à toutes les autres, et qu'une monnaie s'est appréciée par rapport à toutes les autres. Entre ces deux extrêmes, il est possible de classer les monnaies par ordre d'appréciation ou de dépréciation relative. On obtient ainsi l'image d'une *échelle d'évaluation des monnaies*, qui reflète leurs rapports comparés d'offre et de demande. Une monnaie pour laquelle il existe une demande nette tendra à s'élever dans l'échelle d'évaluation; une monnaie pour laquelle il existe une offre nette tendra, en revanche, à s'y abaisser.

⁽¹⁾ Cette observation concerne l'arbitrage de cours. Elle ne concerne évidemment pas l'arbitrage d'intérêt qui provoque des déplacements de capitaux induits par les différences de taux d'intérêt.

Certes, on peut raffiner l'analyse et quantifier les positions respectives des monnaies dans l'échelle en calculant par exemple la moyenne des différences d'évolution des cours du change exprimés dans une même monnaie, par rapport à une période de référence. On peut aussi pondérer ce calcul par l'importance respective des différentes monnaies, ou du commerce extérieur avec les pays émetteurs de ces monnaies. Ces calculs répondent à des besoins spécifiques. Dans le contexte de la présente étude, il suffit de se représenter le glissement des monnaies, sur l'échelle d'évaluation, comme l'un des processus d'équilibrage à l'œuvre pour égaliser l'offre et la demande.

2) *L'adaptation des déplacements de fonds.*

Si les quantités de monnaie nationale offertes et demandées sur les marchés des changes étaient totalement inélastiques aux variations des cours, l'équilibre pourrait en théorie ne jamais se réaliser, en l'absence d'interventions de la banque centrale.

L'expérience dément manifestement l'inélasticité complète de l'offre et de la demande. Bien plus, la modicité des fluctuations quotidiennes de cours, en période normale, semble indiquer qu'à très court terme tout au moins, le marché trouve son point d'équilibre avec flexibilité.

En effet, les déplacements de fonds témoignent d'une grande sensibilité aux variations quotidiennes — et parfois quasi instantanées — des conditions régnant sur les marchés des changes. Les ordres peuvent être modifiés très rapidement, selon les circonstances et notamment en fonction de la variation des cours. Même lorsque la tendance spontanée des déplacements de fonds accentue le déséquilibre spontané résultant déjà des autres transactions, le dérapage des cours trouve toujours une limite, à un certain niveau, dans la révision des comportements de déplacements de fonds.

3) *L'intervention de la banque centrale.*

L'intervention amène une banque centrale à agir dans le marché des changes comme vendeur ou acheteur de sa propre monnaie, contre une monnaie étrangère convertible.

L'intervention exerce en conséquence sur les marchés un double effet.

Elle modifie le rapport d'offre et de demande de la monnaie émise par la banque centrale qui intervient. Peu importe à cet égard la monnaie étrangère utilisée en contrepartie, pour autant qu'elle soit convertible. L'action de la banque centrale peut s'analyser comme un type particulier de déplacement de

fonds, généralement provoqué par l'autorité monétaire dans le but d'arrêter à un seuil déterminé la modification des cours du change qui serait nécessaire pour assurer l'équilibre par une adaptation spontanée des déplacements de fonds. Elle contribue à compenser la demande nette ou, selon le cas, l'offre nette de la monnaie nationale qui se manifeste à ce cours.

Si l'intervention permet toujours à la banque centrale qui l'effectue d'exercer un effet donné sur l'offre ou la demande de sa monnaie, elle affecte aussi, mais cette fois en sens contraire, le rapport d'offre et de demande de la monnaie étrangère qui a servi de contrepartie à l'achat ou à la vente de monnaie nationale. Dans cette optique, le choix de cette monnaie étrangère cesse d'être indifférent.

D'autre part, il importe de tenir compte des conditions dans lesquelles la banque centrale qui intervient se procure la monnaie d'intervention, en cas de vente, ou quel sort elle lui réserve, en cas d'acquisition. L'interférence déjà évoquée entre les conditions régnant sur les marchés des changes et sur les marchés monétaires joue un rôle important à cet égard.

En effet, une offre nette de la monnaie nationale sur le marché des changes, amenant la banque centrale à intervenir, donne normalement lieu à un resserrement du marché monétaire national et à un élargissement sur un marché monétaire étranger. Etant donné la liaison étroite observée entre le marché des changes et le marché monétaire, il se peut que cette évolution induise des entrées de fonds tendant à se substituer aux interventions de la banque centrale pour réaliser l'équilibre sur le marché des changes. En sens inverse, une demande nette de monnaie nationale sur le marché des changes, amenant la banque centrale à intervenir, peut entraîner un élargissement du marché monétaire national et un resserrement sur un marché monétaire étranger; dans la mesure où cette évolution suscite des sorties de fonds, elle tend à rétablir l'équilibre du marché des changes et à permettre à la banque centrale de cesser ses interventions.

La banque centrale ne contrarie pas ce processus stabilisateur lorsque, pour rencontrer l'offre nette de monnaie nationale, la monnaie étrangère qu'elle cède en contrepartie sur le marché des changes est directement empruntée ou achetée auprès de la banque centrale émettrice. Il en va de même lorsque, pour rencontrer une demande nette de monnaie nationale, la banque centrale acquiert en contrepartie une monnaie étrangère qu'elle recède à la banque centrale émettrice.

Dans ce cas, en effet, l'action de la banque centrale qui intervient est sans effet sur les conditions régnant sur le marché monétaire dans le pays émetteur de la monnaie d'intervention.

L'analyse se complique lorsque la monnaie d'intervention vendue sur le marché des changes est prélevée sur le marché monétaire du pays émetteur de

cette monnaie, ou lorsque la monnaie d'intervention acquise dans le marché des changes est replacée sur ce marché monétaire. En agissant ainsi, la banque centrale empêche que l'évolution des conditions sur le marché monétaire national soit renforcée par une évolution en sens inverse à l'étranger. Un élément qui aurait pu contribuer à une cessation ou à une réduction de cette intervention n'est donc plus présent dans ce second cas.

Le choix de la monnaie et des circonstances de l'intervention n'est donc pas indifférent et appelle une discipline internationale, tacite ou expresse, dont le fonctionnement actuel du serpent constitue un modèle particulier.

a) **La discipline des interventions.**

Par son intervention, une banque centrale accroît l'offre d'une monnaie, dans le marché des changes, en accroissant en contrepartie la demande d'une autre. Cette action contribue à équilibrer le marché des deux monnaies à la condition qu'il existe à ce moment une demande nette pour la première et une offre nette pour la seconde. La première se trouvera moins appréciée, et la seconde moins dépréciée qu'en l'absence d'intervention.

Une règle simple et logique consiste en conséquence à prévoir que la banque centrale qui doit compenser une demande nette de sa propre monnaie intervienne dans une monnaie étrangère pour laquelle il existe une offre nette et vice versa. L'intervention les rapproche alors aussi bien l'une que l'autre d'une position centrale sur l'échelle d'évaluation des monnaies.

Les règles d'intervention effectivement appliquées se sont longtemps écartées de ce modèle : jusqu'aux troubles monétaires de 1971, le dollar était la seule monnaie d'intervention utilisée sur tous les principaux marchés des changes. Ce procédé, techniquement commode, pouvait conduire certaines banques centrales à vendre du dollar, à un moment où une offre nette se dégagait déjà pour cette monnaie, ou à en acheter alors qu'elle faisait déjà l'objet d'une demande nette. Au même moment, une banque centrale pouvait être amenée à vendre du dollar tandis qu'une autre en achetait. La somme de ces interventions devait cependant tendre, dans l'ensemble, à équilibrer l'offre nette ou la demande nette se manifestant pour le dollar lui-même.

En rendant les monnaies communautaires éligibles comme instrument d'intervention, le régime du serpent dans le tunnel impliquait un choix dans la détermination des monnaies et des circonstances de l'intervention. Les conventions adoptées prévoyaient, conformément à la logique, que les interventions s'effectueraient normalement dans la monnaie la plus appréciée contre la monnaie la plus dépréciée parmi les monnaies communautaires et le dollar, le signal de l'intervention obligatoire étant donné par le fait que le cours des deux monnaies atteindrait le seuil déterminé par les marges de fluctuation.

b) Le fonctionnement actuel du serpent.

Tant que des liens de parité unissaient la plupart des monnaies, la monnaie la plus appréciée parmi celles-ci devait nécessairement faire l'objet d'une demande nette et la plus dépréciée, d'une offre nette. Les interventions devaient donc conduire à rapprocher effectivement les deux monnaies d'une position centrale sur l'échelle d'évaluation des monnaies.

La signification des interventions se complique à présent du fait de la coexistence de monnaies unies par des liens de parité (« les monnaies du serpent ») avec des monnaies pour lesquelles de tels liens ne sont pas observés (« les monnaies flottantes »), parmi lesquelles la monnaie la plus importante du monde, le dollar.

Les interventions permettent aux monnaies du serpent de rester groupées sur l'échelle d'évaluation des monnaies, mais elles ne peuvent leur garantir une position centrale sur cette échelle. En effet, une monnaie flottante peut être plus appréciée que la plus appréciée des monnaies du serpent, ou inversement. Les monnaies flottantes peuvent se trouver dispersées sur l'échelle ou, au contraire, tendre à occuper spontanément une extrémité de l'échelle.

Lorsque cette dernière hypothèse se vérifie, par exemple parce que les principales monnaies flottantes font l'objet d'une offre nette et tendent à se déprécier, il est inévitable que la contrepartie de cette tendance se manifeste sous la forme d'une demande nette s'adressant notamment aux monnaies du serpent, et entraînant une appréciation collective de celles-ci. Une tendance de ce type s'est effectivement révélée dans les marchés au début de l'été.

Dans ces circonstances, à moins que les monnaies flottantes ne soient elles-mêmes soutenues par des interventions réduisant leur offre, l'équilibrage de leur marché dépend intégralement de la modification des cours et de l'adaptation spontanée des déplacements de fonds. De même, l'appréciation collective des monnaies du serpent peut, elle aussi, se poursuivre jusqu'à l'adaptation spontanée des déplacements de fonds.

On peut conclure de cette observation que le fonctionnement actuel du serpent ne permet pas de considérer les interventions comme un processus d'équilibrage qui, à un certain seuil d'appréciation ou de dépréciation de la monnaie nationale, comble nécessairement toute la demande nette ou l'offre nette de cette monnaie. Les interventions assurent la solidarité du groupe des monnaies unies par des liens de parité; *dès lors que cette solidarité est établie, la demande nette ou l'offre nette de l'ensemble des monnaies du groupe s'équilibre de la même manière que la demande nette ou l'offre nette d'une monnaie flottante.* Dans cette optique, l'expression « flottement concerté » retrouve une certaine justification.

Certes, l'effet de solidarité exercé par les interventions modifie la position des monnaies du groupe non seulement l'une par rapport à l'autre, mais aussi par rapport aux monnaies tierces. La monnaie du groupe la plus demandée se

serait trouvée plus appréciée en termes de *toutes* autres monnaies, à défaut d'interventions et, de même, la monnaie du groupe la plus offerte se serait trouvée plus dépréciée en termes de *toutes* autres monnaies.

CHAPITRE II

L'INTERPRETATION DES SYMPTOMES

La première partie de l'étude a permis de démontrer la chaîne des interrelations qui, partant des intentions des agents économiques en matière de paiements extérieurs, aboutit à la réalisation effective de ces paiements, sur le marché des changes, par la mise en œuvre de divers processus d'équilibrage.

Pour l'observateur du marché, les seules données immédiatement disponibles sont l'évolution des cours du change et la variation des réserves officielles de change consécutive aux interventions. Il convient donc de s'interroger sur la signification que l'on peut valablement attribuer à ces symptômes, en tant que révélateurs de l'offre et de la demande des différentes monnaies.

Trois hypothèses différentes seront examinées, en prenant pour point d'attache concret le marché de Bruxelles. Comment faut-il interpréter la modification des cours en l'absence de toute intervention de la banque centrale ? En cas d'intervention dans le marché quelle signification peut-on lui attribuer, en relation avec l'évolution des cours ? Enfin, comment expliquer certaines situations particulières, dans lesquelles le sens de l'intervention et l'évolution des cours paraissent révéler des tendances contradictoires dans le marché, situations que l'on désigne parfois par l'expression « effet d'entraînement des cours » ?

1. La modification des cours.

Le marché de Bruxelles suit la pratique continentale consistant à coter l'incertain, c'est-à-dire le prix de chacune des unités monétaires étrangères exprimé par un nombre variable d'unités monétaires nationales. Dès lors, les cotations font apparaître les cours des monnaies étrangères plutôt que ceux de la monnaie nationale.

Les cours des monnaies étrangères, à Bruxelles, subissent quotidiennement l'effet des interactions entre l'offre et la demande de franc belge, et l'offre et la demande de chaque monnaie étrangère.

La tendance spécifique du marché du franc belge ne peut être isolée que par un calcul de moyenne de la variation des différents cours : si tous les cours

des monnaies étrangères, ou la majorité de ceux-ci, s'inscrivent en hausse, on peut en déduire que le franc belge fait l'objet d'une offre nette. Inversement, si tous les cours des monnaies étrangères, ou la majorité de ceux-ci, s'inscrivent en baisse, on peut en déduire que le franc belge fait l'objet d'une demande nette.

S'il était possible d'obtenir une mesure statistique de la demande nette ou de l'offre nette de franc belge, avant toute variation des cours du change, on constaterait que, en additionnant les intentions de paiements extérieurs des agents économiques, tant au titre des transactions de base qu'au titre des déplacements de fonds, la hausse généralisée des cours des monnaies étrangères coïncide avec un excès de paiements en faveur de l'étranger, soit une offre nette de monnaie nationale, tandis que la baisse généralisée des cours des monnaies étrangères coïncide avec un excès de paiements en provenance de l'étranger, soit une demande nette de monnaie nationale.

Supposons que l'on constate une demande nette pour le franc belge, reflétée dans la baisse de la plupart des cours des monnaies étrangères, dont, par exemple, celui du florin.

Peut-on en déduire que le florin est une monnaie pour laquelle il existe une offre nette ? Nullement. La seule déduction que l'on puisse en tirer est que le florin est moins demandé que le franc belge. Pour se faire une idée du comportement du florin, il conviendrait de comparer l'évolution de son cours et celle des cours de toutes les autres monnaies étrangères, à Bruxelles, ou encore d'examiner l'évolution de l'ensemble des cours à Amsterdam.

Lorsqu'aucune tendance dominante ne se dégage de l'évolution des cours des monnaies étrangères à Bruxelles, on peut considérer que le marché du franc belge est dans une situation apparentée à l'équilibre spontané : les monnaies qui s'inscrivent en hausse sont des monnaies pour lesquelles il existe une demande nette, tandis que celles dont les cours baissent sont en situation d'offre nette.

Toutefois, les grandeurs relatives ne sont pas sans incidence sur l'interprétation à donner de l'évolution des cours. Ainsi, dans une situation où les cours des monnaies étrangères demeureraient sensiblement inchangés, à l'exception du cours du dollar, supposé en forte baisse, on peut conclure qu'il existe une offre nette pour le dollar. Toutefois, une telle offre nette a nécessairement pour contrepartie, quelque part dans le monde, une demande nette pour d'autres monnaies. Dès lors, on peut se demander où cette demande s'adresse.

Si l'on exclut la possibilité que cette demande nette se porte sur des monnaies dont les cours ne sont pas cotés à Bruxelles, il faut admettre que cette demande nette affecte toutes les monnaies autres que le dollar, y compris le franc belge. Le fait que les cours de ces monnaies sont inchangés à Bruxelles ne reflète pas l'absence d'une demande nette pour ces monnaies, mais bien la répartition de cette demande, avec une intensité proportionnellement comparable, entre toutes les monnaies autres que le dollar.

2. Les interventions dans le marché.

La présence de seuils d'intervention pour les monnaies du serpent impose des limites aux modifications des cours de ces monnaies, sur le marché de Bruxelles, en réponse aux divergences qui se manifestent dans leur rapport d'offre et de demande.

Ces seuils d'intervention résultent des marges de fluctuation admises pour les différentes monnaies : 1,5 p.c. de chaque côté de la parité réciproque du florin et du franc belge; 2,25 p.c. de chaque côté de la parité réciproque de chaque autre monnaie du serpent et du franc belge. Par définition, aucune marge de fluctuation ne s'applique aux monnaies flottantes.

Si une divergence se crée, dans les tendances respectives de l'offre et de la demande de florin et de franc belge, elle se reflète dans l'évolution du cours des deux monnaies, qui peut, à un moment donné, atteindre le seuil d'intervention.

Supposons que le cours du florin ait atteint son plafond à Bruxelles. Les deux banques centrales entrent en action, vendant du florin et achetant du franc belge.

Cette action augmente la disponibilité du florin, dans le marché, et restreint dans une mesure équivalente la disponibilité du franc belge. Pour qu'elle aboutisse à un équilibre complet du marché des deux monnaies, il faudrait supposer que, par un curieux hasard, la demande nette de florin et l'offre nette de franc belge étaient exactement équivalentes. A cette condition, les interventions satisfont à la fois l'une et l'autre.

Cette équivalence rigoureuse a peu de chances de se produire. On peut supposer, par exemple, que l'offre nette de franc belge est supérieure à la demande nette de florin. Si toute l'offre nette de franc belge devait être satisfaite par des interventions en florin, la banque centrale mettrait dans le marché du florin qui n'y est pas demandé, et le cours du florin quitterait son seuil d'intervention en franc belge pour se rapprocher de la parité réciproque de cette monnaie. Or, les règles d'intervention limitent normalement celles-ci à la mesure nécessaire pour observer les marges.

Par conséquent, l'intervention en florin contre franc belge laisse, dans l'hypothèse formulée, un résidu d'offre nette pour le franc belge. Du fait même, les cours des monnaies étrangères continuent à s'élever à Bruxelles, à l'exception de celui du florin dont le seuil d'intervention est atteint. La même hausse se produit nécessairement, par arbitrage, sur le marché d'Amsterdam.

Dans ce processus, d'autres monnaies du serpent peuvent atteindre leur seuil d'intervention à Bruxelles : de nouvelles banques centrales entreraient en action, et le franc belge ne sera plus seulement acheté contre florin mais aussi contre les autres monnaies du serpent.

Ces interventions exercent sur la disponibilité des autres monnaies dans le marché un effet expansif équivalent à l'effet de restriction qu'elles exercent sur la

disponibilité du franc belge. Si, malgré cela, il subsistait encore un résidu d'offre nette du franc belge, il ne pourrait plus se traduire que par la hausse du cours des monnaies flottantes à Bruxelles; aucun seuil d'intervention ne s'opposerait à cette hausse et seule l'adaptation spontanée des déplacements de fonds permettrait d'assurer l'équilibrage du marché du franc belge.

Les enseignements à tirer de cette hypothèse doivent être précisés.

La gradation ainsi illustrée dans la hausse des cours et dans le déclenchement des interventions montre que l'entrée en action de la banque centrale, parce qu'un seuil d'intervention est atteint dans une monnaie déterminée, ne suffit pas nécessairement à arrêter le processus de modification des autres cours. Elle n'empêche nullement que d'autres seuils d'intervention soient atteints à leur tour.

Il ne faudrait pas en déduire que cette gradation est dictée par l'ampleur des marges : elle dépend bien davantage des divergences qui se manifestent dans les tendances du marché pour les différentes monnaies. Aucune raison particulière ne tend à créer, entre le franc belge et le florin, une divergence de tendance plus systématique qu'entre le franc belge et toute autre monnaie : si, en contrepartie de l'offre nette de franc belge, on avait supposé une demande nette de deutsche Mark, c'est cette monnaie qui aurait atteint le seuil d'intervention de 2,25 p.c. en priorité, sans entraîner nécessairement le florin à son seuil d'intervention pourtant plus proche (1,50 p.c.).

Pour que l'influence du niveau des marges se fasse sentir, il faudrait supposer qu'au départ d'une situation se traduisant par des cotations voisines de la parité pour les cours de toutes les monnaies du serpent entre elles, le franc belge se distancie des autres monnaies du serpent à un rythme uniforme : dans cette hypothèse, certes, le seuil d'intervention en florin serait atteint avant les autres.

D'autre part, l'exemple choisi présume que, si le florin a atteint son cours plafond à Bruxelles, c'est en raison d'une offre nette de franc belge, et d'une demande nette de florin. Telle n'est pas la seule explication possible. L'intervention est en effet provoquée par l'apparition d'une divergence dans les tendances spontanées du marché, pour deux monnaies du serpent, mais cette divergence peut prendre la forme d'une demande nette d'intensité différente, ou d'une offre nette d'intensité différente, et non seulement d'une demande nette pour l'une et d'une offre nette pour l'autre.

Si des interventions se produisent, alors que la tendance spontanée du marché est de même sens mais d'intensité différente pour les deux monnaies qui participent à l'intervention, l'une d'elles subit l'effet d'entraînement des cours.

3. L'effet d'entraînement des cours.

L'effet d'entraînement des cours peut être illustré en comparant les répercussions, sur le marché de Bruxelles, de l'apparition d'une demande nette pour le

deutsche Mark dont la contrepartie est constituée, dans un cas, par une offre nette de franc français et, dans l'autre, par une offre nette de dollar.

Dans les deux cas, à Bruxelles, le cours du deutsche Mark tendra à monter et celui de la monnaie offerte, à baisser, par l'effet de l'arbitrage.

Si c'est le franc français, monnaie du serpent, qui subit la dépréciation, la divergence de tendance enregistrée amènera le cours du deutsche Mark en franc français à son seuil d'intervention tant à Francfort qu'à Paris. L'écart de 2,25 p.c. ainsi formé entre ces deux monnaies se reflétera dans leurs cotations sur le marché de Bruxelles, à des niveaux variables selon la position relative du franc belge par rapport à ces deux monnaies. Les interventions auront tendance à freiner l'appréciation du deutsche Mark et la dépréciation du franc français, empêchant l'une des deux monnaies d'atteindre son seuil d'intervention en franc belge ou, tout au moins, retardant le moment où cette hypothèse pourrait se réaliser.

En revanche, si la contrepartie de la demande nette de deutsche Mark réside dans une offre nette de dollar, la hausse du deutsche Mark et la baisse du dollar à Bruxelles peuvent se poursuivre sans que des interventions dans ces deux monnaies n'y fassent obstacle, pour autant, tout au moins, que les autorités monétaires s'abstiennent de toute intervention en dollar.

La hausse du deutsche Mark peut dès lors porter le cours de cette monnaie à son seuil d'intervention en franc belge. Ce seuil sera le premier atteint si le franc belge se trouve être, à ce moment, la monnaie la moins appréciée du serpent. Une telle évolution permet d'affirmer que le franc belge est moins demandé que le deutsche Mark; elle ne révèle pas a priori la présence d'une offre nette de franc belge.

Le seuil d'intervention atteint, une fraction de la demande nette de deutsche Mark sera compensée parce que l'intervention crée une alimentation supplémentaire du marché des changes dans cette monnaie. L'appréciation du deutsche Mark dans l'échelle d'évaluation s'en trouvera freinée; l'intervention participe effectivement à l'équilibrage du marché de cette monnaie. Il en serait ainsi quelle que soit la monnaie d'intervention utilisée, pour autant qu'elle soit convertible.

En l'occurrence, les règles d'intervention désignent le franc belge à cet effet, en tant que monnaie la moins appréciée du serpent. La persistance de l'offre nette de dollar et de la demande nette de deutsche Mark va faire apparaître sur le marché de Bruxelles un double phénomène qui, sur le plan de l'action des processus d'équilibrage, peut paraître contradictoire :

— d'une part, l'arbitrage qui, auparavant, entraînait la hausse du deutsche Mark et la baisse du dollar, ne peut plus modifier le cours du deutsche Mark par rapport au franc belge. Seule la baisse du dollar peut encore se produire à Bruxelles, et elle se produira dans la mesure où le cours du dollar continue à baisser à Francfort. L'arbitrage maintient ainsi l'écart de 2,25 p.c. entre les cotations du dollar à Francfort et à Bruxelles, et assure l'indifférence du prix du deutsche

Mark en dollar, pour une transaction directe dans les deux monnaies ou pour une transaction effectuée par l'intermédiaire du franc belge. A Bruxelles, la baisse du dollar est dès lors sans contrepartie dans la hausse du deutsche Mark, qui a atteint son cours plafond; en d'autres termes, le franc belge s'apprécie dans l'échelle d'évaluation des monnaies, comme s'il faisait l'objet d'une demande nette;

— d'autre part, les interventions nécessaires pour maintenir l'écart de 2,25 p.c. entre le deutsche Mark et le franc belge paraissent révéler au contraire la présence d'une offre nette de francs belges, qui apparaîtra d'ailleurs, *ex post*, dans les statistiques de paiements extérieurs, comme une réduction des avoirs extérieurs nets des autorités monétaires de l'U.E.B.L.

Cette apparente contradiction montre que le déficit observé est induit par l'évolution des cours. L'appréciation du franc belge, par l'effet de l'arbitrage, élève le prix du franc belge au-dessus du prix qui s'établirait en l'absence de lien de parité avec le deutsche Mark et provoque des déplacements de fonds en faveur de l'étranger, c'est-à-dire une offre de franc belge. Celle-ci peut être renforcée, dans de telles circonstances, par des anticipations spéculatives accentuant la demande de deutsche Mark de la part des détenteurs de franc belge.

Tant que les interventions maintiennent un cours fixe entre les deux monnaies, celles-ci se comportent, vis-à-vis des autres monnaies, comme si leur demande combinée et leur offre combinée ne formaient qu'un tout. C'est la demande nette combinée des deux monnaies qui détermine leur appréciation commune vis-à-vis des autres monnaies, comme ce serait le cas en régime d'union monétaire.

Comme la demande nette finale de chacune des deux monnaies présente cependant une divergence d'intensité, le lien formé entre les deux permet à la plus demandée de s'apprécier moins qu'en l'absence de ce lien, et force la moins demandée à s'apprécier davantage. Pour la première, un effet d'équilibrage est exercé; pour la seconde, il s'agit d'un effet d'entraînement. Les divergences de demande nette finale pour les deux monnaies, à défaut de se traduire dans les cours, se manifestent dans les interventions.

*
**

Le risque d'entraînement des cours peut paraître en soi indésirable, et le comportement instable du dollar lui confère une acuité particulière lorsque l'offre de dollar a pour contrepartie une demande inégalement répartie entre les diverses monnaies du serpent.

Lorsque le serpent demeurait enserré dans le tunnel, ce risque était limité par la présence d'un seuil d'intervention en dollar. Tout déséquilibre spontané dans l'offre et la demande globales de monnaies du serpent pouvait être compensé par des interventions affectant la disponibilité globale de ces monnaies

contre dollar. En l'absence d'interventions en dollar, on pouvait présumer l'offre et la demande globales de monnaies du serpent dans une situation voisine de l'équilibre spontané. Cet équilibre était-il rompu, par exemple à la suite d'une offre nette de dollar engendrant une demande nette de monnaies du serpent, les achats de dollar des banques centrales équilibraient à la fois cette offre et cette demande et assuraient la stabilité des cours du dollar. En même temps, cependant, ces achats provoquaient, toutes autres choses étant égales, une création financière de liquidités par les banques centrales, à l'intérieur de la Communauté : le risque d'entraînement d'une inflation monétaire se substituait en définitive au risque d'entraînement des cours.

La disparition du tunnel ne permet plus d'interpréter l'absence d'interventions en dollar comme un symptôme d'équilibre spontané pour les monnaies du serpent. Toute rupture de cet équilibre entraîne désormais un mouvement du serpent jusqu'à l'adaptation des déplacements de fonds, comme si le serpent ne formait lui-même qu'une seule et même monnaie dont la position relative, par rapport aux autres monnaies, se détermine par le signe et l'intensité comparée de l'offre et de la demande.

Lorsque la cohésion des monnaies du serpent n'est pas spontanément réalisée à l'intérieur de la marge admise, des interventions sont déclenchées dans ces monnaies. Ces interventions affectent nécessairement la position de chaque monnaie concernée par rapport à toutes les autres. Ainsi, la monnaie la plus demandée sera moins appréciée, et la monnaie la moins demandée, au contraire, plus appréciée, que si les banques centrales s'étaient abstenues d'intervenir. Les interventions sont certes sans impact sur la position collective des monnaies du serpent par rapport aux autres : elles conservent néanmoins leur impact sur chaque monnaie considérée individuellement.

Certes, même en l'absence de tunnel, la position du serpent peut encore être influencée, et éventuellement stabilisée, par des interventions occasionnelles en monnaies tierces et en particulier en dollars. Des interventions de cette nature permettent d'exercer une influence sur le marché d'une des monnaies du serpent, sans nécessairement influencer celui d'une autre monnaie du serpent. Encore convient-il que le sens de l'intervention soit favorable à la stabilisation du marché des deux monnaies concernées. L'analyse qui précède a montré, en effet, qu'il serait peu opportun de combattre la dépréciation d'une monnaie par la vente d'une monnaie plus dépréciée encore, ou de combattre l'appréciation d'une monnaie par l'achat d'une monnaie plus appréciée encore.

Le fonctionnement du serpent établit entre les monnaies qui y participent une étroite solidarité dans leur comportement à l'égard de toutes les autres. A certains égards, ce régime est déjà en lui-même la préfiguration d'un état d'union monétaire. Toute divergence accentuée dans l'évolution des rapports d'offre et de demande de ces monnaies est sanctionnée par des interventions mettant en jeu deux ou plusieurs de ces monnaies. Il importe dès lors que, d'une part, ces divergences soient combattues et leur apparition si possible prévenue et que,

d'autre part, les interventions soient facilitées par des dispositifs de financement et de règlement suffisamment flexibles et équitables.

Les divergences d'évolution peuvent être combattues ou prévenues par des moyens de nature à influencer ou réglementer les comportements spontanés d'offre et de demande sur les marchés, à savoir les diverses mesures qui relèvent du processus d'ajustement et de la réglementation des changes. On ne peut sous-estimer l'importance d'une étroite coordination, à cet égard, entre pays dont les monnaies sont liées par des parités fixes, dans un contexte mondial où de nombreuses monnaies flottent librement. Dans la mesure où des tensions extrêmes se manifestent entre monnaies du serpent, et peuvent être imputées à des déséquilibres de caractère fondamental, rien n'empêche de mettre fin à cette situation par des modifications de parité qui demeurent, au stade actuel de l'union économique et monétaire, un instrument d'ajustement légitime et parfois indispensable, même s'il reste d'utilisation délicate.

Les dispositifs de financement et de règlement doivent être adaptés au but poursuivi. Aussi longtemps que l'usage des éléments de réserve sera entravé par les difficultés du système monétaire international, les inconvénients qui en résultent pour le fonctionnement du serpent ne pourront être atténués que par l'extension du crédit ou par la constitution des moyens de règlement nécessaires auprès d'un Fonds qui détiendrait lui-même les éléments de réserve.

La cohésion des monnaies du serpent pourrait encore être renforcée si celui-ci pouvait à nouveau s'identifier à la Communauté tout entière. En élargissant le cercle des monnaies éligibles aux interventions, la probabilité que les monnaies du serpent en position extrême soient effectivement des monnaies pour lesquelles le sens du marché est de signe opposé serait accrue. Le régime de change se rapprocherait alors de sa conception initiale, selon laquelle les interventions s'effectuent par l'achat d'une monnaie que le marché offre spontanément, contre une monnaie que le marché demande spontanément. Le risque d'assister à un effet d'entraînement des cours serait atténué d'autant.

MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE PRISES EN BELGIQUE

I. ACCORDS CONCLUS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE AVEC LES BANQUES, LES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES ET LES PRINCIPALES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT.

Justification.

La situation économique de la Belgique ne s'est pas sensiblement modifiée depuis que l'accord du 28 mai 1973 a été conclu pour la période allant jusqu'au 30 septembre. Les pressions inflationnistes se sont maintenues, voire aggravées. Les tensions qui s'observent à la fois du côté des coûts et des prix et dont les origines sont multiples, sont d'autant plus vives et par conséquent plus menaçantes qu'elles s'exercent au travers d'un appareil de production dont l'utilisation n'est pas loin d'atteindre le maximum des capacités techniques.

Dans la conjoncture actuelle, tout recours exagéré au crédit tend à amplifier dangereusement la demande globale et partant à accentuer encore les pressions existantes. La situation est d'autant plus préoccupante que cette demande globale est déjà gonflée par les dépenses que permet le vigoureux développement, en partie d'origine inflationniste, des revenus.

Il est évident que, dans ces conditions, une reconduction pure et simple de l'accord en vigueur aurait été insuffisante pour obtenir la modération nécessaire. Basée sur l'encours des engagements des intermédiaires financiers, la réserve ne neutralise qu'une fraction très modeste de l'accroissement des ressources de ces organismes; en raison de l'expansion économique et de l'augmentation des revenus, cet accroissement se poursuit à un rythme relativement élevé de l'ordre annuel de plus de 16 p.c. et a ainsi atteint, en valeur absolue, 195 milliards pour la période juin 1972 - juin 1973; en regard, à l'effet premier de stérilisation déjà acquis, soit environ 20 milliards du chef des engagements intérieurs, ne vient plus s'ajouter avec le temps qu'un effet secondaire extrêmement faible de l'ordre de 3 à 4 milliards à peine par an.

D'ailleurs, une comparaison des données disponibles pour 1973 avec les chiffres correspondants de l'année précédente fait apparaître une augmentation, souvent très sensible, des nouveaux crédits ouverts par les intermédiaires financiers :

Ouvertures de crédits		
<i>(En milliards de francs)</i>		
	1972 <i>(7 mois)</i>	1973 <i>(7 mois)</i>
Banques ¹	58,2	68,4
Caisses d'épargne privées	14,1	22,2
	<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>
Institutions publiques de crédit	29,8	46,0

¹ Pour les banques, variations de l'encours des crédits ouverts de 1 million et plus.

C'est pourquoi, dans le cadre de sa politique anti-inflationniste, le Gouvernement a chargé la Banque de négocier avec les intermédiaires financiers un renforcement du dispositif actuel, par l'instauration d'une réserve supplémentaire qui porte directement sur les crédits et par un certain relèvement des coefficients applicables aux passifs. Le nouveau dispositif ainsi renforcé et dont les modalités pratiques ont été mises au point de concert avec les intermédiaires financiers s'étendra du 1^{er} octobre prochain à fin janvier 1974.

1. Réserve monétaire sur les crédits.

Le but de la nouvelle réserve monétaire est de peser sur la demande de crédits au fur et à mesure que celle-ci se fait de plus en plus pressante, par un renchérissement progressif du coût, les intermédiaires financiers reportant normalement vers leurs clients la charge que leur impose la non-rémunération des fonds constituant la réserve.

Ce qui est donc visé est avant tout une action de modération sur les ouvertures de crédits qui jouent, dans le chef des entreprises et des particuliers, un rôle déterminant quant aux décisions de dépenser.

Dans le cas des banques, des raisons techniques ont cependant empêché de baser le dispositif sur les nouvelles ouvertures. En effet, les crédits accordés par ces organismes (essentiellement des crédits à court terme de caractère revolving) n'ont pas la même nature que ceux octroyés par les autres intermédiaires financiers (essentiellement des crédits à moyen et long terme) et la notion d'ouverture est nettement moins précise pour ceux-là que pour ceux-ci. En outre, les séries statistiques exhaustives disponibles pour les banques, concernent non les nouvelles ouvertures, mais les variations de l'encours des crédits ouverts qui sont

influencées par des réductions et des annulations d'ouvertures consenties précédemment. Pour ces diverses raisons, il a fallu, dans le cas des banques, faire porter le dispositif sur les encours utilisés de crédit; ceux-ci pouvant subir des fluctuations aberrantes nonobstant les mesures prises pour contenir leur expansion, il a été entendu que la Banque examinerait les anomalies qui se produiraient de ce fait.

Les coefficients de réserve retenus ont été adaptés en fonction de la différence des assiettes ainsi adoptées pour les banques d'une part, pour les autres intermédiaires financiers d'autre part, de manière à faire en sorte que, dans toute la mesure du possible, à effort de modération égal, les unes et les autres aient à former la même réserve. Il ne pouvait, en effet, être question d'appliquer les mêmes taux aux encours utilisés, qui sont influencés par les remboursements sur prélèvements antérieurs, et aux nouvelles ouvertures, qui représentent un montant brut. Les coefficients seront deux fois plus élevés pour les encours utilisés que pour les nouvelles ouvertures; c'est, en effet, un rapport de cet ordre de grandeur entre nouvelles ouvertures et encours utilisés qui, sur base de l'expérience du passé, paraît le plus vraisemblable pour le proche avenir.

Les encours utilisés ou le montant cumulé des nouvelles ouvertures de crédits à la fin de chacun des mois couverts par l'accord seront exonérés de réserve jusqu'à un certain montant. L'excédent sera ventilé par référence à des tranches déterminées de la manière indiquée à l'alinéa suivant. Selon qu'il sera modéré ou plus important, cet excédent pourra se situer entièrement dans une première tranche, ou en partie dans cette tranche et en partie dans une deuxième et éventuellement dans une troisième. Chaque partie donnera lieu à la formation d'une réserve par application d'un coefficient qui sera différent selon qu'elle se situe dans l'une ou l'autre des trois branches.

Coefficients de réserve

(En pour cent)

	1 ^{re} tranche	2 ^e tranche	3 ^e tranche
<i>Banques</i>			
Encours utilisés au-delà du montant exonéré	7	20	30
<i>Autres organismes</i>			
Montant cumulé des nouvelles ouvertures au-delà du montant exonéré	3,5	10	15

Les montants de crédits qui seront exonérés de réserve ont été calculés en partant des réalisations constatées à certaines dates récentes et en leur ajoutant une augmentation raisonnable pour la période ultérieure jusqu'à fin septembre 1973. C'est par référence à une même augmentation prorata temporis pour les mois couverts par l'accord que les tranches précitées ont été déterminées; la découpe a été effectuée de telle manière que les coefficients les plus modérés, soit 7 ou 3,5 p.c. selon les cas, s'appliquent à la fraction la plus large de l'augmentation de référence; les taux marginaux les plus élevés, soit 30 ou 15 p.c. selon

les cas, ne seront atteints que dans la mesure où l'augmentation effective des crédits approchera ou dépassera cette augmentation de référence.

Pris dans son ensemble, le système de réserve sur les crédits n'impose donc au départ qu'une charge modérée, son effet devenant de plus en plus contraignant en fonction de l'importance accrue des crédits ouverts ou utilisés. Plus la technique d'alourdissement des coûts que le système implique sera efficace en restreignant la demande de crédits, moins la réserve à constituer sera importante.

La réserve afférente aux crédits qui auront été consentis à la fin de chacun des mois couverts par l'accord devra être formée le 20 du mois qui suit et maintenue jusqu'au 19 du second mois. Il s'ensuit que la période de constitution de la réserve se trouvera décalée par rapport à la période pour laquelle l'accord est conclu : le premier versement aura lieu le 20 novembre 1973 et le dernier retrait le 20 mars 1974.

2. Réserve monétaire sur les engagements.

La réserve sur les crédits n'étant, par destination, pas appelée à devenir importante, l'action de stérilisation sera renforcée par la reconduction, à des taux majorés, de la réserve actuelle sur les engagements en francs belges (autres que les comptes étrangers convertibles) des intermédiaires financiers; cette action vise, en particulier, à peser sur les capacités de prêt de ces intermédiaires. Comparés aux taux actuels, les nouveaux taux seront les suivants :

	Engagements		
	à vue	jusqu'à 2 ans	à plus de 2 ans
Taux actuels	4	1,5	0,50
Nouveaux taux	5	1,875	0,625

Ces nouveaux taux seront mis en vigueur par paliers; jusqu'au 19 décembre en effet, ils seront ramenés aux quotités indiquées ci-après :

	(En pour cent)
du 1 ^{er} au 21 octobre 1973	85
du 22 octobre au 19 novembre 1973	90
du 20 novembre au 19 décembre 1973	95
à partir du 20 décembre 1973	100

En matière de position extérieure, le système actuellement en vigueur comporte, d'une part, la constitution d'une réserve égale à 25 p.c. de l'encours journalier moyen des comptes francs belges étrangers convertibles au cours de la période du 31 août au 1^{er} novembre 1972 et à 100 p.c. de l'augmentation de cet encours depuis cette période, toute diminution venant par contre, égale-

ment à concurrence de 100 p.c., en déduction de la réserve à former, et, d'autre part, la constitution d'une réserve égale à 100 p.c. de l'aggravation éventuelle de la position au comptant en devises du marché réglementé par rapport à la moyenne journalière des dix premiers jours de février 1973, les atténuations n'étant dans ce cas pas prises en considération pour le calcul de la réserve à former.

La « justification » de l'accord du 26 février 1973 envisageait à ce propos « d'adopter, dès que possible, une période de référence identique pour la position en devises et pour les comptes étrangers convertibles, toutes les variations par rapport à cette période se répercutant alors sur la réserve ».

Une concertation visant à mettre en œuvre cette déclaration d'intention a été entreprise, mais n'a pas jusqu'à présent abouti. Le système actuel sera donc reconduit tel quel, sauf que, en vue de remédier à certaines anomalies qui étaient apparues, il est prévu que l'aggravation de la position en devises pourra désormais être calculée non plus seulement par rapport à la moyenne journalière des dix premiers jours de février 1973, mais aussi par rapport à celle des mois de juillet-août 1973, chaque banque choisissant la période de référence qui lui est la plus favorable.

3. Maintien des structures en effets et fonds publics.

Les dispositions qui régissent cette matière ont fait l'objet d'un aménagement, qui sans constituer une modification de substance, permettra aux intermédiaires financiers de remplir plus facilement les engagements qu'ils ont pris conventionnellement : l'exécution de ces engagements sera vérifiée en prenant en considération, pour les actifs visés, les données d'une période plus large qu'auparavant. La Banque tiendra déjà compte de cet assouplissement en ce qui concerne le respect des engagements découlant de l'accord conclu jusqu'à fin septembre 1973, la période considérée étant dans ce cas prolongée jusqu'à fin novembre 1973.

Pour le cas où un nouvel accord serait conclu pour la période débutant le 1^{er} février 1974, la Banque réexaminera incessamment avec les parties intéressées le chapitre relatif aux structures en effets et fonds publics.

*
**

Depuis le 15 juillet 1973, les entreprises d'assurances sur la vie constituent une réserve monétaire sur leurs réserves mathématiques en exécution d'une circulaire du Ministre des Affaires Economiques. Des dispositions ont été prises pour modifier ultérieurement, si les circonstances rendaient la chose nécessaire, cette circulaire, ce qui permettra de l'adapter aux nouvelles dispositions qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre pour les autres intermédiaires financiers.

Par ailleurs, ces mêmes dispositions ont été étendues à deux nouveaux intermédiaires financiers du secteur public, à savoir l'Institut National de Crédit Agricole et l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

De la sorte, l'ensemble du dispositif s'appliquera à tous les intermédiaires financiers d'une certaine importance, comme cela est nécessaire pour assurer que les mesures prises aient leur pleine efficacité et ne faussent pas le jeu normal de la concurrence.

Accord : Dispositions essentielles.

A l'invitation de la Banque Nationale de Belgique, l'intermédiaire financier concerné déclare adhérer au présent accord qui proroge et renforce les effets de l'accord du 28 mai 1973.

Chapitre I. — **Constitution d'une réserve monétaire.**

Section 1. — *Dispositions générales.*

L'intermédiaire financier signataire accepte de constituer, conformément aux dispositions qui suivent, une réserve monétaire, sous forme d'un avoir en compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Le montant de la réserve à constituer est calculé sur la base des engagements visés à la section 2 ci-après et sur celle des crédits visés à la section 3 ci-après.

L'intermédiaire financier maintient chaque jour un avoir égal au montant de la réserve à former.

Section 2. — *Réserve monétaire sur les engagements.*

La réserve à constituer est calculée de la manière suivante :

a) Les divers engagements sont pris en considération à concurrence des quotités ci-après :

1° 25 p.c. de la moyenne des montants journaliers des engagements nets en comptes francs belges convertibles y compris les comptes convertibles spéciaux, au sens de la réglementation du change, au cours de la période du 31 août 1972 au 1^{er} novembre 1972;

2° 100 p.c. de la variation de la moyenne des montants journaliers des engagements nets en comptes francs belges convertibles y compris les comptes conver-

tibles spéciaux par rapport à la moyenne des montants journaliers au cours de la période de référence visée au 1°;

3° 100 p.c. de l'accroissement de la moyenne des montants journaliers des engagements nets, ou de la diminution de celle des avoirs nets, au comptant en devises du marché réglementé, au sens de la réglementation du change, par rapport à la moyenne des montants journaliers au cours de l'une des deux périodes suivantes selon l'option de chaque banque : 1^{er} au 10 février 1973 ou juillet-août 1973;

4° 5 p.c. du montant des autres engagements à vue en francs belges augmentés de la position de change au comptant débitrice ou diminués de la position créditrice;

5° 1,875 p.c. du montant des autres engagements en francs belges à deux ans au plus;

6° 0,625 p.c. du montant des autres engagements en francs belges à plus de deux ans.

b) Les taux mentionnés au a), 4°, 5° et 6° sont réduits de 15/100 pour la réserve à former du 1^{er} au 21 octobre 1973, de 10/100 pour la réserve à former du 22 octobre au 19 novembre 1973 et de 5/100 pour la réserve à former du 20 novembre au 19 décembre 1973.

c) Le montant de la réserve obtenu par application du a) et du b) est réduit de 30 millions de francs.

La variation des engagements nets en comptes francs belges convertibles visée au littera a), 2° et l'accroissement des engagements nets ou la diminution des avoirs nets au comptant en devises du marché réglementé visés au littera a), 3° sont calculés par période de dix jours.

Ces mouvements sont pris en considération pour la réserve à former au cours de la période de dix jours débutant dix jours après la période de calcul.

Toutefois, il pourra être convenu que les périodes de calcul et les périodes de constitution de réserve seront plus courtes et plus rapprochées.

Les engagements visés au littera a), 4°, 5° et 6° sont pris en considération pour la réserve à former du 20 de chaque mois au 19 du mois suivant inclus, sur base de la moyenne de leur encours à la fin de l'avant-dernier mois et des deux mois précédents. Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

Section 3. — Réserve monétaire sur les crédits.

La réserve à constituer est basée, pour les banques, sur l'encours des crédits utilisés et, pour les autres intermédiaires financiers, sur les nouvelles ouvertures de crédit.

Un montant déterminé d'encours de crédits utilisés, ou selon le cas, de nouvelles ouvertures de crédit, est exonéré de réserve. Il est égal :

— pour les banques, au plus élevé des deux montants ci-après :
soit 105,22 p.c. de la moyenne des encours à fin mars, avril et mai 1973,
soit 109,6 p.c. de l'encours à fin décembre 1972;

— pour les autres intermédiaires financiers, au montant cumulé des nouvelles ouvertures de crédit pour les sept premiers mois de 1973, augmenté de deux fois la moyenne mensuelle des nouvelles ouvertures de fin juin 1972 à fin juin 1973.

L'excédent de l'encours des crédits utilisés ou, selon le cas, des nouvelles ouvertures de crédit, par rapport au montant exonéré de réserves est ventilé en trois tranches déterminées auxquelles correspondent trois coefficients de réserve différents. Pour les banques, ces coefficients sont respectivement de 7 p.c., 20 p.c. et 30 p.c.; ces coefficients sont réduits de moitié pour les autres intermédiaires financiers.

Le montant de la réserve obtenu par application de ces coefficients est réduit de :

— 2 millions de francs pour la réserve calculée sur base de la situation à fin octobre 1973;

— 3 millions de francs pour la réserve calculée sur base de la situation à fin novembre 1973;

— 5 millions de francs pour la réserve calculée sur base de la situation à fin décembre 1973;

— 6 millions de francs pour la réserve calculée sur base de la situation à fin janvier 1974.

La réserve calculée sur base de la situation à la fin d'un mois est constituée du 20 du premier mois qui suit le mois de calcul au 19 inclus du second mois, même si cette période de réserve tombe en tout ou en partie en dehors de la période pour laquelle le présent accord est conclu.

Lorsque le 20 n'est pas un jour ouvrable, le début de la période de réserve est reporté au premier jour ouvrable qui suit.

Chapitre II. — **Maintien des structures en effets et fonds publics.**

L'intermédiaire financier adhérent s'engage :

a) à maintenir en portefeuille un volume d'effets et de fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes équivalant au montant que ces portefeuilles atteignaient pendant une période de référence donnée, étant entendu qu'en cas de réduction de son passif exigible

en deça du niveau que celui-ci atteignait au cours de cette période, il ne sera tenu que de conserver par rapport à son passif ainsi réduit, la quotité que ses effets et fonds publics représentaient par rapport à ce même passif exigible au cours de cette même période;

b) à affecter au moins un certain pourcentage de l'accroissement de son passif exigible, par rapport au montant qu'il atteignait pendant la période de référence, à l'acquisition nette de titres en francs belges, émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, autres que les titres émis par les institutions publiques de crédit.

Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par passif exigible : le total du montant des engagements nets en comptes francs belges convertibles, au sens de la réglementation du change, et du montant des autres engagements en francs belges et de la position de change au comptant, diminué du montant de la réserve monétaire constituée.

Chapitre III. — **Dispositions diverses.**

Le présent accord prend effet à la date du 1^{er} octobre 1973 et est conclu pour la période allant jusqu'à la fin de janvier 1974.

L'abrogation, la modification ou la reconduction éventuelles du présent accord feront l'objet d'une concertation entre la Banque Nationale de Belgique et les banques, au plus tard au cours de la seconde quinzaine de janvier 1974.

II. AUGMENTATION DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

La Banque Nationale de Belgique a augmenté de 0,50 p.c. ses divers taux d'escompte et d'intérêt, à partir du jeudi 4 octobre 1973, portant ainsi à 7 p.c. son taux de base.

Cette majoration contribuera à renforcer les mesures déjà prises pour combattre les tensions inflationnistes qui ne laissent apparaître aucune atténuation.

Le relèvement décidé constitue aussi une adaptation destinée à corriger des distorsions dans le fonctionnement du marché monétaire dues à la hausse substantielle de divers taux par rapport à ceux de la Banque.

Si, à l'étranger, les principaux taux n'ont plus haussé, il reste que le taux d'escompte officiel de la Banque, même ainsi réajusté, demeure, sur le plan international, parmi les plus bas.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
1. Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	Y - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970	XII - 1b
b) Navigation maritime	Y - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1970	XII - 2
c) Navigation intérieure	Y - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	Y - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1970 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1970 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	Y - 3a		
b) Ventes à tempérament	Y - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	Y - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Prix et indices des prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	4. Stock monétaire	XIII - 4
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
1. Tableau général	VIII - 1	— Destination économique apparente	XIII - 6
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	— Forme et localisation	XIII - 7
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en compte de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABBREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
G.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Sociétés Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaumont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
	(à fin d'année)							
Population totale	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	
dont : Hommes	2.998	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	
Femmes	3.024	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866
dont : Agriculture	230	216	209	201	191	181	168	158
Industries extractives	94	83	74	67	60	52	49	47
Industries manufacturières	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248
Bâtiments et construction ...	293	296	304	304	307	311	313	301
Transports	263	266	263	263	272	282	290	297
Commerce, banques, assurances et services	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672
Chômeurs complets ²	63	67	92	110	88	76	75	92
Ouvriers frontaliers	61	58	53	53	53	54	52	51

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ D'après le recensement au 31-12-70.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Rémunération des salariés ¹ :								
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,9
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,8	24,9	25,1	27,5
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	55,3	59,4	63,4	71,2	84,1	97,0
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale ...	82,5	92,9	104,0	113,9	121,4	131,7	138,4	157,0
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	18,3	18,1	17,9	21,6	22,2	25,9
Total ...	372,5	412,3	450,6	481,7	511,0	566,9	637,9	726,3
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	29,1	31,2	28,8	29,4	32,2	37,6	33,5	35,7
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,2	26,6	29,3	33,0	36,4
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	100,8	104,9	110,2	114,4	122,3	130,5	137,2	140,1
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,9	10,1	11,4	11,4
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,4	-0,2	-1,9	-1,5	-1,6	-1,0
Total ...	164,0	166,9	169,5	176,1	188,1	206,0	213,5	222,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
a) Intérêts	28,5	31,3	35,5	39,5	43,7	52,2	61,5	67,1
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	41,2	41,2
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	38,6
Total ...	76,0	82,5	90,8	96,3	105,5	120,4	139,3	146,9
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	26,7	30,1	28,2
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,2	20,6	25,7	31,9	37,2
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,5	7,8	10,6	7,0
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-47,4
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,4	768,0	822,2	915,9	1.020,2	1.120,8
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,4	100,2	110,0	125,6	138,4
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	805,8	860,4	922,4	1.025,9	1.145,8	1.259,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,3	138,6	152,9	164,8	177,6
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,8
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

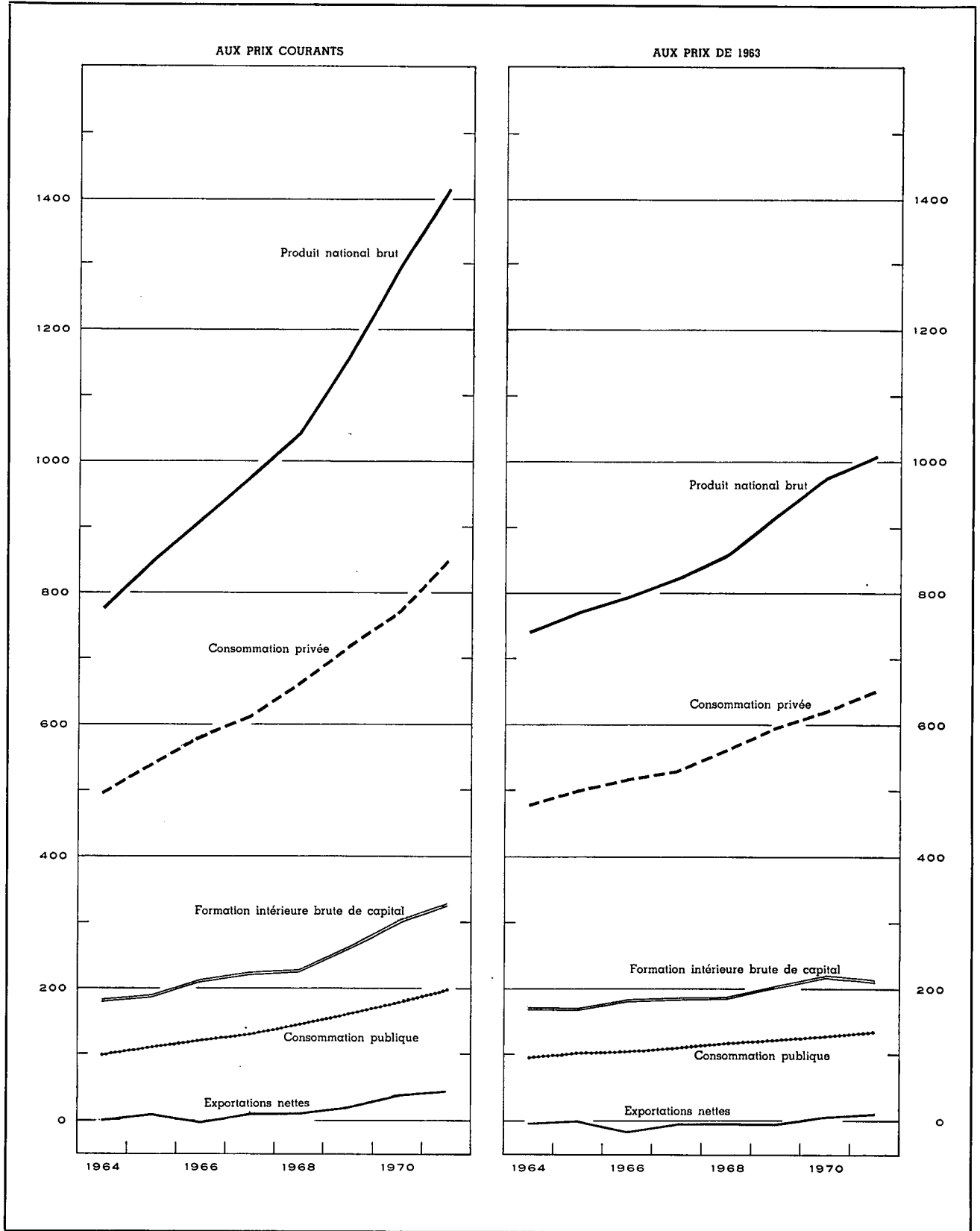
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	43,0	45,4	43,4	44,6	47,9	53,3	49,5	52,7
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,5	13,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,9	64,3	69,8	74,2	77,3
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,0	26,6	30,9
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,6	14,0	14,9	16,2
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,9	18,9	21,1
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,2	22,6
f) Industrie chimique et activités connexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	34,7	36,7	39,8
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,8	20,9	25,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	21,5	23,0	23,7	25,1	26,8	38,6	44,1	41,3
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	73,4	74,0	81,4	93,2	112,0	130,2
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	25,8	27,8	30,9	35,5	37,9	39,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>279,3</i>	<i>291,0</i>	<i>316,2</i>	<i>367,9</i>	<i>407,4</i>	<i>444,5</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,8	88,6	96,8
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	23,2	25,4	29,2	31,5	40,9
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	128,3	142,9	157,0	171,1	181,3	201,6	222,7	251,8
b) Services financiers et assurances .	21,8	24,0	27,6	30,7	34,6	40,2	45,1	49,5
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,6	57,5	58,7
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>234,3</i>	<i>253,4</i>	<i>269,4</i>	<i>297,4</i>	<i>325,3</i>	<i>360,0</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,6	67,6	76,1	83,3	92,5	104,6
8. Services	161,2	183,9	198,9	217,3	234,4	256,5	284,1	323,4
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,6	- 10,6	- 18,6	- 7,3	- 29,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	905,9	970,6	1.036,9	1.151,8	1.283,1	1.406,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5	12,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,4	161,1	172,9	185,4	196,5
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,7	57,4	62,8
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	53,1	53,4	57,7	63,3	67,7	72,9
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,7	64,4	67,0	69,8	73,3	77,4
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,8	33,1	34,7	38,4	38,7
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,9	52,5	58,4	65,8	72,4	86,5
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,8	30,0	32,7	35,6	38,3	43,4
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,8	53,8	60,7	67,4
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,3	84,9
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,4	66,4	78,4
k) Autres dépenses et ajustement statistique	20,3	19,7	25,7	24,8	32,4	39,4	32,8	43,4
<i>Total ...</i>	<i>496,9</i>	<i>540,9</i>	<i>581,0</i>	<i>612,4</i>	<i>662,3</i>	<i>720,2</i>	<i>771,1</i>	<i>852,3</i>
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	100,6	111,4	124,4	140,0
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	34,8	39,0	40,2	47,7
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1	8,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8	3,2
<i>Total ...</i>	<i>98,9</i>	<i>110,2</i>	<i>120,7</i>	<i>132,8</i>	<i>143,4</i>	<i>159,1</i>	<i>174,5</i>	<i>199,0</i>
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,4	6,3
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,2	2,7
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,2	54,0	49,2	57,7	73,5	69,6
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,8
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	17,6
f) Commerce, banques, assurances ...	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,2	58,1	62,4	75,1	72,2
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,4	26,8	31,1
i) Pouvoirs publics et enseignement ..	23,2	19,7	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	59,0
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3	13,2
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,5	0,5	2,5	4,1	1,0	3,2
<i>Total ...</i>	<i>182,5</i>	<i>189,7</i>	<i>213,4</i>	<i>224,0</i>	<i>229,7</i>	<i>263,2</i>	<i>308,0</i>	<i>323,6</i>
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	678,2
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	634,1
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 44,1
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,7	978,0	1.045,0	1.160,0	1.293,6	1.419,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
1. Consommation privée :								
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	120	124
b) Boissons	106	109	108	115	122	132	148	156
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124	129
d) Vêtements et effets personnels	102	107	107	106	113	120	125	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126	123
g) Articles ménagers durables	112	119	125	124	136	150	161	179
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	121	128
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	142	150
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161	160
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157	165
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	140	149
Total ...	103	108	111	114	121	128	134	140
2. Consommation publique :								
a) Rémunérations et pensions	105	113	119	124	126	133	139	143
b) Biens et services	101	101	102	111	120	131	127	138
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	172	191
Total ...	104	110	114	121	126	133	138	144
3. Formation intérieure brute de capital :								
a) Agriculture, sylviculture et pêche ..	110	116	126	115	125	129	131	104
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	88	100
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	145	128
d) Construction	89	94	109	116	108	104	125	94
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	170	175
f) Commerce, banque, assurances	99	97	110	106	112	123	133	150
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	144	125
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	134	143
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	179	187	205	237
j) Enseignement	89	85	100	96	105	105	108	122
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176	187
Total ...	119	119	129	130	130	144	154	148
4. Exportations nettes de biens et services :								
a) Exportations totales	111	120	124	133	151	175	195	211
b) Importations totales	111	118	128	132	150	174	189	201
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,1	118,6	123,6	132,3	140,5	145,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 2	en suspens 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1971 2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	14,5	13,4
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	12,8	8,8
1972 1 ^{er} trimestre	6,3	35,9	46,5	88,7	6,4	1,7	4,9	16,3	7,5
2 ^e trimestre	4,3	31,2	46,1	81,6	7,9	1,5	4,3	16,0	9,0
3 ^e trimestre	4,3	32,3	46,0	82,6	8,5	2,2	4,9	13,1	9,1
4 ^e trimestre	7,1	39,8	47,4	94,4	7,9	2,4	5,5	13,7	8,3
1973 1 ^{er} trimestre	6,7	41,4	48,9	97,0	7,3	1,8	4,9	16,9	10,8
2 ^e trimestre	4,0	34,5	47,7	86,2	8,6	1,4	3,9	15,9	13,2
1972 Août	3,9	31,6	45,8	81,3	8,5	1,6	5,5	15,0	9,8
Septembre	4,8	33,0	45,9	83,7	8,5	3,2	5,1	15,5	9,0
Octobre	6,7	36,6	46,4	89,7	8,4	2,7	5,5	16,3	9,0
Novembre	7,0	39,3	47,4	93,7	8,0	2,3	5,5	13,6	7,8
Décembre	7,7	43,6	48,4	99,7	7,4	2,1	5,4	11,2	8,2
1973 Janvier	7,5	43,3	49,1	99,9	7,1	1,9	5,2	16,5	9,5
Février	6,8	42,3	49,1	98,2	7,1	1,8	5,0	14,4	10,4
Mars	5,7	38,7	48,4	92,8	7,6	1,7	4,6	19,8	12,6
Avril	4,8	37,3	48,1	90,2	8,2	1,4	4,4	15,4	12,4
Mai	4,0	34,2	47,9	86,1	8,9	1,3	3,9	17,6	11,7
Juin	3,3	31,9	47,2	82,4	8,7	1,4	3,5	14,8	15,5
Juillet	3,7	35,8	47,9	87,4	8,8	1,7	3,7	9,7	15,1
Août	3,4	34,8	47,1	85,3	8,8	2,3	4,1	15,8	16,8

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

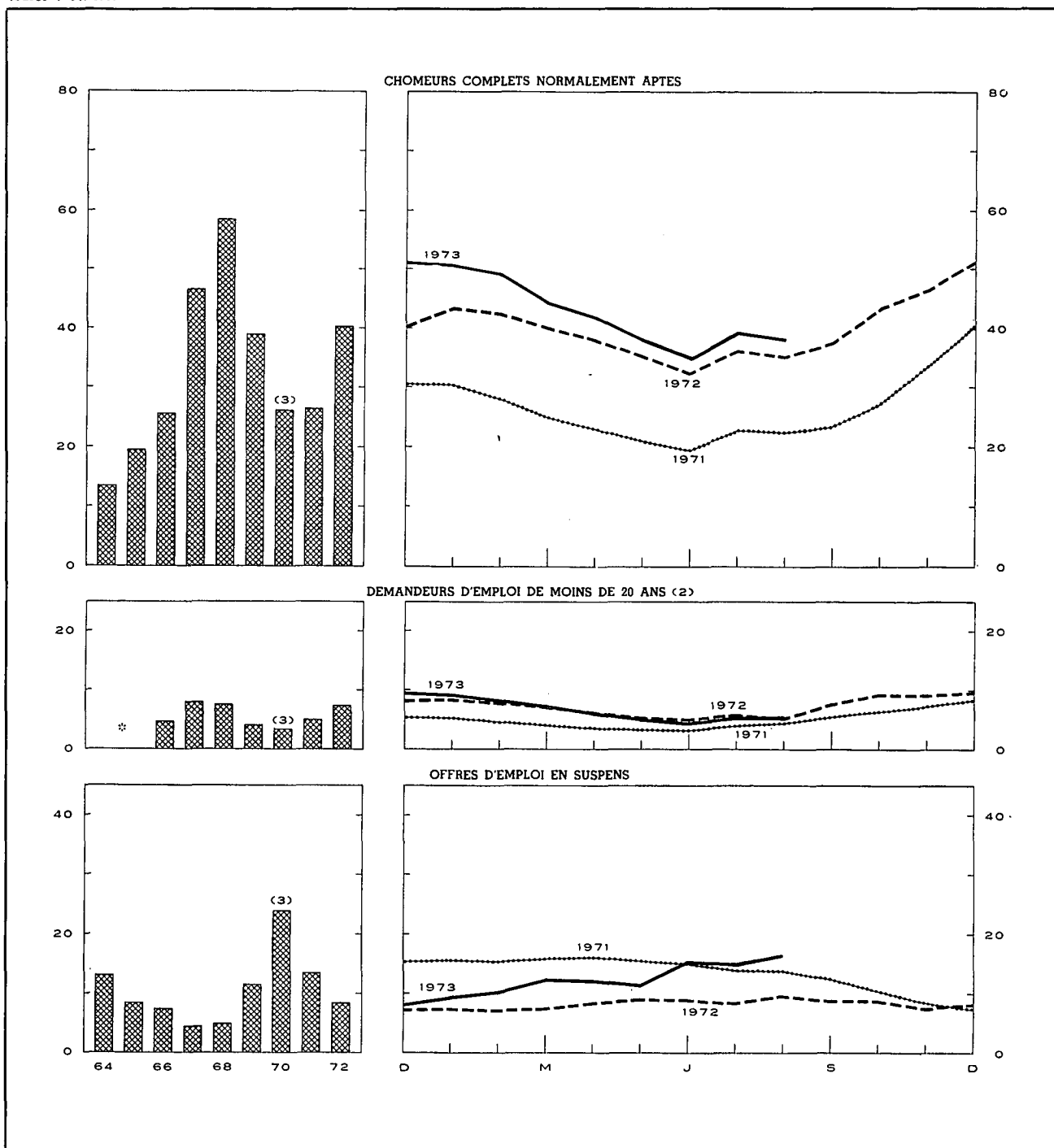
2 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

3 Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



* Données non disponibles.

¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : *Communiqués mensuels de l'ONEM.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *I.R.E.S.* — *Industrie, revue de la F.E.B.* —

Informations statistiques (C.E.C.A.). — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973 (e)
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	263	244	229	232	224	207	224	234	211
dont : froment	226	211	197	201	197	181	193	204	193
seigle	33	29	26	26	21	20	24	21	15
Céréales non panifiables	252	258	258	249	249	255	233	228	218
Plantes industrielles	95	92	95	107	109	101	109	112	113
Plantes et racines tuberculifères	89	90	91	81	77	80	73	65	70
Légumes cultivés pour la graine	10	9	8	8	8	7	5	4	3
Prés et prairies	795	795	794	791	788	795	782	768	763
Divers	98	102	102	96	98	97	103	109	132
Total ...	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.520	1.510
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	854	650	828	839	754	708	878	916	
Autres céréales	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034	1.033	
Betteraves sucrières	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	
Lin (graines et paille)	190	167	105	108	112	48	93	61	
Chicorée à café	46	29	32	40	43	56	54	27	
Pommes de terre	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	1.258	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Total des bovidés	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840	2.825	2.905
dont : vaches laitières	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031	1.025	
Porcs	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.541
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .	451	490	538	576	599	695	729	753	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

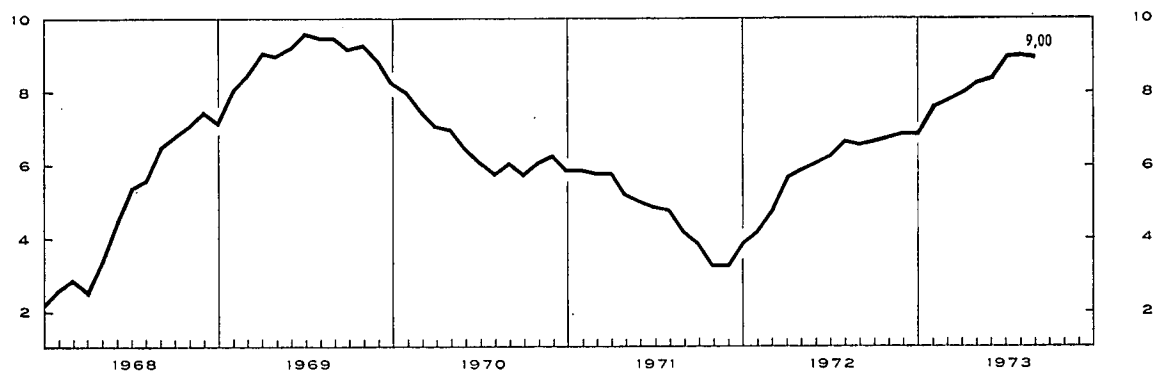
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Aiglefin	233	141	130	136	361	346	157	142
Cabillaud	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.534	1.630
Plie	294	442	516	450	376	398	383	357
Sole	263	329	412	356	309	320	319	227
Raie	280	182	178	219	231	199	169	133
Hareng	112	61	30	11	38	62	55	105
Crevettes	72	80	104	80	114	114	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique.

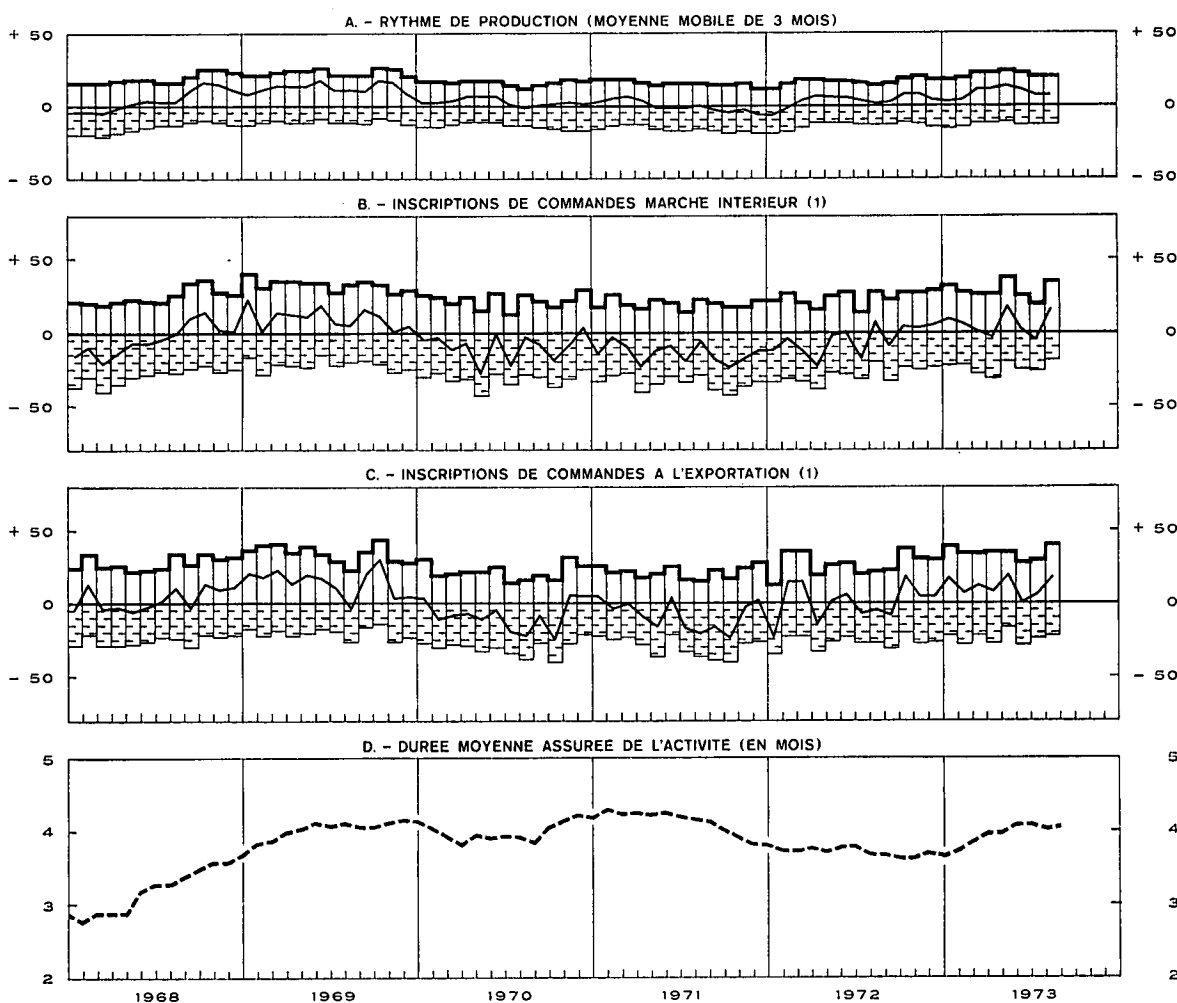
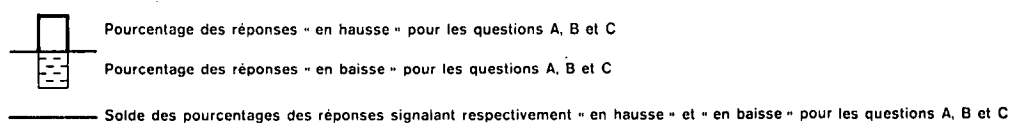
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE *



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE **



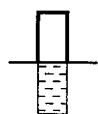
* La composition de cette « Courbe synthétique » a été expliquée dans le Bulletin de la Banque Nationale du mois d'octobre 1972. Le lecteur qui le désire, trouvera, d'autre part, les données chiffrées correspondant à cette courbe pour la période janvier 1958 - mai 1973 dans le Bulletin de juin 1973, pp. XXXI et XXXII.

** Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications

métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elle ne comprennent pas la chimie en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

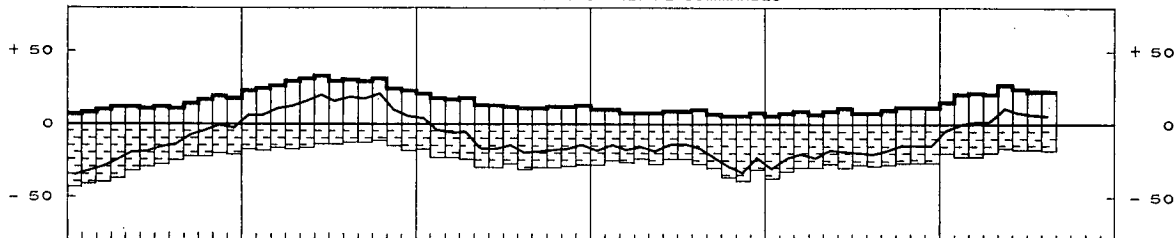


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

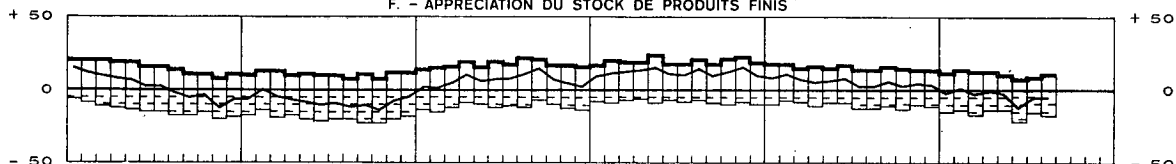
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

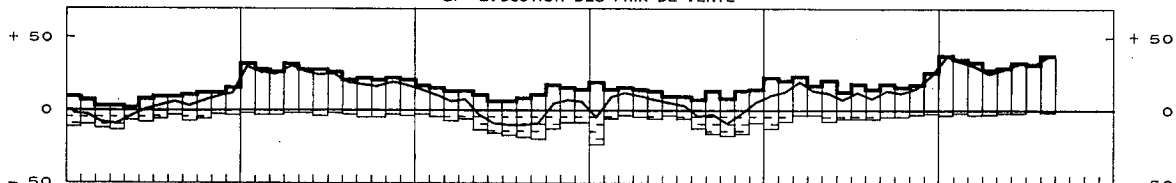
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



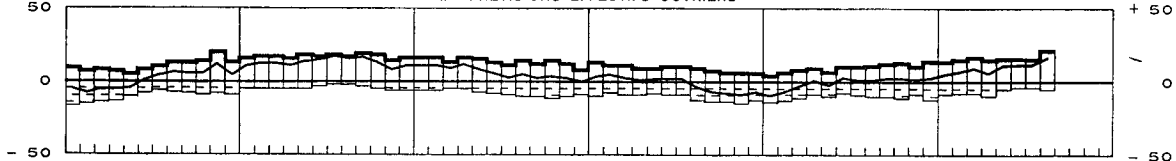
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



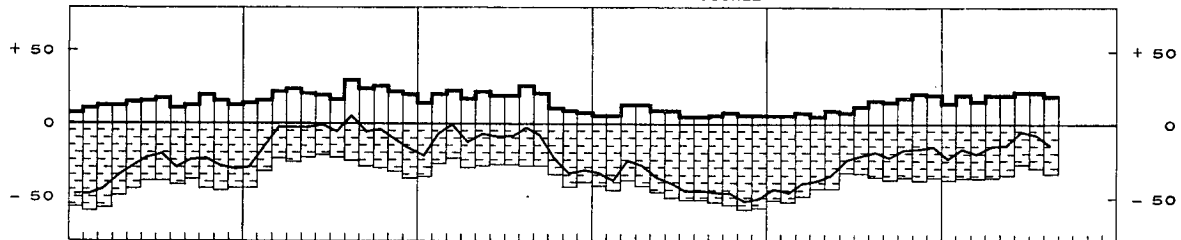
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



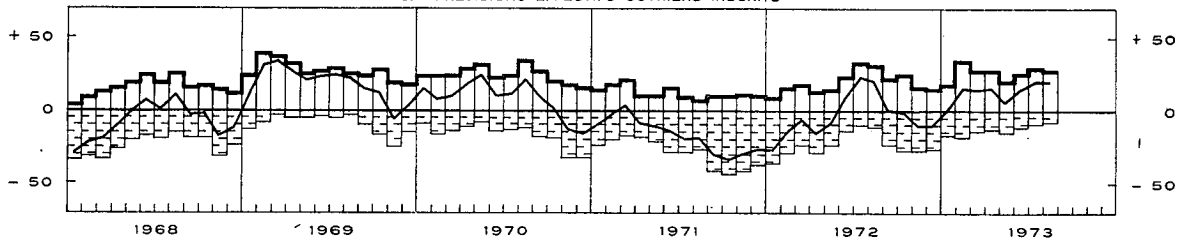
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros oeuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non dessaisonnalisés			Indices dessaisonnalisés ¹
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	135	144	134	135
1971	139	148	137	138
1972	p 148	p 158	146	p 148
1971 3 ^e trimestre	131	140	135	137
1971 4 ^e trimestre	145	155	135	138
1972 1 ^{er} trimestre	147	157	142	138
1972 2 ^e trimestre	148	158	146	141
1972 3 ^e trimestre	p 136	p 146	141	p 143
1972 4 ^e trimestre	p 160	p 170	150	p 146
1973 1 ^{er} trimestre	p 157	p 169	147	p 150
1973 2 ^e trimestre	p 155	p 167	153	p 152
1973 3 ^e trimestre			p 146	
1972 Septembre	p 158	p 169	149	p 144
1972 Octobre	p 166	p 175	151	p 145
1972 Novembre	p 159	p 170	149	p 146
1972 Décembre	p 155	p 166	151	p 148
1973 Janvier	p 155	p 166	141	p 149
1973 Février	p 150	p 161	140	p 150
1973 Mars	p 168	p 180	160	p 151
1973 Avril	p 154	p 166	154	p 152
1973 Mai	p 158	p 170	155	p 152
1973 Juin	p 155	p 165	151	p 153
1973 Juillet			p 140	
1973 Août			p 150	
1973 Septembre			p 149	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

Source : I.N.S.

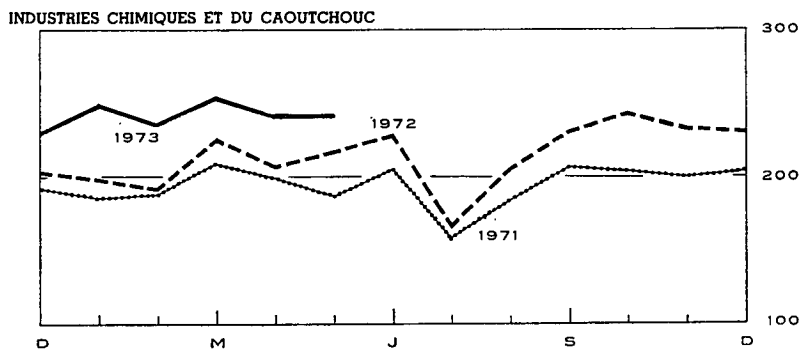
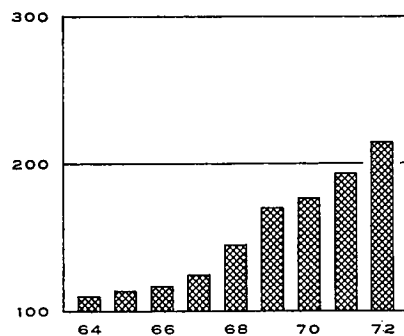
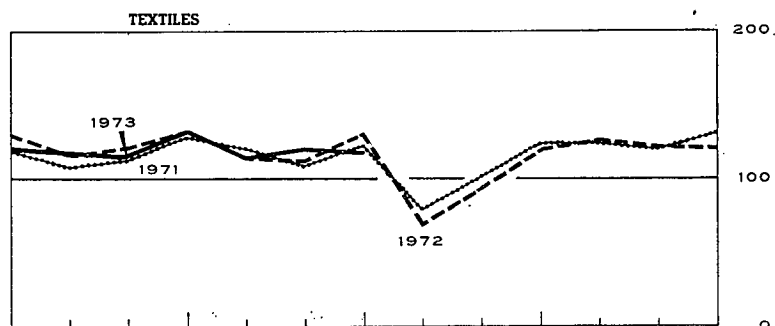
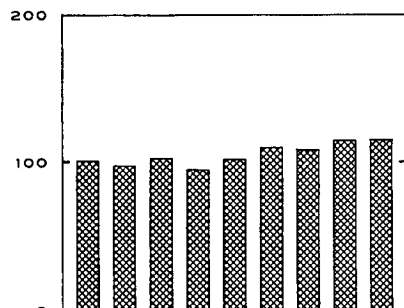
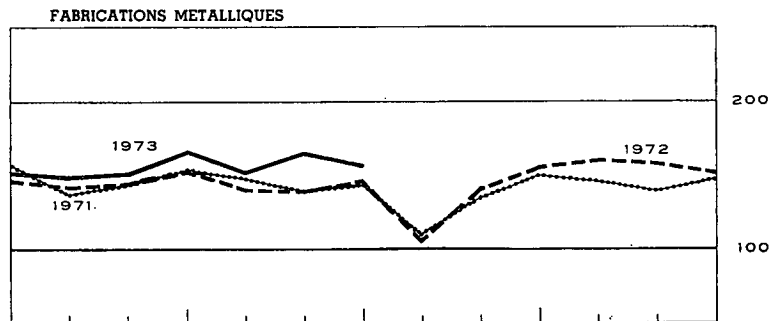
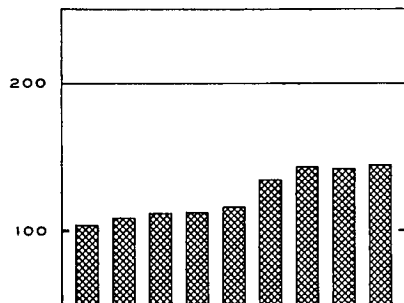
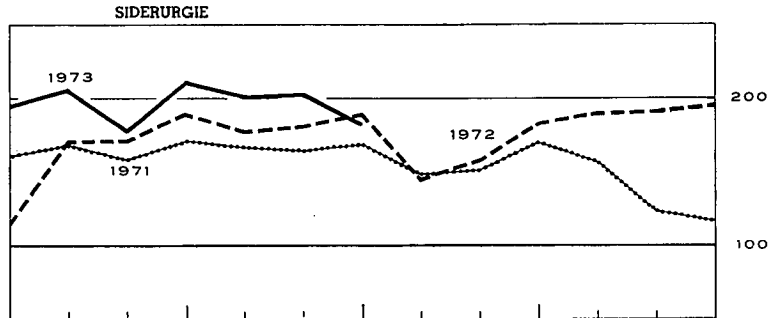
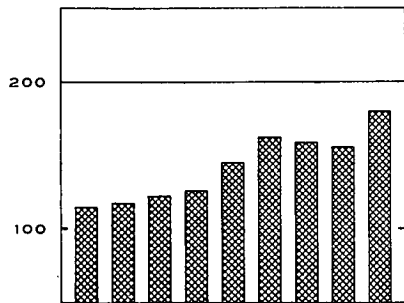
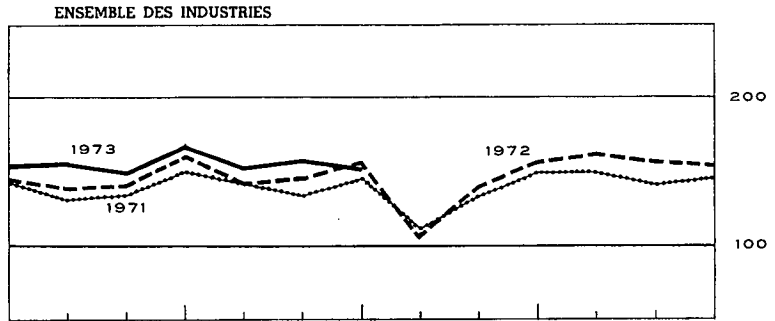
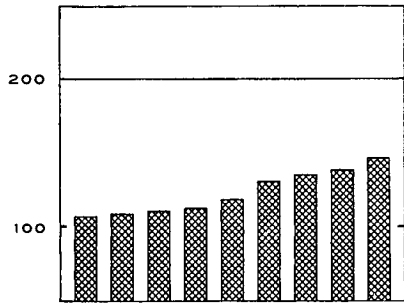
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Fila- ture	Tissage	Bonnerie	Total	Trans- formation des matières plastiques	
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971	139	62	148	131	156	139	142	142	115	104	131	108	194	429	249
1972	p 148	60	p 158	134	179	146	p 146	146	115	101	139	104	216	525	297
1971 2 ^e trimestre	140	61	149	140	167	141	144	134	117	105	131	114	197	433	249
1971 3 ^e trimestre	131	55	140	127	157	133	132	145	101	92	117	95	183	413	243
1971 4 ^e trimestre	145	65	155	135	133	148	145	160	125	113	148	111	203	475	256
1972 1 ^{er} trimestre	147	65	157	123	178	148	148	135	124	110	147	114	206	489	271
1972 2 ^e trimestre	148	65	158	143	184	147	142	145	120	108	145	106	219	534	302
1972 3 ^e trimestre	p 136	50	p 146	128	163	131	p 136	144	95	82	114	88	202	484	311
1972 4 ^e trimestre	p 160	61	p 170	140	193	157	p 158	158	123	106	152	109	237	597	305
1973 1 ^{er} trimestre	p 157	p 59	p 169	p 133	199		p 157	p 145	p 122	p 100	151	p 109	247	667	277
1973 2 ^e trimestre	p 155	54	167	149	196		159	146	118						326
1972 Juin	155	69	165	144	190	156	146	156	131	118	159	114	229	589	297
1972 Juillet	109	35	118	101	146	113	107	128	70	61	96	48	168	371	307
1972 Août	p 141	54	p 151	135	159	139	p 143	153	95	81	103	102	206	496	314
1972 Septembre	p 158	61	p 169	148	184	141	p 158	152	120	103	143	114	232	586	312
1972 Octobre	p 166	66	p 175	154	191	157	p 161	164	127	108	154	118	244	623	276
1972 Novembre	p 159	60	p 170	138	192	163	p 159	165	122	101	152	110	234	639	313
1972 Décembre	p 155	58	p 166	130	196	151	p 153	145	121	108	150	100	231	528	325
1973 Janvier	p 155	59	p 166	127	207	151	p 150	140	118	101	145	104	250	634	207
1973 Février	p 150	55	p 161	121	179	132	p 153	p 136	117	96	145	107	237	652	281
1973 Mars	p 168	p 63	p 180	p 151	213		p 167	p 158	p 133	p 104	163	p 114	255	715	344
1973 Avril	p 154	55	166	148	201		154	142	115	100	146	96	243		337
1973 Mai	p 158	56	170	152	206		166	149	121	105	150	103	243		339
1973 Juin	p 155	51	165	148	183		158	147	119						304

* Excl. la construction.

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1963 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (6), (8), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruë 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé 2	Importations de gaz naturel 3
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633	2.520	149	549
1972	875	472	469	1.753	1.616	2.972	3.008	160	689
1971 3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920	2.593	131	584
1972 1 ^{er} trimestre	984	595	370	1.693	1.630	3.027	2.748	155	622
2 ^e trimestre	945	677	473	1.872	1.673	2.785	3.056	161	616
3 ^e trimestre	720	600	435	1.603	1.571	2.697	3.145	154	695
4 ^e trimestre	851	472	596	1.846	1.578	3.381	3.085	169	825
1973 1 ^{er} trimestre	872	462	550	1.809	1.621	3.397	2.807		885
2 ^e trimestre	774	462			1.552	3.086			
3 ^e trimestre	p 581	p 276			p 1.456				
1972 Septembre	854	600	507	1.708	1.573	3.033	3.155	164	657
Octobre	919	594	478	1.753	1.603	3.310	2.796	171	743
Novembre	857	546	468	1.776	1.578	3.367	3.165	163	823
Décembre	776	472	732	1.873	1.552	3.467	3.294	172	909
1973 Janvier	871	429	505	1.922	1.595	3.504	2.093	88	1.002
Février	826	428	543	1.701	1.617	3.210	2.844	81	849
Mars	918	462	569	1.805	1.652	3.476	3.483		804
Avril	802	468			1.670	3.238	3.408		
Mai	821	490			1.546	3.086	3.435		
Juin	700	462			1.441	2.933			
Juillet	523	366			1.512	2.708			
Août	p 598	p 297			p 1.435	3.039			
Septembre	p 623	p 276			p 1.422				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,8 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

2 1 m³ = 4.250 kilocalories.
3 1 m³ = 8.400 kilocalories.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,67	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	9,42	14,24	23,66	23,33
1972	1.211	894	10,17	15,84	26,01	26,03
1971 2 ^e trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 ^e trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 ^e trimestre	872	700	9,61	14,11	23,72	25,36
1972 1 ^{er} trimestre	1.189	908	9,84	15,48	25,32	25,86
2 ^e trimestre	1.240	923	10,51	16,08	26,59	26,73
3 ^e trimestre	1.107	817	8,89	14,01	22,90	22,65
4 ^e trimestre	1.310	928	11,44	17,80	29,24	28,88
1973 1 ^{er} trimestre	1.318	995	p 11,79	p 19,31	p 31,10	p 29,65
2 ^e trimestre	p 1.320	973				
1972 Août	1.077	828	9,42	14,80	24,22	22,66
Septembre	1.201	965	10,53	17,60	28,13	29,07
Octobre	1.277	943	10,72	17,22	27,94	28,72
Novembre	1.302	934	12,02	17,89	29,91	28,51
Décembre	1.351	906	11,58	18,29	29,87	29,41
1973 Janvier	1.385	1.019	p 10,78	p 18,23	p 29,01	p 26,91
Février	1.164	919	p 11,99	p 18,38	p 30,37	p 28,82
Mars	1.405	1.047	p 12,61	p 21,31	p 33,92	p 33,23
Avril	1.371	968				
Mai	1.362	1.027				
Juin	p 1.227	924				
Juillet	p 1.244					
Août	p 1.282					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1969 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969	123	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971	140	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1972	139	6.158	3.231	593	2.801	4.326	2.321	511	2.290
1971 2 ^e trimestre	142	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	141	3.880	2.017	509	2.642	3.908	2.110	515	2.538
4 ^e trimestre	140	4.127	2.115	499	2.415	3.324	1.761	516	2.377
1972 1 ^{er} trimestre	140	5.233	2.707	517	1.983	3.836	2.012	530	2.341
2 ^e trimestre	142	6.412	3.355	624	2.919	4.948	2.644	483	2.237
3 ^e trimestre	140	5.408	2.966	628	3.499	4.026	2.227	554	2.139
4 ^e trimestre	139	7.581	3.898	603	2.802	4.495	2.401	477	2.441
1973 1 ^{er} trimestre	140								
2 ^e trimestre	137								
1972 Juin	141	6.472	3.356	686	2.656	4.192	2.215	346	1.503
Juillet	140	5.227	2.847	623	3.777	3.329	1.770	480	1.485
Août	140	5.547	3.022	685	4.424	4.184	2.346	506	2.030
Septembre	140	5.450	3.028	577	2.295	4.565	2.564	675	2.901
Octobre	139	7.778	3.925	693	3.278	5.272	3.008	562	3.031
Novembre	139	7.744	3.806	585	2.950	5.446	2.595	459	2.982
Décembre	139	7.220	3.964	531	2.179	2.767	1.601	409	1.313
1973 Janvier	141	5.809	3.192		2.689	4.930	2.239		2.140
Février	141								
Mars	140								
Avril	138								
Mai	137								
Juin	137								

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois et portent sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1968 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *
	1972	1978		1972	1978		1972	1978	
1 ^{er} trimestre	148	151	+ 2,0	137	138	+ 1,3	156	159	+ 2,0
2 ^e trimestre	148	154	+ 3,9	137	141	+ 3,3	158	161	+ 1,9
3 ^e trimestre	148	155	+ 4,9	137	143	+ 4,8	156	161	+ 2,9
4 ^e trimestre	149	161	+ 7,8	138	146	+ 6,3	153	167	+ 9,0
1 ^{er} trimestre	151	165	+ 9,6	138	150	+ 8,4	159	173	+ 8,7
2 ^e trimestre	154	167	+ 8,5	141	152	+ 7,8	161	174	+ 8,6
3 ^e trimestre	155			143			161		
4 ^e trimestre	161			146			167		
	Royaume-Uni			France			Italie		
	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	121	- 3,0	156	166	+ 6,7	149	149	...
2 ^e trimestre	126	130	+ 3,0	155	168	+ 8,7	144	149	+ 3,1
3 ^e trimestre	126	132	+ 4,9	161	172	+ 7,5	143	145	+ 2,1
4 ^e trimestre	126	136	+ 7,9	164	175	+ 7,3	150	157	+ 5,0
1 ^{er} trimestre	121	139	+ 14,4	166	183	+ 9,9	149	150	+ 1,0
2 ^e trimestre	130	141	+ 8,7	168	183	+ 8,9	149	n.d.	n.d.
3 ^e trimestre	132			172			145		
4 ^e trimestre	136			175			157		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *	1971	1972	% variat. *
1 ^{er} trimestre	187	199	+ 6,6	163	168	+ 2,9	122	124	+ 2,1
2 ^e trimestre	187	202	+ 8,5	163	166	+ 1,9	127	130	+ 2,0
3 ^e trimestre	190	204	+ 7,4	162	171	+ 5,8	127	132	+ 4,0
4 ^e trimestre	194	211	+ 9,1	168	179	+ 6,5	126	137	+ 9,1
1 ^{er} trimestre	199	215	+ 8,0	168	192	+ 14,0	124	145	+ 16,3
2 ^e trimestre	202	215	+ 6,1	166	n.d.	n.d.	130	142	+ 9,8
3 ^e trimestre	204			171			132		
4 ^e trimestre	211			179			137		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, France,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.
2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Bulletin de Fabrimetal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédohar*. — *Bulletin mensuel de*

l'Energie électrique. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

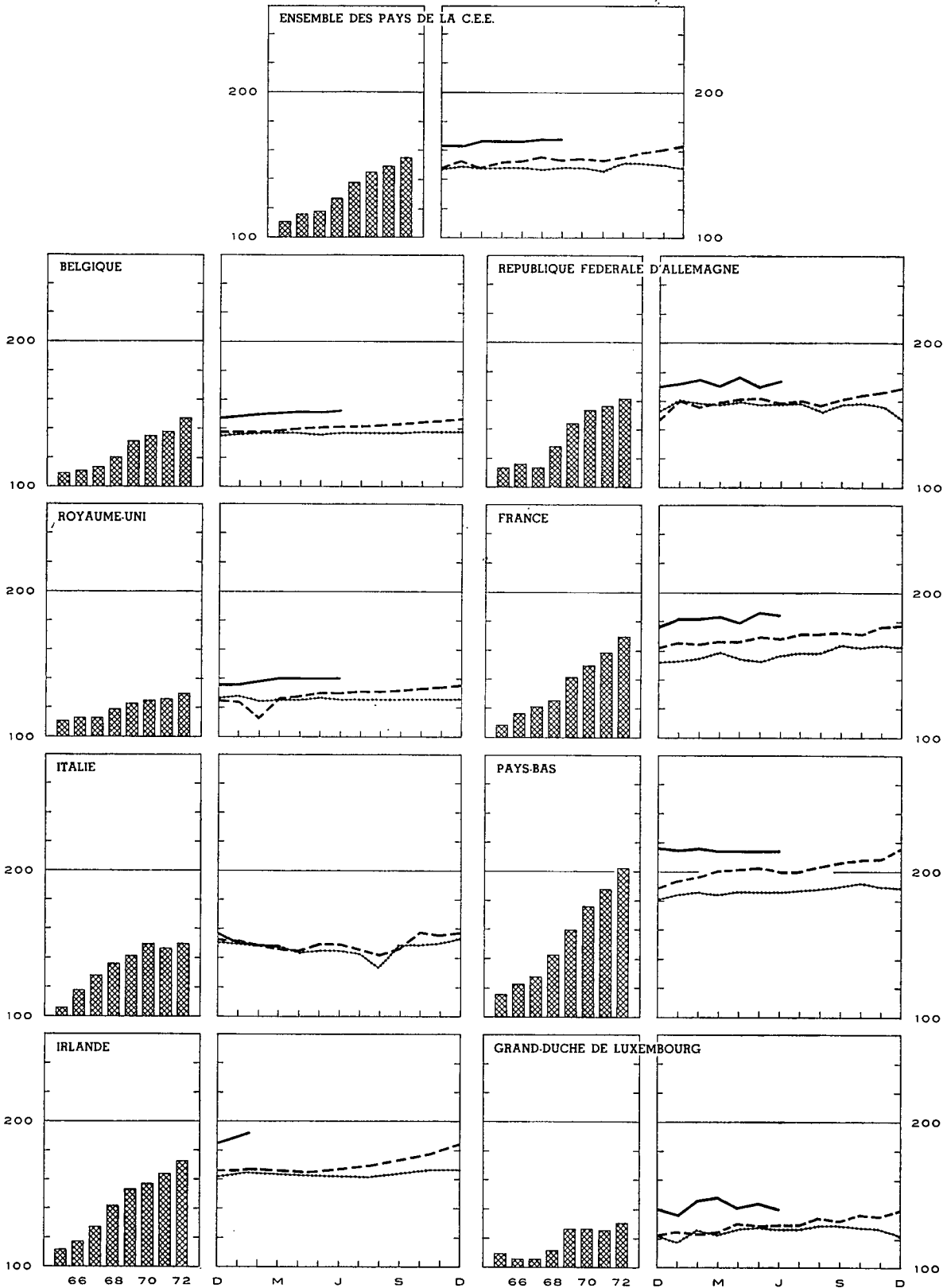
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1971 - - - - - 1972 ——— 1973



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1971 2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
4 ^e trimestre	713	609	5.455	1.437	1.220	202,1	40,9
1972 1 ^{er} trimestre	690	621	5.694	1.464	1.419	197,6	36,1
2 ^e trimestre	695	624	5.849	1.542	1.468	249,1	41,7
3 ^e trimestre	664	548	5.164	1.326	1.327	353,2	50,4
4 ^e trimestre	674	703	6.403	1.648	1.575	230,9	42,2
1973 1 ^{er} trimestre	680	694	6.472	1.597	1.744	241,1	42,4
2 ^e trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749		
1972 Août	681	543	5.263	1.325	1.383	357,8	50,3
Septembre	672	607	5.665	1.476	1.406	337,1	49,7
Octobre	675	717	6.467	1.613	1.579	264,3	44,0
Novembre	669	707	6.385	1.631	1.517	193,9	38,5
Décembre	679	686	6.357	1.651	1.629	234,6	44,2
1973 Janvier	697	702	6.586	1.598	1.773	239,8	39,9
Février	660	654	6.140	1.504	1.654	203,4	38,7
Mars	683	726	6.691	1.690	1.804	280,2	48,7
Avril	679	654	6.086	1.557	1.684		
Mai	689	746	6.827	1.673	1.842		
Juin	689	684	6.385	1.579	1.722		
Juillet	606	629	5.791	1.409	1.660		
Août		664	6.028	1.400	1.856		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation
Intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341				8.034	563
1971 2 ^e trimestre ..	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116	823	50	8.320	588
3 ^e trimestre ..	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397	522	64	8.117	555
4 ^e trimestre ..	5.284	3.514	1.907	591	706	195	1.366	536	77	7.896	568
1972 1 ^{er} trimestre ..	5.417	2.886	2.057	600	493	283	1.386	702	69	7.398	525
2 ^e trimestre ..	5.607	3.302	2.442	692	580	366	1.471	619	71	8.557	602
3 ^e trimestre ..	5.339	3.203	2.171	699	614	361	1.639	655	89	8.020	546
4 ^e trimestre ..	5.354	3.341	2.681	763	849	354				8.162	579
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360				8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313			568							
1972 Juin	5.720	3.689	2.733	727	756	449	1.516	491	91	8.534	612
Juillet	5.429	2.927	2.107	709	567	482	1.723	106	61	7.032	479
Août	5.264	3.511	2.209	617	578	317	1.574	1.050	98	8.014	534
Septembre ...	5.324	3.172	2.197	772	696	285	1.620	808	107	9.015	625
Octobre	5.484	3.283	2.748	648	995	434	1.497	402	155	8.775	626
Novembre	5.220	3.307	2.553	759	503	263	1.388	757	97	7.591	523
Décembre	5.359	3.432	2.741	881	1.050	364				8.119	589
1973 Janvier	5.317	3.269	2.529	635	754	457				8.146	550
Février	4.672	2.524	2.299	588	994	401				7.945	534
Mars	5.832	3.161	2.951	701	870	223				9.334	621
Avril	5.202	3.387	2.390	536	477	285					
Mai	5.484			439							
Juin	5.253			728							

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	E.U.A.
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.166	1.600	97	142	87	93	41
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
3 ^e trimestre	5.891	4.563	209	412	207	237	72
4 ^e trimestre	580	339	40	29	31	33	26
1972 1 ^{er} trimestre	505	288	41	22	26	32	24
2 ^e trimestre	1.870	1.286	95	102	123	98	49
3 ^e trimestre	5.700	4.488	212	412	169	208	65
4 ^e trimestre	590	338	40	31	29	35	25
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
1972 Avril	1.237	822	92	39	102	54	33
Mai	1.880	1.297	107	103	129	77	53
Juin	2.492	1.740	86	164	139	164	60
Juillet	8.722	6.828	167	903	205	359	73
Août	6.615	5.427	363	260	224	166	62
Septembre	1.762	1.208	106	73	79	99	61
Octobre	673	355	46	40	45	50	41
Novembre	545	310	40	24	24	31	15
Décembre	553	350	34	30	17	25	20
1973 Janvier	378	183	31	21	21	26	22
Février	387	179	35	18	23	29	22
Mars	516	250	45	26	29	36	27
Avril	1.788	1.288	116	45	123	74	33

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1971	132	140	108	251	232	133	137	171	150	143	125
1972	155	160	108	288	248	148	155	209	180	166	139
1971 1 ^{er} trimestre	111	118	101	216	201	121	98	126	129	121	107
2 ^e trimestre	137	137	108	248	229	134	153	167	150	147	130
3 ^e trimestre	133	137	104	245	241	133	126	181	153	143	125
4 ^e trimestre	149	170	118	295	255	142	169	210	168	163	140
1972 1 ^{er} trimestre	139	140	107	257	224	137	131	180	163	149	127
2 ^e trimestre	158	155	108	232	242	147	165	208	182	167	142
3 ^e trimestre	152	157	105	287	261	149	143	207	179	164	137
4 ^e trimestre	170	187	112	325	265	158	180	240	196	183	150
1973 1 ^{er} trimestre	135	155	103	302	261	139	126	179	172	150	122
1972 Mai	159	153	108	281	241	147	167	209	182	168	143
Juin	165	166	112	293	250	151	166	223	196	175	148
Juillet	145	157	100	273	259	140	151	192	168	157	131
Août	148	145	104	277	250	150	122	202	176	159	133
Septembre	163	170	110	311	274	157	156	227	192	175	146
Octobre	157	156	105	299	240	147	172	216	174	168	139
Novembre	158	174	103	296	247	148	161	219	187	170	139
Décembre	194	232	128	379	308	180	208	284	227	211	172
1973 Janvier	131	145	102	291	251	135	121	168	173	145	118
Février	125	146	96	289	249	133	105	171	158	140	113
Mars	150	173	112	327	282	150	151	198	186	166	134
Avril	146	166	102	323	277	144	170	186	175	163	130
Mai	157	173	105	334	280	151	177	204	186	172	137

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1970 1 ^{er} semestre ...	1.687	1.006	174	507	25,3	9,8	8,3	7,2	8,7	3,6	2,7	2,4
2 ^e semestre ...	1.691	1.017	175	498	25,3	9,1	8,8	7,4	9,9	3,9	3,2	2,8
1971 1 ^{er} semestre ...	1.608	970	180	458	25,7	9,3	9,3	7,1	9,3	3,5	3,3	2,5
2 ^e semestre ...	1.753	1.149	175	429	27,1	10,4	9,6	7,1	9,9	3,7	3,2	3,0
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177	109	16	52
2 ^e semestre	56	35	2	19	131	64	12	55
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136	66	16	54
2 ^e semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1970 1 ^{er} semestre ...	749	4	1	2	56	18	7	222	59	6	370	4
2 ^e semestre ...	886	4	1	2	60	18	8	275	60	9	446	3
1971 1 ^{er} semestre ...	735	4	1	1	55	18	6	206	76	7	359	2
2 ^e semestre ...	819	4	1	1	54	17	7	250	57	7	419	2
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
Crédits accordés (milliards de francs)												
1970 1 ^{er} semestre ...	8,7	0,8	0,1	0,2	3,3	0,6	0,1	0,3	0,1	1,0	2,2	...
2 ^e semestre ...	9,9	0,8	0,1	0,3	3,6	0,6	0,1	0,3	0,1	1,2	2,8	...
1971 1 ^{er} semestre ...	9,4	0,9	0,1	0,2	3,6	0,6	0,1	0,2	0,1	1,2	2,4	...
2 ^e semestre ...	9,9	0,9	0,1	0,2	3,8	0,6	0,1	0,3	0,1	1,0	2,8	...
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1970 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre ...	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1971 2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1972 1 ^{er} trimestre	40	3	308	4.915	1.087	4.918	1.395	1.752	207	6.670	1.602
2 ^e trimestre	40	3	330	4.922	1.234	4.925	1.564	1.826	211	6.751	1.775
3 ^e trimestre	40	3	325	5.205	1.211	5.208	1.536	1.782	210	6.990	1.746
4 ^e trimestre	40	4	422	6.439	1.459	6.443	1.882	2.165	224	8.608	2.106
1973 1 ^{er} trimestre	40	4	524	6.993	1.461	6.997	1.985	2.281	242	9.278	2.227
2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
1972 Août	40	3	311	5.118	1.175	5.121	1.486	1.785	203	6.906	1.689
Septembre	40	3	395	5.435	1.198	5.438	1.593	1.790	215	7.228	1.808
Octobre	40	4	338	6.491	1.483	6.495	1.821	2.138	221	8.633	2.042
Novembre	40	4	508	6.116	1.394	6.120	1.902	2.060	216	8.180	2.118
Décembre	40	3	421	6.706	1.501	6.709	1.922	2.297	234	9.006	2.156
1973 Janvier	40	4	685	7.219	1.715	7.223	2.400	2.428	242	9.651	2.642
Février	40	3	418	6.726	1.332	6.729	1.750	2.098	232	8.827	1.982
Mars	40	4	470	7.033	1.336	7.037	1.806	2.317	252	9.354	2.058
Avril	40	3	359	6.358	1.188	6.361	1.547	2.316	239	8.677	1.786
Mai	40	4	642	6.996	1.521	7.000	2.163	2.522	257	9.522	2.420
Juin	40	3	451	6.691	1.525	6.694	1.976	2.491	263	9.185	2.239
Juillet	40	3	379	6.697	1.893	6.700	2.272	2.507	280	9.207	2.552
Août	40	3	617	6.516	1.746	6.519	2.363	2.333	269	8.852	2.632

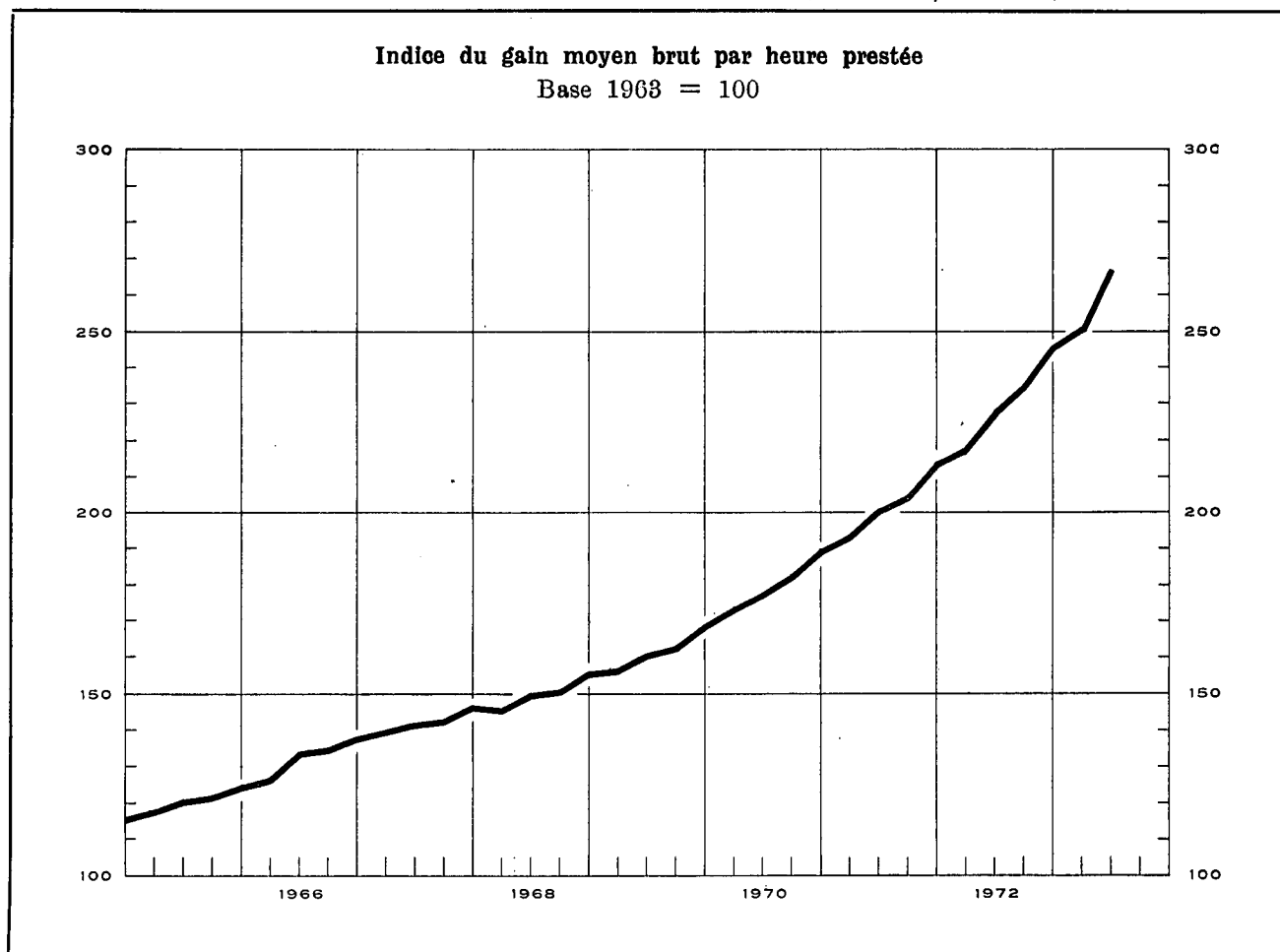
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — I.R.E.S. — Statistique mensuelle du trafic international*

des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	203	195	204	192	224
1972	232	218	231		258
1971 Juin	201	193	202		220
Sept.	205	197	206		226
Déc.	214	200	210		237
1972 Mars	218	209	220		243
Juin	228	215	228		254
Sept.	235	222	235		262
Déc.	246	227	240		274
1973 Mars ... p	252	238	253		280
Juin ... p	267	246	261		296

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1953 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,075; col. (2) : 1,608; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,761.

1 Non compris les ouvriers du transport.

* Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.E.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,5
1971	111,16	111,8	n.d.	99,8	78,0	89,8
1968 Mars-Avril ...	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre .	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril ...	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre .	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril ...	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre .	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril ...	108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0
Sept.-Octobre .	114,09	111,6	67,7	101,8	76,2	86,8
1972 Mars-Avril ...	123,97	109,1	n.d.	n.d.	n.d.	88,6

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVIIe Rapport annuel O.N.S.S., p. 278.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 La F.E.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 octobre	1972 avril	1972 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	70,14	74,02	76,85	97,03	107,90	115,24	121,78
Préparation de charbon (ouvriers surface)	49,13	52,41	55,71	70,97	78,68	84,65	89,84
Carrières	54,01	56,88	61,10	67,05	77,89	83,52	88,31
Total des industries extractives	62,97	66,20	69,35	85,97	96,02	102,87	108,69
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	45,59	48,74	53,30	58,40	67,95	72,82	77,19
Boissons	50,56	54,13	59,15	63,90	72,77	77,31	82,48
Tabac	43,60	47,00	51,93	57,40	66,30	72,45	79,01
Industries textiles	44,32	46,55	51,52	56,05	63,67	69,79	74,12
Chaussures, habillement	37,66	39,90	43,67	49,04	54,03	58,30	61,50
Bois (sauf meubles)	48,00	50,69	55,62	62,88	70,22	73,89	78,80
Industrie du meuble	49,18	53,16	58,19	65,14	70,48	74,19	80,12
Papier, articles en papier	50,88	53,17	59,82	65,91	74,88	80,51	85,31
Impressions et reliures	56,79	61,45	65,12	72,40	85,15	88,70	91,41
Cuir (sauf chaussures, habillement)	43,38	46,62	50,91	55,01	62,12	65,63	69,30
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	51,42	54,05	60,09	66,39	75,59	83,16	86,98
Industries chimiques	59,59	61,49	67,83	75,15	86,21	95,06	98,37
Industrie du pétrole	85,10	88,22	94,01	105,03	123,38	130,27	135,47
Produits minéraux non métalliques	53,46	56,02	61,56	68,36	77,89	84,83	87,84
Industries métallurgiques de base	62,98	66,23	72,94	80,93	93,55	100,21	108,36
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	52,12	54,88	60,08	67,65	75,62	82,29	85,62
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	56,20	59,18	63,93	71,66	81,42	88,23	92,71
Industrie électrotechnique	51,19	54,46	60,11	67,59	76,89	84,16	88,87
Construction de matériel de transport ...	59,53	63,21	69,93	79,46	88,52	95,55	100,57
Total des industries manufacturières	51,36	54,22	59,54	66,16	75,14	81,23	85,80
dont : hommes	55,92	59,04	64,79	71,98	81,72	88,06	93,11
femmes	37,67	39,79	43,82	48,70	55,41	60,60	63,85
<i>Construction</i> ¹	55,71	57,89	62,22	71,90	78,11	83,95	88,73
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	52,84	55,60	60,62	68,39	76,96	83,05	87,73
dont : hommes	56,42	59,34	64,59	73,04	82,04	88,32	93,36

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Bulletin de la F.E.B.*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	461	1.391	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	546	1.276	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	411	1.209	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	517	1.302	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	611	1.428	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	579	1.503	42,0	3,02
1971	1,74	44,8	72	27,70	143,7	444	1.437	36,8	3,26
1972	1,90	51,0	121	34,25	147,9	428	1.506	38,3	3,33
1971 2 ^e trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
3 ^e trimestre	1,76	42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
4 ^e trimestre	1,65	43,3	73	30,60	130,2	412	1.411	34,0	3,33
1972 1 ^{er} trimestre	1,66	44,9	84	34,97	131,5	429	1.433	36,7	3,33
2 ^e trimestre	1,70	46,9	99	38,50	136,7	423	1.474	37,2	3,33
3 ^e trimestre	1,84	56,1	119	34,00	143,7	428	1.539	39,2	3,33
4 ^e trimestre	2,42	56,0	180	29,53	179,6	431	1.579	39,8	3,33
1973 1 ^e trimestre	2,68	60,8	298	35,97	227,8	532	1.668	48,2	3,33
2 ^e trimestre				45,13					
1972 Juin	1,69	47,4	108	38,10	139,4	412	1.457	36,0	3,33
Juillet	1,70	52,5	106	37,10	146,0	423	1.530	38,5	3,33
Août	1,81	58,9	119	34,90	140,7	427	1.531	40,5	3,33
Septembre	2,01	57,0	133	30,00	144,5	434	1.557	40,5	3,33
Octobre	2,29	55,7	182	27,30	168,5	429	1.571	38,5	3,33
Novembre	2,33	56,1	172	29,20	178,3	428	1.576	40,5	3,33
Décembre	2,63	56,3	185	32,10	191,9	436	1.591	43,0	3,33
1973 Janvier	2,69	57,7	240	34,70	209,5	475	1.611	48,5	3,33
Février	2,67	61,2	290	35,80	225,7	512	1.658	48,0	3,33
Mars	2,68	63,6	365	37,40	248,2	610	1.736	48,0	3,33
Avril	2,68	64,6	275	40,40	241,2	639	1.722	44,5	3,39
Mai	2,69	65,1	285	46,90	240,1	613	1.718	52,5	3,58
Juin				48,10					

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1965	98	103	102	106	96
1966	97	106	103	106	97
1967	94	99	100	102	95
1968	107	98	100	104	93
1969	115	106	103	108	95
1970	120	111	105	108	100
1971	113	101	105	109	100
1972	128	113	116	121	109
1971 3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1972 1 ^{er} trimestre	119	106	113	118	105
2 ^e trimestre	119	108	115	120	106
3 ^e trimestre	127	115	116	120	108
4 ^e trimestre	147	122	122	125	118
1973 1 ^e trimestre	179	134	136	138	130
2 ^e trimestre	198	144			
3 ^e trimestre	247	173			
1972 Septembre	132	117	118	121	112
Octobre	141	119	121	125	115
Novembre	146	121	121	124	116
Décembre	155	127	123	127	122
1973 Janvier	171	130	129	132	123
Février	178	135	136	138	132
Mars	188	137	142	145	136
Avril	188	137	140	141	137
Mai	195	143			
Juin	210	151			
Juillet	232	162			
Août	253	183			
Septembre	257	174			

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1972	122,1	121,6	130,2	114,2	122,3	123,2	116,8	119,8	127,6	114,6	112,5	141,8	114,7	124,1	125,9
1971 2 ^e trimestre .	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre .	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre .	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1972 1 ^{er} trimestre .	119,1	115,9	128,9	104,9	120,0	121,1	114,1	118,6	126,2	111,1	112,3	140,4	111,4	121,0	124,7
2 ^e trimestre .	120,9	119,8	129,8	111,2	121,2	122,2	115,3	119,3	127,2	112,5	111,8	141,8	112,9	123,2	125,2
3 ^e trimestre .	122,3	122,0	128,9	116,0	122,5	123,8	115,4	120,0	128,3	113,9	112,3	142,5	114,0	125,0	126,2
4 ^e trimestre .	126,1	128,7	133,2	124,6	125,6	125,6	122,2	121,4	128,9	121,0	113,5	142,7	120,4	127,3	127,3
1973 1 ^{er} trimestre .	131,2	137,9	138,4	137,4	129,7	128,3	129,9	121,0	132,7	129,2	115,9	144,6	127,3	134,1	128,1
2 ^e trimestre .	135,2	148,7	146,4	151,0	131,9	129,1	132,2	122,1	134,6	128,0	115,5	146,2	131,2	137,5	128,5
1972 Août	122,4	123,0	131,1	115,8	122,4	123,8	114,7	120,0	128,3	113,3	112,3	142,7	113,4	125,0	126,4
Septembre ...	123,4	123,8	131,4	117,2	123,3	124,3	117,2	120,7	128,3	115,4	112,5	142,7	115,3	126,1	126,6
Octobre	124,8	125,7	131,1	120,9	124,6	125,0	120,2	121,2	128,7	118,5	112,5	142,7	118,0	127,0	127,1
Novembre	126,1	128,7	133,4	124,4	125,6	125,6	122,4	121,5	128,7	120,8	113,8	142,7	120,8	127,3	127,4
Décembre	127,4	131,6	135,1	128,5	126,5	126,3	124,0	121,4	129,3	124,0	114,2	142,7	122,3	127,7	127,5
1973 Janvier	129,7	135,2	134,3	136,0	128,4	127,5	128,1	120,9	131,3	127,6	114,7	142,7	125,6	132,0	127,7
Février	131,4	137,9	138,6	137,2	129,8	128,8	129,5	120,9	132,8	129,1	116,2	145,3	127,5	134,1	128,3
Mars	132,6	140,5	142,2	138,9	130,8	128,7	132,1	121,2	134,1	130,9	116,8	145,8	128,8	136,3	128,4
Avril	133,6	146,5	147,6	145,5	130,6	128,2	128,6	121,6	134,4	125,9	115,7	145,8	129,0	135,6	128,2
Mai	135,3	149,9	147,2	152,4	131,9	129,0	132,9	121,6	134,1	127,9	115,0	146,4	131,6	137,7	128,2
Juin	136,6	149,8	144,3	155,2	133,2	130,2	135,2	123,2	135,4	130,3	115,8	146,4	133,1	139,3	129,1
Juillet	138,3	151,8	149,4	154,0	135,2	131,7	139,7	123,5	137,4	133,2	115,5	148,2	137,2	141,2	130,1
Août	139,2	149,9	151,2	148,7	136,7	134,0	139,9	123,5	139,5	136,3	116,1	150,6	138,0	144,3	131,0

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100

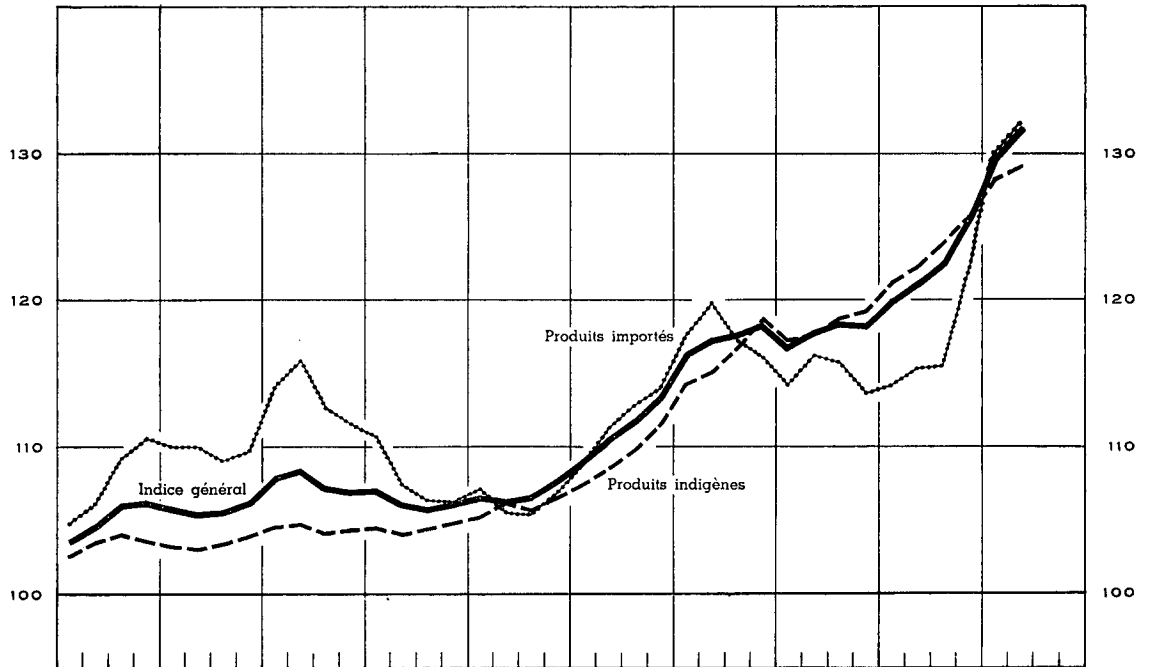
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

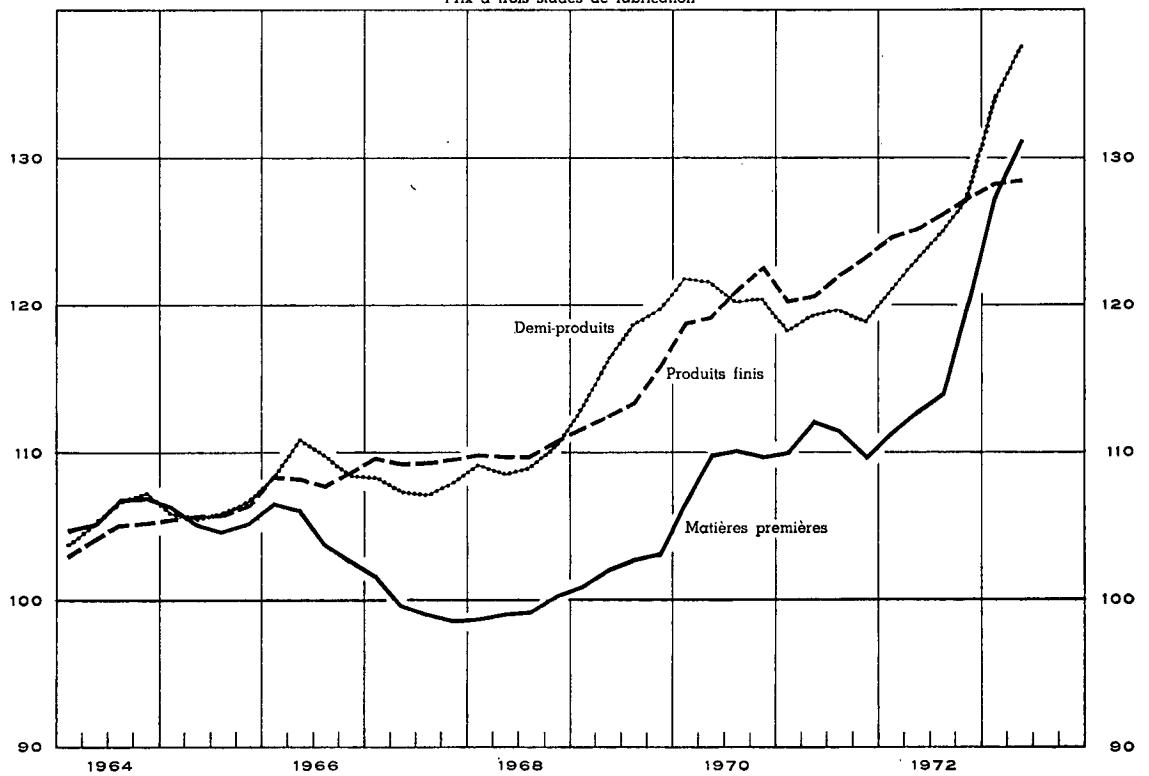
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

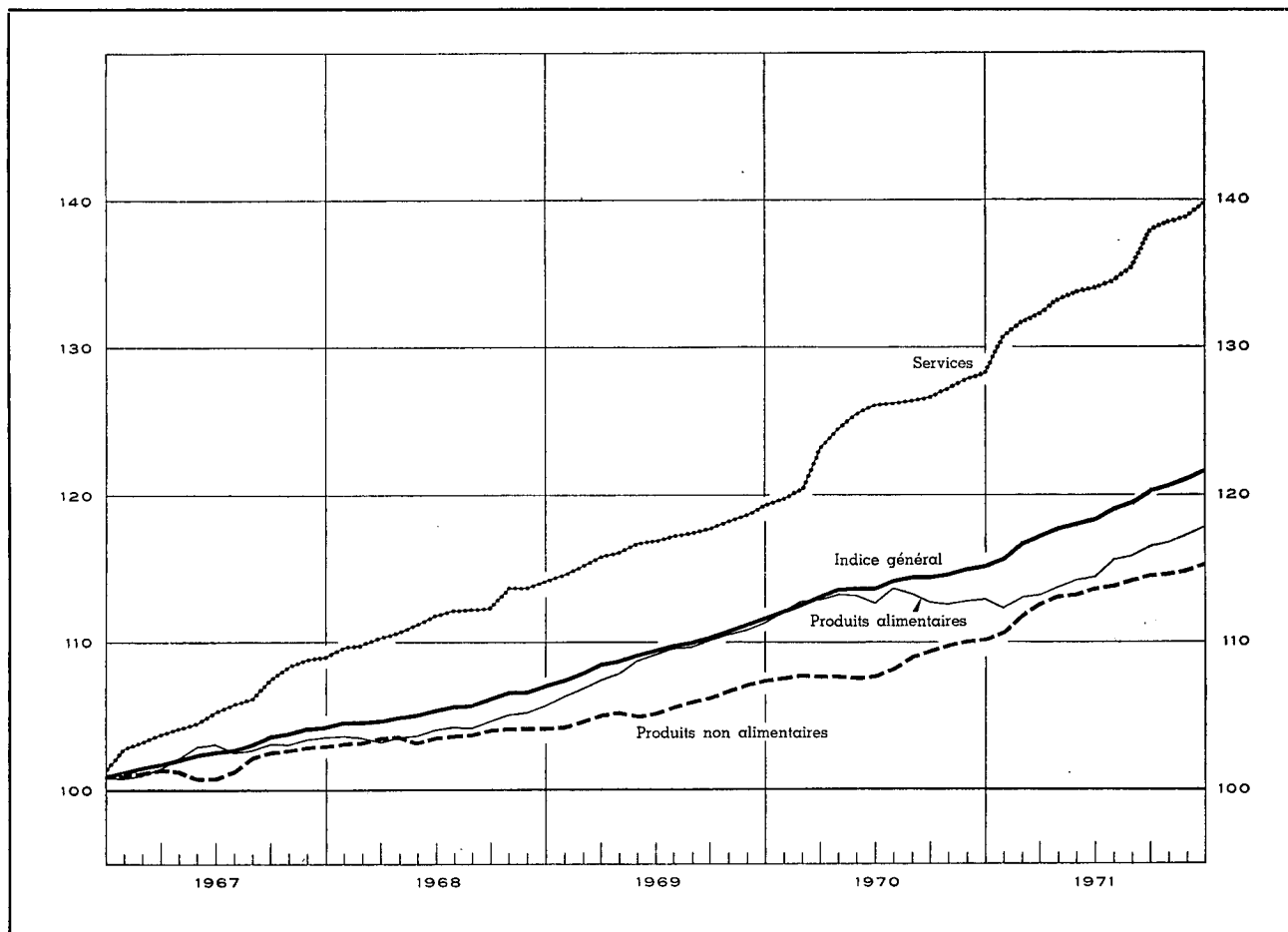
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



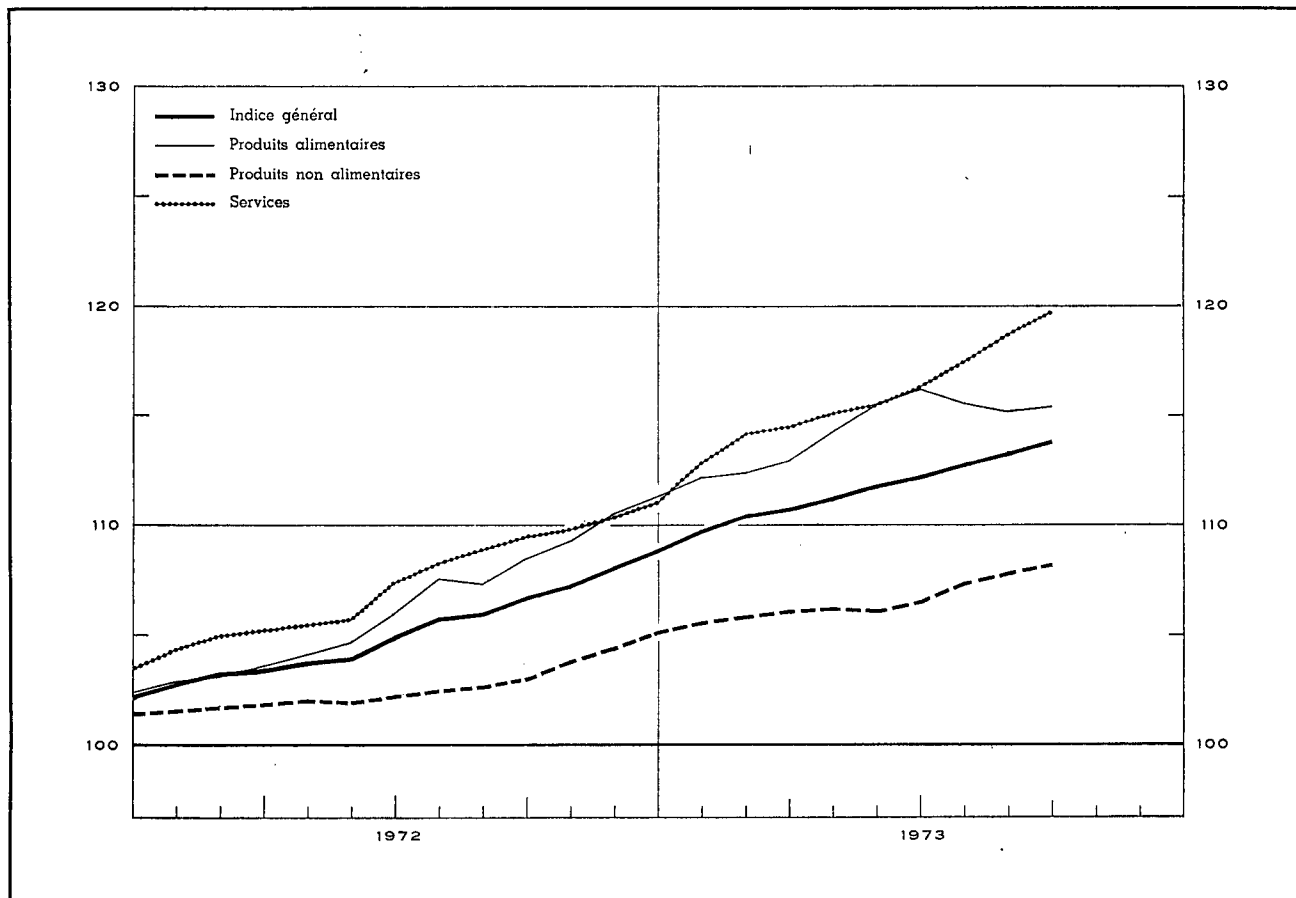
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1972	1973	1972	1973	1972	1973	1972	1973
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1 ^{er} trimestre	103,21	110,34	103,25	112,49	101,76	105,87	104,90	113,85
2 ^e trimestre	104,30	111,82	104,96	115,35	102,14	106,38	106,22	115,61
3 ^e trimestre	106,18	113,36	107,82	115,40	102,77	107,89	108,90	118,61
4 ^e trimestre	108,10		110,40		104,52		110,42	
Janvier	102,80	109,85	102,84	112,15	101,63	105,62	104,41	112,85
Février	103,35	110,46	103,25	112,36	101,74	105,90	105,03	114,22
Mars	103,48 ¹	110,70	103,65	112,95	101,92	106,10	105,27	114,49
Avril	103,84	111,33	104,19	114,34	102,13	106,28	105,53	115,06
Mai	104,03	111,79	104,71	115,55	102,01	106,23	105,72	115,53
Juin	105,04	112,34	105,97	116,17	102,28	106,62	107,41	116,23
Juillet	105,82	112,83	107,56	115,57	102,48	107,44	108,28	117,38
Août	106,00	113,35	107,36	115,20	102,71	107,91	108,90	118,69
Septembre	106,71	113,89	108,53	115,43	103,13	108,31	109,52	119,76
Octobre	107,32		109,35		103,91		109,79	
Novembre	108,11		110,52		104,47		110,44	
Décembre	108,87		111,32		105,19		111,03	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique* (I.N.S.). — *I.R.E.S.* — *Der Volkswirt.* — *Bulletin*

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 80 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 80 p.c.

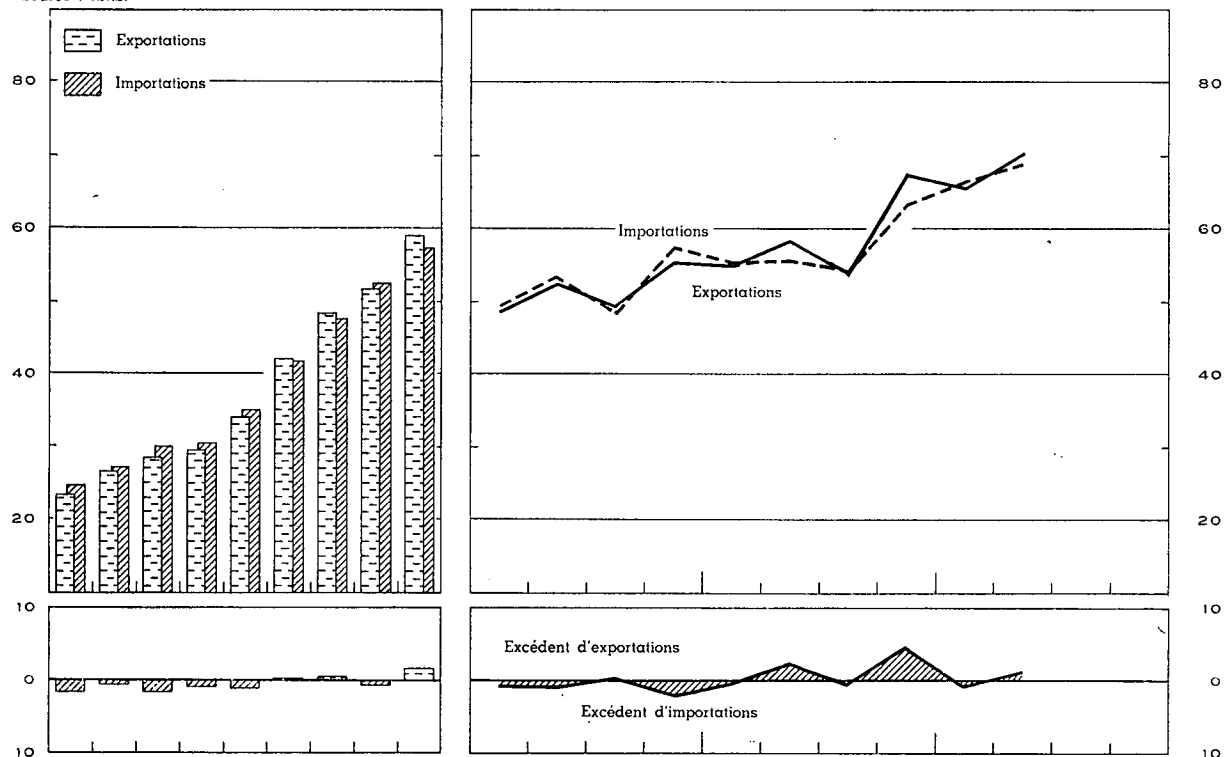
mensuel de Statistique (O.N.U.). — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

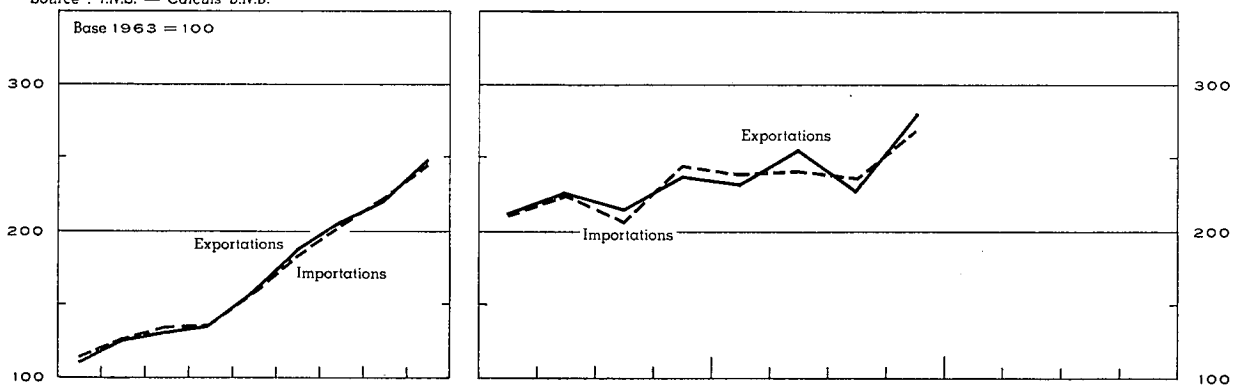
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



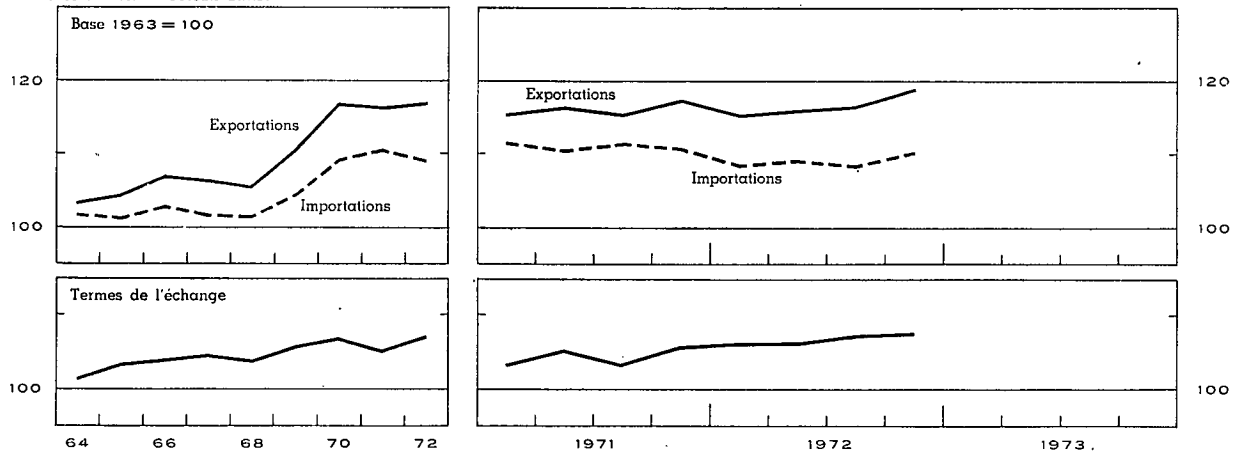
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1963 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	222,0	221,0	110,6	116,4	105,2
1972	57,2	59,0	+ 1,8	103	245,5	248,8	109,2	117,1	107,2
1971 2 ^e trimestre	53,4	52,6	- 0,8	98	224,6	225,4	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	49,2	+ 0,5	101	206,9	214,7	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre	57,5	55,5	- 2,0	97	244,8	236,5	110,9	117,4	105,9
1972 1 ^{er} trimestre	55,9	55,8	- 0,1	100	239,8	231,7	108,8	115,5	106,2
2 ^e trimestre	56,7	59,5	+ 2,8	105	241,5	256,5	109,2	116,1	106,3
3 ^e trimestre	54,2	54,0	- 0,2	100	236,7	229,0	108,7	116,7	107,4
4 ^e trimestre	63,3	67,8	+ 4,5	107	268,8	280,2	110,4	119,0	107,8
1973 1 ^{er} trimestre	66,9	66,1	- 0,8	99					
2 ^e trimestre	69,1	70,3	+ 1,2	102					
1972 6 premiers mois	56,3	57,6	+ 1,3	102	240,7	244,1	109,0	115,8	106,2
7 premiers mois	54,8	56,2	+ 1,4	103					
8 premiers mois	54,9	55,1	+ 0,2	100					
9 premiers mois	55,2	56,1	+ 0,9	102	239,3	239,1	108,9	116,1	106,6
10 premiers mois	56,2	57,2	+ 1,0	102					
11 premiers mois	56,7	57,6	+ 0,9	102					
12 mois	57,2	59,0	+ 1,8	103	245,5	248,8	109,2	117,1	107,2
1973 1 ^{er} mois	65,1	59,9	- 5,2	92					
2 premiers mois	64,7	61,2	- 3,5	95					
3 premiers mois	66,9	66,1	- 0,8	99					
4 premiers mois	66,8	66,9	+ 0,1	100					
5 premiers mois	67,7	68,3	+ 0,6	101					
6 premiers mois	68,0	68,2	+ 0,2	100					

$$^1 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1971 1 ^{er} trimestre	14,20	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,68	48,70
2 ^e trimestre	16,06	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,49	52,57
3 ^e trimestre	14,47	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,33	49,23
4 ^e trimestre	16,85	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,66	55,53
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
2 ^e trimestre	18,94	7,66	6,80	6,48	3,36	3,29	2,42	1,80	2,13	1,48	1,42	0,99	0,54	0,38	0,30	0,28	0,13	0,10	0,16	0,10	1,92	60,68
3 ^e trimestre	15,08	6,96	5,92	6,55	2,91	3,52	2,44	1,69	1,99	1,35	1,23	0,97	0,47	0,38	0,28	0,26	0,19	0,11	0,16	0,09	1,43	53,98
4 ^e trimestre	19,58	8,72	8,12	7,63	3,69	4,07	3,02	1,69	2,22	1,69	1,71	1,31	0,66	0,51	0,30	0,31	0,24	0,13	0,19	0,12	1,89	67,80
1973 1 ^{er} trimestre	18,89	8,92	7,93	8,00	3,34	3,75	2,59	1,59	2,18	1,73	1,69	1,16	0,60	0,48	0,28	0,28	0,22	0,10	0,18	0,09	2,12	66,12
1972 5 premiers mois	16,27	7,37	6,69	6,24	3,11	3,30	2,13	1,41	2,06	1,47	1,34	1,01	0,48	0,41	0,25	0,24	0,14	0,12	0,14	0,09	1,70	55,97
6 premiers mois	16,56	7,48	6,80	6,36	3,20	3,32	2,21	1,49	2,09	1,49	1,37	1,02	0,50	0,42	0,26	0,25	0,14	0,11	0,15	0,09	1,77	57,08
7 premiers mois	16,06	7,35	6,66	6,37	3,13	3,31	2,31	1,55	2,08	1,46	1,34	1,01	0,49	0,41	0,26	0,24	0,14	0,11	0,15	0,09	1,70	56,22
8 premiers mois	15,63	7,30	6,45	6,33	3,05	3,37	2,13	1,55	2,03	1,43	1,30	0,99	0,48	0,40	0,26	0,24	0,15	0,11	0,15	0,09	1,66	55,10
9 premiers mois	16,07	7,31	6,50	6,42	3,11	3,39	2,29	1,56	2,06	1,44	1,32	1,00	0,49	0,41	0,27	0,25	0,16	0,11	0,15	0,09	1,65	56,05
10 premiers mois	16,50	7,43	6,74	6,53	3,16	3,44	2,21	1,58	2,08	1,48	1,37	1,04	0,51	0,42	0,27	0,26	0,16	0,11	0,16	0,09	1,68	57,22
11 premiers mois	16,45	7,43	6,81	6,59	3,15	3,49	2,42	1,60	2,07	1,49	1,39	1,06	0,52	0,42	0,27	0,26	0,16	0,12	0,16	0,10	1,69	57,65
12 mois	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973 1 ^{er} mois	17,09	7,87	7,45	7,26	3,03	3,78	0,94	1,81	2,10	1,68	1,66	1,12	0,54	0,44	0,28	0,27	0,21	0,09	0,18	0,08	1,78	59,66
2 premiers mois	17,14	8,16	7,45	7,54	3,03	3,66	2,25	1,48	2,09	1,66	1,64	1,13	0,54	0,45	0,26	0,27	0,21	0,10	0,17	0,09	1,89	61,21
3 premiers mois	18,89	8,92	7,93	8,00	3,34	3,75	2,59	1,59	2,18	1,73	1,69	1,16	0,60	0,48	0,28	0,28	0,22	0,10	0,18	0,09	2,12	66,12
4 premiers mois	18,99	8,95	8,04	8,03	3,57	3,75	2,76	1,61	2,20	1,75	1,72	1,13	0,60	0,50	0,28	0,30	0,23	0,10	0,18	0,09	2,16	66,94
5 premiers mois	19,16	9,15	8,11	8,13	3,75	3,89	2,90	1,69	2,28	1,77	1,74	1,15	0,60	0,53	0,29	0,31	0,26	0,10	0,18	0,10	2,20	68,29

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1965	17,62	6,08	1,76	1,78	1,17	0,38	0,24	0,30	0,16	0,40	0,10	1,11	0,36	0,94	1,23	0,52	1,09	5,85	0,80	1,22	0,48	3,35	3,51	0,09	27,07
1966	19,74	7,20	1,85	2,02	1,51	0,40	0,26	0,32	0,15	0,49	0,11	1,03	0,42	0,85	1,38	0,54	1,21	6,11	0,83	1,30	0,51	3,47	4,00	0,04	29,89
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1970 4 ^e trimestre .	32,94	12,02	1,90	3,50	1,82	0,52	0,27	0,52	0,18	0,91	0,30	2,68	0,65	1,52	2,75	1,14	2,26	10,03	1,58	1,79	0,99	5,67	8,77	0,06	51,80
1971 1 ^{er} trimestre .	31,74	11,22	1,98	3,45	1,68	0,41	0,34	0,56	0,18	0,88	0,31	2,17	0,66	1,46	2,87	1,18	2,39	10,77	1,53	1,96	1,08	6,20	6,86	0,07	49,44
2 ^e trimestre .	34,27	11,18	2,06	3,18	2,92	0,50	0,31	0,53	0,20	1,08	0,35	2,94	0,86	1,45	2,93	1,31	2,47	11,26	1,59	2,23	1,11	6,33	7,81	0,04	53,38
3 ^e trimestre .	30,65	10,36	1,81	2,97	1,60	0,51	0,25	0,53	0,17	1,04	0,33	2,60	0,67	1,48	2,96	1,18	2,19	10,79	1,39	2,03	1,06	6,31	7,16	0,07	48,67
4 ^e trimestre .	36,90	13,64	2,21	3,55	2,08	0,58	0,29	0,57	0,20	1,08	0,32	2,90	1,19	1,28	3,12	1,31	2,58	11,94	1,54	2,35	1,18	6,87	8,53	0,08	57,45
1972 1 ^{er} trimestre .	34,39	11,82	2,27	3,32	1,92	0,57	0,37	0,53	0,20	0,92	0,32	3,12	0,83	1,42	3,12	1,12	2,54	12,79	1,74	2,05	1,27	7,73	7,79	0,07	55,04
2 ^e trimestre .	35,53	11,66	2,30	3,26	2,49	0,61	0,36	0,54	0,22	1,12	0,30	3,14	0,62	1,61	3,49	1,19	2,62	12,98	1,92	2,28	1,27	7,51	7,80	0,06	56,37
3 ^e trimestre .	34,29	12,36	1,90	2,98	2,09	0,61	0,28	0,54	0,18	1,04	0,27	3,51	0,63	1,46	3,06	1,07	2,31	12,58	1,79	2,20	1,28	7,31	7,30	0,07	54,24
4 ^e trimestre .	39,86	13,18	2,42	3,91	2,80	0,77	0,37	0,60	0,20	1,25	0,35	3,72	0,79	1,85	3,63	1,18	2,84	14,66	1,97	2,73	1,46	8,50	8,74	0,06	63,32

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1970	1971				1972			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,6	104,8	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8	104,2	105,3	103,4	105,3
Biens de consommation	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	115,0	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9	114,1	112,8	116,9	118,2
Biens d'équipement	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	120,0	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8	119,0	118,8	120,7	121,8
Ensemble ...	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	110,6	109,2	109,3	111,8	110,6	111,7	110,9	108,8	109,2	108,7	110,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	122,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6	120,0	121,1	122,8	125,4
Fabrications métalliques	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	125,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4	123,6	124,8	124,6	128,5
Métaux non ferreux	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	136,6	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8	134,4	140,1	136,5	135,3
Textiles	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	98,4	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7	97,3	96,4	98,2	100,5
Produits chimiques	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	99,9	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8	98,9	98,5	100,4	100,7
Industrie houillère	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	126,6	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0	127,2	128,6	124,8	127,2
Industrie pétrolière	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	93,1	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7	89,9	94,6	95,6	92,1
Verres et glaces	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	98,6	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7	95,5	96,2	96,6	96,8
Produits agricoles	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	115,8	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6	113,3	116,7	117,3	115,9
Ciments	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	118,3	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8	113,7	118,7	120,5	118,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	117,5	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8	120,3	114,2	119,2	117,4
Carrières	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	124,5	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1	122,5	124,7	126,0	124,5
Céramiques	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	147,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6	140,9	146,2	148,5	153,1
Bois et meubles	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	121,9	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6	121,9	121,3	121,9	122,5
Peaux, cuirs et chaussures ...	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	127,1	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2	101,7	124,0	137,2	140,2
Papier et livres	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	108,0	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8	110,6	108,0	103,8	109,1
Tabacs manufacturés	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	141,4	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6	121,7	119,8	144,4	173,2
Caoutchouc	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	104,6	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0	102,9	103,3	105,7	106,8
Industries alimentaires	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	113,1	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1	111,9	112,1	112,3	116,3
Divers	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	152,0	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9	166,6	144,2	141,1	150,9
Ensemble ...	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	116,4	117,1	114,7	115,6	116,5	115,5	117,4	115,5	116,1	116,7	119,0
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	105,2	107,2	104,9	103,4	105,3	103,4	105,9	106,2	106,3	107,4	107,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1970		1971				1972			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	211,1	233,9	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4	226,9	228,2	228,2	257,8	
Biens de consommation	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	297,7	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9	292,8	299,5	282,5	324,0	
Biens d'équipement	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	233,4	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3	237,3	234,5	217,6	250,8	
Ensemble ...	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	222,0	245,5	220,0	210,5	224,6	206,9	244,8	239,8	241,5	236,7	268,8	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	195,0	159,9	168,2	171,2	167,3	161,3	190,0	197,2	177,0	216,9	
Fabrications métalliques	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	274,8	290,7	202,8	271,9	290,5	265,7	285,7	250,9	311,6	260,8	327,0	
Métaux non ferreux	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	142,0	153,2	144,4	164,9	143,5	135,2	149,3	145,0	152,7	136,0	176,4	
Textiles	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	215,7	157,5	198,3	199,1	180,6	218,4	215,2	216,9	186,4	247,8	
Produits chimiques	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	421,7	298,6	328,6	337,2	358,7	393,3	393,5	416,1	410,4	467,5	
Industrie houillère	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	37,3	44,5	47,9	34,2	31,2	44,0	39,1	34,7	39,1	40,7	
Industrie pétrolière	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	255,3	206,0	233,0	195,2	221,1	183,3	196,3	285,4	265,5	273,2	
Verres et glaces	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	222,2	182,6	225,1	176,1	164,7	200,5	217,6	204,3	198,5	267,4	
Produits agricoles	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	341,0	264,7	349,3	308,1	266,5	351,8	344,9	318,4	352,4	392,2	
Ciments	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	133,3	132,5	150,3	127,9	135,6	169,1	114,7	131,1	122,4	165,8	
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	210,6	173,1	198,9	190,3	186,8	201,4	169,4	226,8	200,8	245,7	
Carrières	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	163,9	162,9	159,7	151,7	152,0	165,0	140,1	176,9	165,0	173,7	
Céramiques	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	189,4	157,2	170,1	161,1	167,6	185,9	167,9	191,9	181,8	215,2	
Bois et meubles	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	377,4	234,0	307,5	315,2	239,6	379,5	351,4	379,3	326,0	452,9	
Peaux, cuirs et chaussures ...	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	192,2	142,1	165,1	182,2	159,5	197,4	213,6	202,5	157,4	214,7	
Papier et livres	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	355,7	268,2	314,1	302,4	294,2	340,2	345,0	353,0	334,3	396,8	
Tabacs manufacturés	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	214,0	178,0	188,7	196,4	179,2	245,8	203,6	188,0	229,5	235,3	
Caoutchouc	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	382,1	246,9	316,0	346,9	311,6	371,2	372,2	390,7	333,1	442,8	
Industries alimentaires	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	331,7	232,9	260,7	276,1	286,9	313,4	329,0	341,6	318,3	341,3	
Divers	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	134,0	156,6	162,0	203,2	124,8	126,8	138,6	137,9	184,2	141,9	177,4	
Ensemble ...	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	221,0	248,8	189,9	229,5	225,4	214,7	236,5	231,7	256,5	229,0	280,2	

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,83	14,70	+ 0,87	11,03	11,99	+ 0,96	9,65	10,98	+ 1,33
1971 2 ^e trimestre	12,81	13,15	+ 0,34	9,27	10,30	+ 1,03	8,81	10,24	+ 1,43
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,90	+ 1,25
4 ^e trimestre	14,41	14,30	- 0,11	11,08	11,76	+ 0,68	9,93	10,96	+ 1,03
1972 1 ^{er} trimestre	13,64	14,36	+ 0,72	11,28	11,46	+ 0,18	9,49	10,61	+ 1,12
2 ^e trimestre	13,68	15,06	+ 1,38	11,39	12,12	+ 0,73	8,48	11,27	+ 2,79
3 ^e trimestre	13,44	13,44	...	9,73	10,45	+ 0,72	9,02	10,08	+ 1,06
4 ^e trimestre	15,20	16,08	+ 0,88	11,88	14,19	+ 2,31	11,45	12,14	+ 0,69
1973 1 ^{er} trimestre	16,22	15,61	- 0,61	13,26	13,84	+ 0,58	12,09	12,00	- 0,09
2 ^e trimestre	17,29	17,09	- 0,20	13,02	14,47	+ 1,45	11,24	12,92	+ 1,63
1972 6 premiers mois	13,66	14,71	+ 1,05	11,34	11,79	+ 0,45	8,99	10,94	+ 1,95
7 premiers mois	13,25	14,40	+ 1,15	11,00	11,55	+ 0,55	8,81	10,46	+ 1,65
8 premiers mois	13,22	14,20	+ 0,98	10,70	11,09	+ 0,39	8,96	10,28	+ 1,32
9 premiers mois	13,37	14,24	+ 0,87	10,75	11,26	+ 0,51	9,06	10,59	+ 1,53
10 premiers mois	13,62	14,53	+ 0,91	10,91	11,58	+ 0,67	9,34	10,69	+ 1,35
11 premiers mois	13,73	14,51	+ 0,78	10,98	11,64	+ 0,66	9,43	10,79	+ 1,36
12 mois	13,83	14,70	+ 0,87	11,03	11,99	+ 0,96	9,65	10,98	+ 1,33
1973 1 ^{er} mois	15,22	14,54	- 0,68	12,64	12,60	- 0,04	10,39	11,22	+ 0,83
2 premiers mois	15,57	14,70	- 0,87	12,80	12,80	...	11,82	11,29	- 0,53
3 premiers mois	16,22	15,61	- 0,61	13,26	13,84	+ 0,58	12,09	12,00	- 0,09
4 premiers mois	16,25	15,93	- 0,32	13,13	14,07	+ 0,94	12,18	12,15	- 0,03
5 premiers mois	16,66	16,36	- 0,30	13,09	14,23	+ 1,14	11,96	12,41	+ 0,45
6 premiers mois	16,75	16,35	- 0,40	13,14	14,16	+ 1,02	11,67	12,46	+ 0,79
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1965	1,05	0,91	- 0,14	2,02	1,28	- 0,74	17,04	17,82	+ 0,78
1966	1,22	0,94	- 0,28	2,21	1,34	- 0,87	18,99	19,28	+ 0,29
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,79	19,91	+ 1,12
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,67	23,44	+ 1,77
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	26,92	30,15	+ 3,23
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	30,72	34,98	+ 4,26
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,44	42,30	+ 5,86
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,64	2,58	- 1,06	40,68	43,04	+ 2,36
1971 2 ^e trimestre	2,06	2,47	+ 0,41	4,01	1,79	- 2,22	37,01	38,01	+ 1,00
3 ^e trimestre	2,10	1,91	- 0,19	2,67	1,83	- 0,84	32,88	35,05	+ 2,17
4 ^e trimestre	2,11	2,35	+ 0,24	3,41	2,02	- 1,39	41,01	41,48	+ 0,47
1972 1 ^{er} trimestre	2,33	2,49	+ 0,16	3,30	2,24	- 1,06	40,32	41,74	+ 1,42
2 ^e trimestre	2,45	2,47	+ 0,02	3,99	2,79	- 1,20	40,34	43,96	+ 3,62
3 ^e trimestre	2,32	2,18	- 0,14	3,36	2,50	- 0,86	38,09	38,73	+ 0,64
4 ^e trimestre	2,38	3,67	+ 1,29	4,06	2,96	- 1,10	45,23	49,17	+ 3,94
1973 1 ^{er} trimestre	2,36	3,26	+ 0,90	4,20	2,84	- 1,36	48,58	48,47	- 0,11
2 ^e trimestre	2,61	3,36	+ 0,75	5,03	3,28	- 1,75	49,64	52,08	+ 2,44
1972 6 premiers mois	2,39	2,48	+ 0,09	3,64	2,52	- 1,12	40,33	43,02	+ 2,69
7 premiers mois	2,35	2,41	+ 0,06	3,53	2,41	- 1,12	39,08	41,31	+ 2,23
8 premiers mois	2,37	2,33	- 0,04	3,52	2,33	- 1,19	38,92	40,32	+ 1,40
9 premiers mois	2,35	2,37	+ 0,02	3,49	2,45	- 1,04	39,17	40,99	+ 1,82
10 premiers mois	2,38	2,53	+ 0,15	3,55	2,47	- 1,08	39,94	41,89	+ 1,95
11 premiers mois	2,38	2,57	+ 0,19	3,61	2,55	- 1,06	40,29	42,14	+ 1,85
12 mois	2,37	2,70	+ 0,33	3,64	2,58	- 1,06	40,68	43,04	+ 2,36
1973 1 ^{er} mois	2,39	2,94	+ 0,55	4,08	2,45	- 1,63	45,18	44,73	- 0,45
2 premiers mois	2,38	3,08	+ 0,70	4,38	2,49	- 1,89	47,40	45,26	- 2,14
3 premiers mois	2,36	3,26	+ 0,90	4,20	2,84	- 1,36	48,58	48,47	- 0,11
4 premiers mois	2,33	3,26	+ 0,93	4,26	2,86	- 1,40	48,41	49,01	+ 0,60
5 premiers mois	2,44	3,32	+ 0,88	4,51	3,03	- 1,48	49,10	50,29	+ 1,19
6 premiers mois	2,48	3,31	+ 0,83	4,61	3,06	- 1,55	49,11	50,28	+ 1,17

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	561,8	532,5	+ 29,3
1.12 Travail à façon	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	19,9	6,2	+ 13,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	3,1	—	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	1,7	1,4	+ 0,3
1.3 Frets ²	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	27,2	22,4	+ 4,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	...	...	- 0,1	...	...	0,9	1,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	9,6	9,5	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	19,5	31,9	- 12,4
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	52,9	45,5	+ 7,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	15,6	7,1	+ 8,5
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	9,2	4,2	+ 5,0
1.92 Autres	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	42,8	42,4	+ 0,4
Total 1 ...	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	764,2	704,2	+ 60,0
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	18,5	10,4	+ 8,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,5	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	2,2	19,1	- 16,9
Total 2 ...	- 1,7	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	20,7	29,5	- 8,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	—	2,5	- 2,5
3.112 Autres opérations	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	...	6,5	- 6,5
3.12 Avoirs	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	0,1	1,7	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	0,1	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	0,1	10,8	- 10,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	0,2	1,4	- 1,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	0,4	1,4	- 1,0
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	—	36,0	- 36,0
4.312 Investissements directs	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	3,6	10,1	- 6,5
4.313 Immeubles	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	1,2	2,7	- 1,5
4.314 Autres (chiffres nets)	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	—	1,5	- 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	4,1	—	+ 4,1
4.322 Investissements directs	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	18,9	1,2	+ 17,7
4.323 Immeubles	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	1,5	0,6	+ 0,9
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	4,8	—	+ 4,8
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	34,7	54,9	- 20,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,1	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	+ 1,4	—	0,5	- 0,5
Total 1 à 5 ...	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 22,4	819,7	799,9	+ 19,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	—	—	- 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	—	—	- 4,5
6.212 Monnaies étrangères	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 12,6	—	—	+ 1,3
6.22 Organismes monétaires divers	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	—	—	- 2,7
6.23 B.N.B.	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	—	—	+ 26,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,4)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1971			1972				1978 p	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 5,3	+ 4,9	+ 7,6	+ 6,5	+ 8,2	+ 4,3	+10,3	+ 8,6	+ 6,7
1.12 Travail à façon	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1	+ 3,0	+ 3,4	+ 3,6	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3	+ 1,8	- 1,1	+ 2,5	- 0,1	+ 0,2	+ 1,4
1.2 Or non monétaire	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,3	...
1.3 Frets ²	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	- 0,1	...	+ 0,2	- 0,2	...	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 2,5	- 5,9	- 1,4	- 2,0	- 3,0	- 6,2	- 1,2	- 2,3	- 4,3
1.7 Revenus d'investissements	- 0,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,0	+ 2,6	...
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 2,0	+ 1,5	+ 1,7
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,4
1.92 Autres	+ 1,1	...	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0	- 1,1	+ 1,9	+ 0,1
Total 1 ...	+12,5	+10,4	+16,1	+15,2	+12,2	+12,8	+19,8	+18,3	+12,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,2	+ 1,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,8	- 3,4	- 3,5	- 5,2	- 3,8	- 4,3	- 3,6	- 5,7	- 6,8
Total 2 ...	- 2,0	- 1,4	- 2,2	- 3,0	- 2,1	- 2,1	- 1,6	- 3,3	- 3,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 1,2	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 2,4	- 2,3	- 2,5	- 1,1	- 1,5	- 2,6	- 1,3	- 1,5	...
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,3	- 1,3	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,7	- 2,8	- 3,0	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 2,9	- 2,0	- 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	...	- 0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,7	...	- 0,2	- 0,8
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,2	+ 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 0,6	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 4,9	- 5,4	- 6,8	- 9,5	- 7,9	- 7,7	-10,9	-12,3	- 6,6
4.312 Investissements directs	- 4,6	- 2,7	- 1,8	- 4,3	- 0,4	- 2,5	+ 0,7	- 0,8	- 1,1
4.313 Immeubles	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,7	- 0,5
4.314 Autres	- 1,4	+ 0,8	- 0,5	- 1,2	- 0,8	+ 0,1	+ 0,4	- 3,2	- 1,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,5
4.322 Investissements directs	+ 7,3	+ 5,3	+ 4,2	+ 5,3	+ 2,9	+ 4,9	+ 4,6	+ 6,1	+ 7,6
4.323 Immeubles .....	...	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,7
4.324 Autres	+ 1,1	+ 2,2	- 2,4	- 0,9	+ 0,5	+ 2,7	+ 2,5	- 0,3	+ 2,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 0,3	+ 1,0	- 8,1	-11,0	- 5,0	- 1,7	- 2,5	- 7,8	- 1,5
5. Erreurs et omissions	+ 3,3	- 6,0	+ 3,3	- 1,9	+ 3,3	+ 2,5	- 4,4	+ 4,2	- 6,3
Total 1 à 5 ...	+ 9,8	+ 1,2	+ 6,1	- 3,1	+ 6,2	+ 8,3	+ 8,4	+ 9,4	+ 0,3
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 3,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,8	+ 0,3	- 1,8	...	+ 4,1	- 2,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. :	+ 2,6	- 3,1	- 2,8	+ 1,8	- 2,9	- 6,9	+ 3,5	- 6,2	+ 0,4
6.212 Monnaies étrangères .	+ 4,4	- 1,7	+ 7,2	- 9,3	- 1,0	+ 3,6	+ 8,0	- 8,3	- 4,5
6.22 Organismes monétaires divers	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1	- 1,1	+ 0,8	- 2,0	- 0,4	+ 2,0	- 2,2
6.23 B.N.B.	+ 6,0	+ 3,7	+ 1,8	+ 4,7	+ 9,0	+15,4	- 2,7	+17,8	+ 8,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	(+3,4)	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11

« Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balances des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1973			1973			1972	1973 p
	1er trimestre p		Soldes	2e trimestre p		Solde			6 premiers mois
	Recettes	Dépenses		Recettes	Dépenses			
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	160,7	152,1	+ 8,6	171,7	165,0	+ 6,7	+14,7 ⁶	+15,3 ⁷
1.12 Travail à façon	5,5	1,5	+ 4,0	5,6	1,5	+ 4,1	+ 6,4	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,2	—	+ 0,2	1,4	—	+ 1,4	+ 0,7	+ 1,6
1.2 Or non monétaire	0,6	0,9	- 0,3	1,0	1,0	...	+ 0,1	- 0,3
1.3 Frets ²	7,5	6,3	+ 1,2	7,8	6,7	+ 1,1	+ 2,1	+ 2,3
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,3	...	0,3	0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	2,2	2,5	- 0,3	2,6	2,5	+ 0,1	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	6,3	8,6	- 2,3	7,5	11,8	- 4,3	- 5,0	- 6,6
1.7 Revenus d'investissements	15,4	12,8	+ 2,6	17,6	17,6	...	+ 1,8	+ 2,6
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	4,1	2,6	+ 1,5	3,8	2,1	+ 1,7	+ 4,1	+ 3,2
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,3	1,1	+ 1,2	2,6	1,2	+ 1,4	+ 2,1	+ 2,6
1.92 Autres	12,7	10,8	+ 1,9	12,0	11,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 2,0
Total 1 ...	217,8	199,5	+18,3	233,9	221,7	+12,2	+27,4	+30,5
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,0	2,6	+ 2,4	6,0	2,8	+ 3,2	+ 3,9	+ 5,6
2.2 Transferts de l'Etat	0,8	6,5	- 5,7	0,4	7,2	- 6,8	- 9,0	-12,5
Total 2 ...	5,8	9,1	- 3,3	6,4	10,0	- 3,6	- 5,1	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ⁴ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,5	- 0,5	- 1,9	- 1,0
3.112 Autres opérations	0,4	1,9	- 1,5	...	...	...	- 2,6	- 1,5
3.12 Avoirs	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,6	2,6	- 2,0	...	0,5	- 0,5	- 4,6	- 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,2	- 0,2	0,1	0,9	- 0,8	- 0,5	- 1,0
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	1,6	1,0	+ 0,6	1,2	2,9	- 1,7	- 0,8	- 1,1
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	12,3	-12,3	—	6,6	- 6,6	-17,4	-18,9
4.312 Investissements directs	0,5	1,3	- 0,8	0,5	1,6	- 1,1	- 4,7	- 1,9
4.313 Immeubles	0,4	1,1	- 0,7	0,5	1,0	- 0,5	- 0,7	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets)	—	3,2	- 3,2	—	1,8	- 1,8	- 2,0	- 5,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	2,0	—	+ 2,0	0,5	—	+ 0,5	+ 2,3	+ 2,5
4.322 Investissements directs	6,2	0,1	+ 6,1	8,0	0,4	+ 7,6	+ 8,2	+13,7
4.323 Immeubles	1,2	0,2	+ 1,0	0,9	0,2	+ 0,7	...	+ 1,7
4.324 Autres (chiffres nets)	—	0,3	- 0,3	2,2	—	+ 2,2	- 0,4	+ 1,9
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	11,9	19,7	- 7,8	13,9	15,4	- 1,5	-16,0	- 9,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	4,2	—	+ 4,2	—	6,3	- 6,3	+ 1,4	- 2,1
Total 1 à 5 ...	240,3	230,9	+ 9,4	254,2	253,9	+ 0,3	+ 3,1	+ 9,7
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 4,1	—	—	- 2,0	+ 1,1	+ 2,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 6,2	—	—	+ 0,4	- 1,1	- 5,8
6.212 Monnaies étrangères	—	—	- 8,3	—	—	- 4,5	-10,3	-12,8
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 2,0	—	—	- 2,2	- 0,3	+ 0,2
6.23 B.N.B.	—	—	+17,8	—	—	+ 8,6	+13,7	+26,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(+3,4)	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Exportations = 269,3; importations = 254,0.

⁷ Exportations = 332,4; importations = 317,1.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1972			1973 p	
					2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+10,0	+43,5	+49,3	+60,0	+12,2	+12,8	+19,8	+18,3	+12,2
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 6,3	- 8,1	- 8,0	- 8,8	- 2,1	- 2,1	- 1,6	- 3,3	- 3,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 2,1	- 0,4	-11,0	-10,7	- 2,2	- 3,2	- 2,9	- 2,0	- 0,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 5,9	-11,0	-18,1	- 6,4	- 0,3	- 0,2	...	- 0,2	- 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	-13,5	+ 2,9	+18,3	+ 8,1	+ 1,3	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	+14,2	-13,8	- 9,3	-20,2	- 5,0	- 1,7	- 2,5	- 7,8	- 1,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	-14,2	+ 1,3	+ 1,5	- 2,7	- 3,1	+ 1,2	- 4,3	- 4,6	+ 2,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme .....	...	+ 3,4	-12,7	-18,0	+ 3,8	-19,5	- 8,5	- 5,4	-23,3
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 3,0	+ 6,1	+ 7,8	+ 6,2	+ 4,3	+ 2,2	+ 1,1	+ 5,9	+ 7,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 0,9	- 3,4	+11,0	+26,6	+ 2,5	+17,1	+ 5,8	+ 4,7	+20,3
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 0,6	- 6,7	- 3,9	- 7,6	- 2,3	+ 3,3	- 6,1	+ 1,7	- 1,6
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	- 5,7	+ 5,3	+ 7,7	+ 4,8	+ 3,0	+ 0,5	- 2,0	+ 9,7	- 0,3
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 2,7	+ 3,1	+ 4,0	- 7,4	- 2,9	+ 1,1	- 4,7	+ 6,6	+ 2,8
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	+ 3,7	+ 2,8	- 2,3	+ 1,4	- 0,3	- 2,5	- 8,6	+ 7,2	- 8,4
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 4,2	- 2,1	- 3,2	- 0,4	- 0,3	+ 1,9	+ 7,3	- 5,2	+ 2,2
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 2,1	- 1,2	+ 1,4	- 0,5	+ 3,3	+ 2,5	- 4,4	+ 4,2	- 6,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme .....	...	+ 1,6	- 1,2	- 0,8	+ 0,6	- 4,7	+ 4,0	- 0,8	+ 1,8
Total 1 à 7 ...	- 4,1	+23,3	+31,3	+23,6	+12,5	+ 8,7	- 7,6	+29,0	+ 2,9
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 0,2	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	+ 0,3	- 1,6	- 0,5	- 1,6	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 7,3	+18,6	+17,0	- 1,7	- 4,0	+ 1,9	+ 0,5	- 0,2	+ 2,9
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs au comptant	+17,1	+ 3,4	- 4,4	+17,4	+11,4	+ 8,4	- 8,1	+30,3	+ 4,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	-15,9	- 3,7	+ 2,4	+14,0	- 7,4	+11,8	+ 5,2	-14,4	- 3,2
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs nets au comptant ⁵	+ 0,2	- 0,2	- 2,7	+ 1,8	+ 0,2	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6	- 0,6
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+ 2,0	+ 7,7	+15,3	- 6,1	+12,0	-11,6	- 5,1	+14,3	+ 3,2

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des

paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLc année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVIIIe année, vol. I.

no 1 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme », XLVIIIe année, vol. II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1972 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1 Deutsche	100	1	1	1	1 \$ canadien		100	100	100	1 Mark	1 Zaire
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Mark	lires ital.	Cour. suéd.	Cour. norv.	Cour. dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas	finlandais	
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ² 119,68 ³ }	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ² 6,65 ³ }	46,059	46,058	172,87	192,30	{ 82,89 ² 71,35 ³ }	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	{ 10,12 ⁴ 8,98 ⁵ }	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁶ 13,47 ⁷ }	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁹
1971 ¹¹	49,65	9,00	120,00	{ 13,80 ¹⁰ 13,99 ¹² }	{ 11,54 ¹⁰ 12,15 ¹² }	{ 13,66 ¹⁰ 14,21 ¹² }	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	{ 191,99 ¹⁰ 199,07 ¹² }	71,38	11,89	100,01
1971 ¹³	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972	44,01	8,73	{ 114,62 ²¹ 105,88 ²² }	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,438	44,439	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03
1971 ^{3e tr.¹⁵}	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
1971 ^{3e tr.¹⁶}	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
1971 ^{4e tr.¹⁷}	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
1971 ^{4e tr.¹⁴}	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 ^{1er trim.}	44,06	8,64	114,44	13,79	11,40	13,79	7,51	9,19	6,63	6,30	43,929	43,929	162,69	189,85	67,16	10,65	88,11
1972 ^{2e tr.¹⁸}	44,00	8,76	{ 114,81 ¹⁹ 108,31 ²⁰ }	13,72	11,45	13,85	7,56	9,25	6,70	6,31	44,551	44,552	163,44	190,78	68,23	10,65	87,99
1972 ^{3e trim.}	43,88	8,77	107,30	13,69	11,62	13,80	7,55	9,28	6,72	6,33	44,642	44,641	163,84	191,08	69,15	10,62	87,76
1972 ^{4e trim.}	44,12	8,74	104,35	13,65	11,65	13,78	7,56	9,30	6,69	6,41	44,647	44,647	164,35	190,36	69,51	10,61	88,24
1973 ^{1er tr.²⁷}	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,083	44,084	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10
1973 ^{1er tr.²⁴}	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,633	40,630	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69
1973 ^{1er tr.²⁶}	39,71	8,77	98,31	13,67	12,28	14,05	6,92	8,86	6,72	6,44	39,843	39,838	161,85	193,00	68,50	10,28	79,42
1973 ^{2e tr.}	39,02	8,82	98,71	13,65	12,38	{ 14,27 ³³ 14,95 ³¹ }	6,61	8,91	6,80	6,44	39,033	39,034	159,35	195,33	67,28	10,23 ³⁴	78,04
1973 ^{3e trim.}	36,46	8,71	{ 90,38 ³⁵ 14,40 ³⁶ }	12,43	15,24	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,345	36,346	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92
1972 ^{Moût}	43,86	8,77	107,47	13,67	11,60	13,77	7,55	9,28	6,73	6,34	44,654	44,653	163,86	190,85	69,11	10,62	87,72
1972 ^{Sept.}	43,96	8,78	107,32	13,62	11,61	13,77	7,56	9,30	6,69	6,37	44,734	44,733	164,20	190,73	69,27	10,63	87,91
1972 ^{Oct.}	44,17	8,79	105,84	13,64	11,63	13,77	7,58	9,31	6,69	6,39	44,958	44,958	164,24	190,50	69,58	10,65	88,34
1972 ^{Nov.}	44,09	8,74	103,64	13,65	11,61	13,76	7,54	9,29	6,68	6,40	44,676	44,676	164,18	190,02	69,46	10,59	88,17
1972 ^{Déc.}	44,11	8,68	103,45	13,66	11,70	13,79	7,56	9,30	6,70	6,44	44,274	44,273	164,64	190,56	69,49	10,58	88,21
1973 ^{Janv.}	44,12	8,68	103,93	13,71	11,82	13,80	7,54	9,31	6,67	6,42	44,173	44,174	164,96	190,89	69,52	10,58	88,24
1973 ^{Févr. 23}	43,82	8,74	104,46	13,81	12,23	13,91	7,54	9,32	6,72	6,42	43,801	43,802	164,70	192,40	69,07	10,54	87,65
1973 ^{Févr. 24}	40,43	8,76	99,37	13,81	12,26	13,85	7,10	9,02	6,70	6,43	40,719	40,716	160,02	192,05	68,50	10,35	80,86
1973 ^{Mars 25}	39,43	8,75	98,50	13,82	12,61	13,91	7,05	8,86	6,74	6,42	39,683	39,683	158,60	192,65	68,02	10,11	78,85
1973 ^{Mars 26}	39,71	8,77	98,31	13,67	12,28	14,05	6,92	8,86	6,72	6,44	39,843	39,838	161,85	193,00	68,50	10,28	79,42
1973 ^{Avril}	40,15	8,82	99,71	13,61	12,39	14,16	6,82	8,89	6,79	6,46	40,133	40,134	159,32	194,18	69,21	10,36	80,30
1973 ^{Mai}	39,44	8,81	99,85	13,62	12,44	14,13	6,70	8,90	6,79	6,41	39,419	39,421	158,70	193,84	67,99	{ 10,39 ²⁸ 10,23 ²⁹ }	78,88
1973 ^{Juin}	37,47	8,82	96,57	13,73	12,29	{ 14,53 ³⁰ 14,95 ³¹ }	6,31	8,93	6,83	6,44	37,546	37,547	160,05	197,98	64,65	10,07 ³²	74,94
1973 ^{Juill.}	35,47	8,75	90,18	13,75	12,59	15,20	6,12	8,81	6,74	6,42	35,530	35,530	160,65	206,87	61,72	9,79	70,94
1973 ^{Moût}	36,96	8,70	91,58	13,91	12,46	15,26	6,46	8,91	6,71	6,49	36,843	36,843	160,78	207,38	65,03	10,08	73,93
1973 ^{Sept.}	36,94	8,67	89,37	{ 14,02 ³⁵ 14,40 ³⁶ }	12,26	15,24	6,54	8,79	6,67	6,47	36,662	36,666	159,24	206,08	65,13	9,97	73,88

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1er janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1er janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1er janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1er septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

¹⁰ Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.

¹¹ Moyenne du 1er janvier au 18 août 1971.

¹² Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹³ Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

¹⁵ Moyenne du 1er juillet au 18 août 1971.

¹⁶ Moyenne du 28 août au 30 septembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

¹⁷ Moyenne du 1er octobre au 17 décembre 1971.

¹⁸ Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin 1972.

¹⁹ Moyenne du 1er avril au 22 juin 1972.

²⁰ Moyenne du 28 au 30 juin 1972.

²¹ Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.

²² Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

²³ Moyenne du 1er au 9 février 1973.

²⁴ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1er mars pour les moyennes trimestrielles.

²⁵ Cours du 1er mars 1973.

²⁶ Moyenne du 19 au 31 mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

²⁷ Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

²⁸ Cours du 2 mai 1973.

²⁹ Moyenne du 17 au 24 mai 1973. Les cotations ont été suspendues du 3 au 16 mai et du 25 au 31 mai 1973.

³⁰ Moyenne du 1er au 28 juin 1973.

³¹ Cours du 20 juin 1973.

³² Moyenne du 6 au 30 juin 1973. Les cotations ont été suspendues du 1er au 5 juin.

³³ Moyenne du 1er avril au 25 juin 1973.

³⁴ Les cotations ont été suspendues du 2 au 16 mai et du 25 mai au 5 juin 1973.

³⁵ Moyenne du 1er au 14 septembre 1973.

³⁶ Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.

³⁷ Moyenne du 1er juillet au 14 septembre 1973.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 30 septembre 1973

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,5940	6,8965
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,454675	0,4756
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,43635	0,45640
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,0270	1,07425
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,74545	0,7798
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	14,50	15,165	1,2701	1,32855	2,1026	2,1994	2,19100	2,29185	0,9309	0,9737	1,2824	1,34145	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)		
1965	49,64	49,89	49,86	+ 0,20	—
1966	49,83	50,76	50,71	- 0,27	—
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1971 3 ^e trimestre ⁶	49,66	49,46	49,67	- 1,91	- 1,90
3 ^e trimestre ⁷	47,96	47,97	47,86	- 4,23	- 4,24
4 ^e trimestre ⁸	46,36	46,42	46,31	- 0,64	- 0,64
4 ^e trimestre ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972 1 ^{er} trimestre	44,06	43,96	43,94	- 0,54	- 0,47
2 ^e trimestre	44,00	43,95	43,94	- 0,87	- 0,74
3 ^e trimestre	43,88	43,70	43,66	- 2,44	- 1,43
4 ^e trimestre	44,12	44,23	44,20	- 0,88	- 0,63
1973 1 ^{er} trimestre ⁹	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1 ^{er} trimestre ¹⁰	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1 ^{er} trimestre ¹¹	39,71	38,91	38,84	- 6,61	- 2,98
2 ^e trimestre	39,02	38,83	38,84	- 3,45	- 2,33
3 ^e trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
1972 Août	43,86	43,66	43,62	- 2,48	- 1,38
Septembre	43,96	43,94	43,89	- 2,03	- 1,04
Octobre	44,17	44,19	44,15	- 1,45	- 0,81
Novembre	44,09	44,21	44,18	- 0,32	- 0,23
Décembre	44,11	44,29	44,28	- 0,88	- 0,84
1973 Janvier	44,12	44,31	44,31	- 0,39	- 0,27
Février ¹²	43,82	43,62	43,70	- 3,18	- 1,31
Février ¹³	40,43	40,39	40,48	- 5,81	- 2,06
Mars ¹⁴	39,43	38,83	39,00	-10,14	- 4,05
Mars ¹¹	39,71	38,91	38,84	- 6,61	- 2,98
Avril	40,15	39,58	39,56	- 4,17	- 2,57
Mai	39,44	39,33	39,38	- 2,95	- 2,05
Juin	37,47	37,56	37,58	- 3,22	- 2,36
Juillet	35,47	35,92	35,89	- 2,94	- 2,96
Août	36,96	37,42	37,41	- 3,82	- 3,77
Septembre	36,94	37,14	37,15	- 5,07	- 3,31

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} juillet au 13 août 1971.

7 Moyenne du 23 août au 30 septembre 1971. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

8 Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

9 Moyenne du 1^{er} janvier au 3 février 1973.

10 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

11 Moyenne du 19 au 31 mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars 1973.

12 Moyenne du 1^{er} au 9 février 1973.

13 Moyenne du 14 au 28 février 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

14 Cours du 1^{er} mars 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes (1)	Dépenses ³ (2)	Solde ⁽³⁾ = (1) - (2)	Recettes (4)	Dépenses (5)	Solde ⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 6 premiers mois	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
9 premiers mois	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
12 mois	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 3 premiers mois	81,0	96,3	- 15,3	0,1	15,8	- 15,7	- 31,0
6 premiers mois	159,7	192,4	- 32,7	0,2	31,5	- 31,3	- 64,0
8 premiers mois	244,3	246,6	- 2,3	0,2	39,4	- 39,2	- 41,5
9 premiers mois	266,4	278,8	- 12,4	0,2	46,6	- 46,4	- 58,8
10 premiers mois	301,0	307,8	- 6,8	0,2	50,2	- 50,0	- 56,8
11 premiers mois	331,0	336,1	- 5,1	0,2	55,8	- 55,6	- 60,7
12 mois	365,1	368,5	- 3,4	0,5	63,5	- 63,0	- 66,4
1973 1 ^{er} mois	37,3	43,2	- 5,9	...	4,8	- 4,8	- 10,7
2 premiers mois	65,3	79,7	- 14,4	0,1	10,4	- 10,3	- 24,7
3 premiers mois	90,2	112,7	- 22,5	0,1	17,0	- 16,9	- 39,4
4 premiers mois	120,3	153,6	- 33,3	0,1	21,1	- 21,0	- 54,3
5 premiers mois	151,1	192,7	- 41,6	0,1	26,1	- 26,0	- 67,6
6 premiers mois	182,1	231,4	- 49,3	0,2	32,9	- 32,7	- 82,0
7 premiers mois	257,7	270,3	- 12,6	0,2	37,4	- 37,2	- 49,8
8 premiers mois	287,5	297,7	- 10,2	0,3	42,8	- 42,5	- 52,7

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. -- IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Financement de l'impasse											Total (16) = (7) + (13) + (14) + (15)
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante						Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie	
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total	en francs belges				en monnaies étrangères	Total			
								Secteur bancaire	Secteur para-étatique	Certificats divers	Office des chèques postaux					
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15)		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	+ 5,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	+ 3,4	- 3,2	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	- 7,6	+14,3	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	- 5,5	- 4,9	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	+ 1,7	+ 5,8	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	+ 2,9	+ 9,6	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1971 6 premiers mois .	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	+ 7,5	+10,8	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0
9 premiers mois .	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	+16,4	+12,9	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6
12 mois	-39,3	+ 6,4	-16,8	-49,7	+77,1	...	+77,1	+ 6,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7
1972 3 premiers mois .	-31,0	- 3,5	- 3,3	-37,8	+32,6	...	+32,6	+ 2,9	+16,1	- 0,6	- 1,0	- 7,0	+10,4	- 4,9	- 0,3	+37,8
6 premiers mois .	-64,0	+ 2,6	- 7,0	-68,4	+50,0	...	+50,0	+12,3	+ 1,7	- 0,6	+ 5,1	- 9,1	+ 9,4	+ 8,0	+ 1,0	+68,4
8 premiers mois .	-41,5	- 3,8	- 9,5	-54,8	+50,0	...	+50,0	+11,0	+ 6,7	- 0,7	+ 1,1	- 9,5	+ 8,6	- 4,9	+ 1,1	+54,8
9 premiers mois .	-58,8	- 1,5	-10,5	-70,8	+86,2	...	+86,2	- 1,6	+ 1,3	- 0,6	+ 2,6	-10,7	- 9,0	- 4,9	- 1,5	+70,8
10 premiers mois .	-56,8	- 1,7	-11,7	-70,2	+85,5	...	+85,5	- 1,7	+ 3,8	- 0,7	+ 8,4	-11,2	- 1,4	- 4,9	- 9,0	+70,2
11 premiers mois .	-60,7	+ 0,1	-12,5	-73,1	+92,3	...	+92,3	- 1,8	+ 1,0	- 0,7	+ 0,6	-11,9	-12,8	- 4,9	- 1,5	+73,1
12 mois	-66,4	- 0,9	-13,5	-80,8	+92,0	...	+92,0	+ 1,9	- 6,1	- 0,7	+ 9,0	-12,1	- 8,0	- 3,8	+ 0,6	+80,8
1973 1 ^{er} mois	-10,7	+ 0,1	- 1,1	-11,7	+28,8	...	+28,8	- 7,6	+ 3,7	...	+ 1,1	- 1,0	- 3,8	-12,1	- 1,2	+11,7
2 premiers mois .	-24,7	+ 1,1	- 1,8	-25,5	+29,4	...	+29,4	- 5,7	+13,4	+ 0,1	- 3,8	- 1,8	+ 2,2	- 6,2	+ 0,1	+25,5
3 premiers mois .	-39,4	- 0,3	- 2,8	-42,5	+26,3	...	+26,3	+ 5,0	+15,3	...	- 4,0	- 1,9	+14,4	+ 2,3	- 0,5	+42,5
4 premiers mois .	-54,3	+ 2,0	- 3,5	-55,8	+26,5	...	+26,5	...	+21,3	- 0,1	+ 7,4	- 1,9	+26,7	+ 2,9	- 0,3	+55,8
5 premiers mois .	-67,6	- 2,3	- 4,2	-74,1	+60,2	...	+60,2	...	+11,7	- 0,4	+ 2,6	- 1,9	+12,0	- 1,1	+ 3,0	+74,1
6 premiers mois .	-82,0	+ 7,3	- 5,0	-79,7	+56,6	...	+56,6	...	+15,3	- 0,1	+ 1,1	- 1,9	+14,4	+10,0	- 1,3	+79,7
7 premiers mois .	-49,8	+ 2,5	- 5,9	-53,2	+56,3	...	+56,3	...	+10,9	- 5,5	- 0,3	- 1,9	+ 3,2	- 6,2	- 0,1	+53,2
8 premiers mois .	-52,7	- 1,5	- 6,7	-60,9	+56,3	...	+56,3	...	+ 6,4	- 0,1	- 4,6	- 1,9	- 0,2	+ 5,2	- 0,4	+60,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impasse.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes parastatutaires — essentiellement le Fonds des Routes — financés par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 8
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 7		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1965	- 28,8	- 8,0	- 36,8	+ 14,7	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 14,7	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 8,1	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,1	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 37,8	- 12,2	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 31,5	- 12,7	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4
9 prem. mois	- 32,7	- 8,6	- 41,3	+ 14,6	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3
12 mois	- 39,3	- 13,7	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972 3 prem. mois	- 31,0	- 8,5	- 39,5	+ 4,5	- 35,0	+ 30,3	+ 0,7	+ 12,3	+ 43,3	- 8,3
6 prem. mois	- 64,0	- 4,3	- 68,3	+ 9,8	- 58,5	+ 42,3	+ 3,8	+ 23,3	+ 69,4	- 10,9
8 prem. mois	- 41,5	- 13,8	- 55,3	+ 11,9	- 43,4	+ 41,4	+ 4,2	+ 9,4	+ 55,0	- 11,6
9 prem. mois	- 58,8	- 14,0	- 72,8	+ 14,3	- 58,5	+ 76,0	+ 4,9	- 8,4	+ 72,5	- 14,0
10 prem. mois	- 56,8	- 16,5	- 73,3	+ 15,4	- 57,9	+ 74,8	+ 4,8	- 7,0	+ 72,6	- 14,7
11 prem. mois	- 60,7	- 14,6	- 75,3	+ 17,3	- 58,0	+ 79,5	+ 4,4	- 10,4	+ 73,5	- 15,5
12 mois	- 66,4	- 16,7	- 83,1	+ 19,6	- 63,5	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 16,9
1973 1 ^{er} mois	- 10,7	- 3,0	- 13,7	+ 2,9	- 10,8	+ 27,2	- 0,2	- 15,3	+ 11,7	- 0,9
2 prem. mois	- 24,7	- 0,2	- 24,9	+ 5,2	- 19,7	+ 24,5	- 0,4	- 2,7	+ 21,4	- 1,7
3 prem. mois	- 39,4	- 3,4	- 42,8	+ 7,0	- 35,8	+ 19,8	- 0,2	+ 18,4	+ 38,0	- 2,2
4 prem. mois	- 54,3	- 0,6	- 54,9	+ 10,3	- 44,6	+ 15,9	- 0,6	+ 31,2	+ 46,5	- 1,9
5 prem. mois	- 67,6	- 3,0	- 70,6	+ 13,8	- 56,8	+ 46,8	- 0,6	+ 13,0	+ 59,2	- 2,4
6 prem. mois	- 82,0	+ 1,9	- 80,1	+ 16,1	- 64,0	+ 40,6	- 1,3	+ 27,3	+ 66,6	- 2,6
7 prem. mois	- 49,8	- 2,5	- 52,3	+ 18,3	- 34,0	+ 38,2	- 1,3	- 0,4	+ 36,5	- 2,5
8 prem. mois	- 52,7	- 7,3	- 60,0	+ 20,0	- 40,0	+ 36,5	- 1,3	+ 6,7	+ 41,9	- 1,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financés par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-8b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice ou année budgétaire) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ou années budgétaires ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1972	175,1	+ 2,8	49,4	+ 1,6	132,1	+ 1,6	356,6	+ 6,0
1971 2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
1971 3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
1971 4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1972 1 ^{er} trimestre	35,5	+ 0,4	12,1	+ 0,3	27,4	- 1,4	75,0	- 0,7
1972 2 ^e trimestre	34,2	- 0,8	11,7	- 0,2	31,7	- 1,2	77,6	- 2,2
1972 3 ^e trimestre	62,9	+ 4,8	11,6	- 0,1	30,8	+ 0,6	105,3	+ 5,3
1972 4 ^e trimestre	42,7	- 1,4	13,9	+ 1,4	39,8	+ 1,4	96,4	+ 1,4
1973 1 ^{er} trimestre	41,5	+ 0,2	11,6	- 0,5	32,0	+ 0,9	85,1	+ 0,6
1973 2 ^e trimestre	41,2	+ 0,6	12,5	+ 0,3	36,5	+ 1,7	90,2	+ 2,6
1972 Août	11,9	+ 0,5	3,7	- 0,3	11,2	+ 0,4	26,8	+ 0,6
1972 Septembre	10,5	- 0,1	3,8	+ 0,1	7,1	- 0,1	21,4	- 0,1
1972 Octobre	16,3	+ 1,0	4,5	+ 0,4	13,2	+ 0,9	34,0	+ 2,3
1972 Novembre	12,5	- 0,2	4,4	+ 0,3	12,6	+ 0,9	29,5	+ 1,0
1972 Décembre	13,9	- 2,2	5,0	+ 0,7	14,0	- 0,4	32,9	- 1,9
1973 Janvier	18,2	+ 0,7	4,1	+ 0,2	11,9	- 0,5	34,2	+ 0,4
1973 Février	12,4	- 0,4	3,2	- 0,6	11,3	+ 1,0	26,9	...
1973 Mars	10,9	- 0,1	4,3	- 0,1	8,8	+ 0,4	24,0	+ 0,2
1973 Avril	11,9	+ 0,3	4,1	+ 0,3	13,6	+ 0,5	29,6	+ 1,1
1973 Mai	13,0	...	4,1	- 0,1	12,9	- 0,3	30,0	- 0,4
1973 Juin	16,3	+ 0,3	4,3	+ 0,1	10,0	+ 1,5	30,6	+ 1,9
1973 Juillet	56,7	+ 9,6	4,0	- 0,3	14,6	+ 0,2	75,3	+ 9,5
1973 Août	12,0	- 1,0	3,8	...	13,4	+ 1,8	29,2	+ 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Année budgétaire 1972		Année budgétaire 1972 : août		Année budgétaire 1973 : août	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	175,1	172,3	11,9	11,4	12,0	13,0
précompte immobilier	1,3	1,3	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	16,4	18,5	1,1	1,0	0,9	1,2
précompte professionnel	83,7	79,2	7,8	7,3	9,3	8,8
versements anticipés	37,4	34,0	...	0,4	0,2	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	24,0	25,6	2,1	2,0	1,3	2,1
impôts de sociétés (rôles)	5,6	6,2	0,6	0,5	0,2	0,5
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,5	4,9	...	...	—	—
divers ²	2,2	2,6	0,2	0,1	...	0,1
II. Douanes et accises	49,4	47,8	3,7	4,0	3,8	3,8
dont : douanes	4,8	4,7	0,3	0,3	0,2	0,3
accises	42,6	42,9	3,3	3,6	3,4	3,5
taxes spéciales de consommat.	1,7	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	132,1	130,5	11,2	10,8	13,4	11,6
dont : enregistrement	9,2	7,7	0,6	0,5	0,7	0,6
successions	4,6	4,9	0,4	0,4	0,5	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	116,6	116,5	10,2	9,9	12,0	10,4
Total ...	356,6	350,6	26,8	26,2	29,2	28,4
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 6,0		+ 0,6		+ 0,8	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total 2	dont : versements anticipés
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,1
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,4
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,4
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,6
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,1
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,3
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,5
1972	14,6	4,1	11,0	29,7	3,1
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	1,0
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,5
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,0
1972 3 premiers mois	11,8	4,0	9,2	25,0	1,0
6 premiers mois	11,4	3,9	10,6	25,9	0,9
9 premiers mois	14,7	3,9	10,3	28,9	3,8
1973 3 premiers mois	13,9	3,9	10,6	28,4	1,2
6 premiers mois	13,8	4,0	11,4	29,2	1,1
1972 Août	11,9	3,7	11,2	26,8	...
Septembre	10,5	3,8	7,1	21,4	0,2
Octobre*	16,3	4,5	13,2	34,0	2,9
Novembre	12,5	4,4	12,6	29,5	0,1
Décembre	13,9	5,0	14,0	32,9	0,4
1973 Janvier	18,2	4,1	11,9	34,2	3,5
Février	12,4	3,2	11,3	26,9	...
Mars	10,9	4,3	8,8	24,0	0,1
Avril	11,9	4,1	13,6	29,6	1,5
Mai	13,0	4,1	12,9	30,0	0,2
Juin	16,3	4,3	10,0	30,6	1,6
Juillet	56,7	4,0	14,6	75,3	41,9
Août	12,0	3,8	13,4	29,2	0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

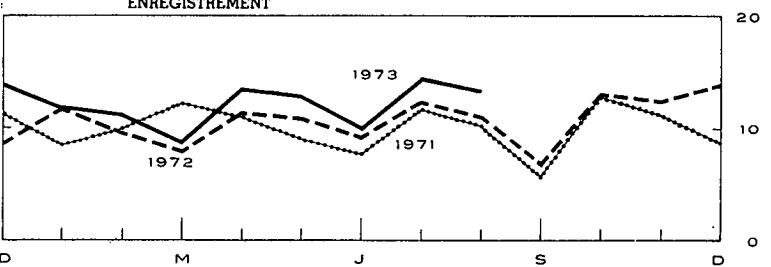
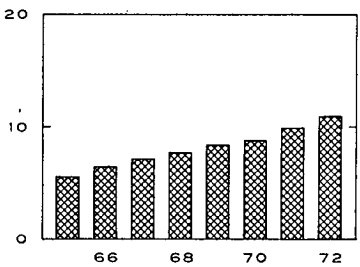
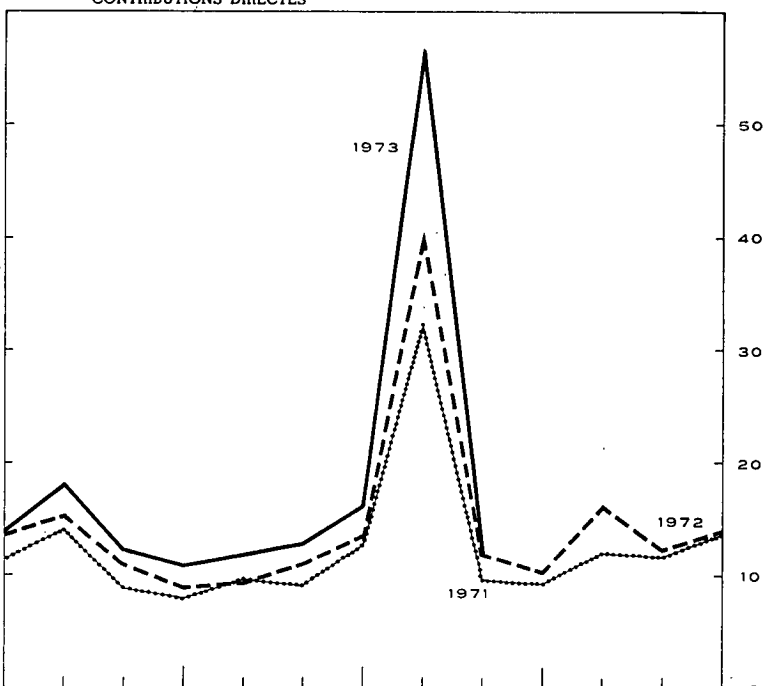
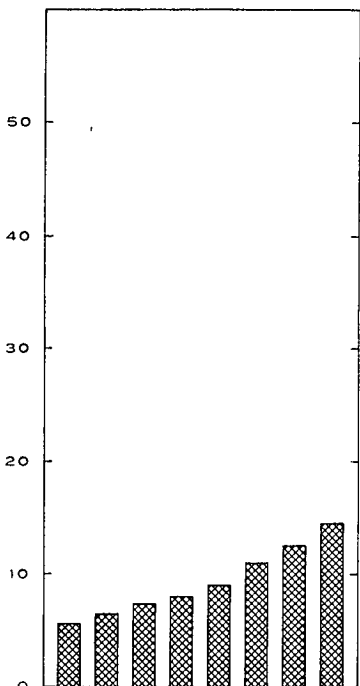
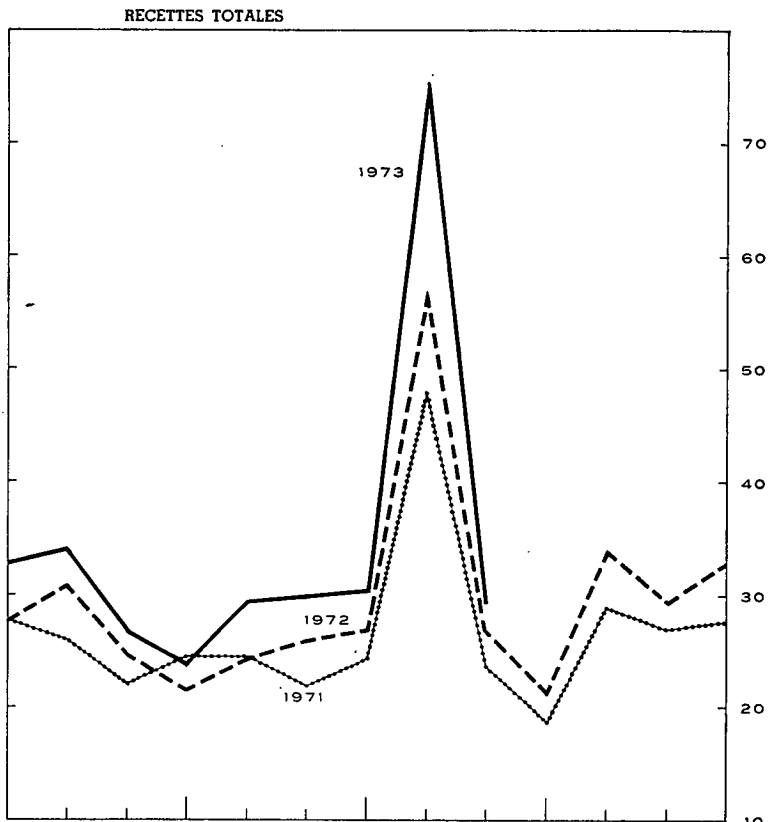
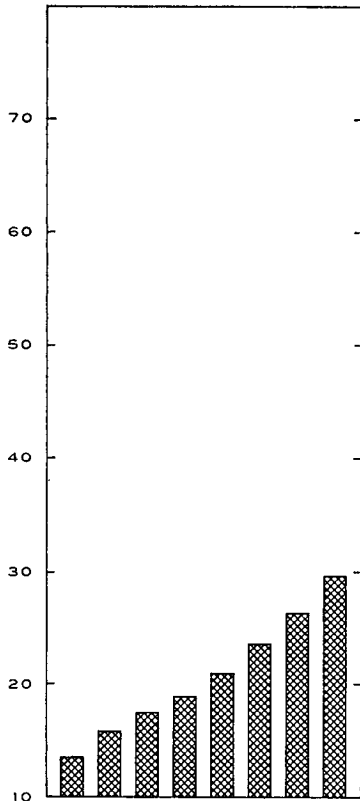
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistiques de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI

« Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1978 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1978 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



D M J S D

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
..... données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	.....	.....	...	97,2	—	6,2	.....	4,6	1,1	109,0
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	11,2	98,2	—	0,3	1,4	111,1
			Obligations	20,7	0,2	—	2,0	19,0	41,9
			Autres emprunts à plus d'un an	0,1	—	181,3	49,3	179,2	410,4
			Divers	2,6	2,2	0,2	27,7	—	1,1	14,6	1,3	49,7
			(Actions et parts)	(292,4)	(1,8)	(...)	(...)	(1,3)	(—)	(0,3)	(5,4)	(...)	(...)	(...)
			Total ...	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	1,1	722,1
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,4	.....	.....	.....	.....	0,6	—	0,2	.....	0,4	...	...	1,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,2	.....	.....	.....	.....	1,3	1,4	—	...	0,3	...	...	3,1
	Obligations accessibles à tout placeur		21,5	0,7	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	43,2
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	...	0,2	...	1,8	5,6	...	2,2	5,2	0,8	0,5	...	16,6
	Autres emprunts à plus d'un an	0,1	1,5	...	—	...	0,2	19,9	21,6
			Total ...	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,4	106,3
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,6	...	—	1,7	50,7	0,3	6,6	64,9
	Certificats à un an au plus .....		...	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	...	2,2	...	104,8
	Obligations accessibles à tout placeur		156,4	2,9	—	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	1,7	348,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	—	...	...	12,6	66,5	...	3,6	1,6	6,1	0,6	91,1
			Total ...	162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	8,9	613,8
		Secteur public non compris ailleurs (dont avoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—
Engagements en comptes courants ou d'avances .	27,7		0,5	...	0,3	...	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	...	...	11,4
Obligations accessibles à tout placeur .....	—		...	...	...	...	0,4	1,6	...	14,7	1,8	...	0,4	...	18,9
Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....		6,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6,3	...	91,6	...	...	104,8
Autres emprunts à plus d'un an	2,6		0,7	1,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,2	2,9	...	8,1
		Total ...	30,2	8,1	1,7	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	197,3	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4	
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	0,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	...	...	...	...	...	0,3	...	0,6	17,5	...	0,3	...	18,8
Divers		29,2	...	0,4	...	...	0,2	...	1,0	...	0,5	2,8	0,7	9,1	44,0
		Total ...	36,7	...	0,4	...	0,2	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	9,4	70,4	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	4,8	...	...	...	...	...	4,8
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	26,0	—	2,1	.....	4,7	2,2	35,1
Engagements en comptes courants ou d'avances .		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	18,1	—	0,1	.....	...	...	18,2
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	234,8	—	.....	.....	.....	234,8
Obligations		8,8	...	...	.....	.....	0,1	—	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	...	22,1
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	18,3	—	—	—	—	7,8	—	—	—	—	—	26,0	
Divers .....		.....	2,5	8,5	.....	.....	0,4	.....	0,4	.....	...	0,5	0,2	...	12,5
(Actions et parts) .....	.....	(0,2)	(0,5)	.....	.....	.....	.....	(2,7)	.....	(0,2)	(1,4)	.....	.....	(5,1)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
		Organismes monétaires (7)													
		Fonds des Rentes (8)													
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)													
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)													
		Secteurs imités et ajustements (12)													
		(13) = (1) à (12)													
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	0,2	...	...	9,9
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	—	201,6	
	Dépôts en devises des résidents	14,7	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	14,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	73,2	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	73,2	
	Dépôts à terme des résidents	75,5	...	—	...	...	—	—	—	...	0,7	...	76,2	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	29,7	...	—	...	...	29,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	...	...	...	...	—	—	...	...	0,5	...	21,0	
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	25,7	26,2	
	(Actions et parts)	(18,6)	...	(0,2)	...	...	...	(1,4)	...	(0,3)	(0,3)	...	(20,8)	
	Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	...	0,1	0,6
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	—	0,2	—	8,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9
	Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	—	...	...	2,1	0,2	...	12,6
	Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	...	233,8
	Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	2,4	...	—	...	...	2,4	0,5	3,0	11,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,1	...	...	38,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	7,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	11,2
	(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	...	...	(0,2)	...	...	...	(3,8)
	Total ...	288,0	1,4	...	0,5	5,1	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	6,5	308,5	
	Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2	
	Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	—	233,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,3
	Divers	14,7	...	0,8	...	1,3	0,2	...	...	...	...	...	2,1	19,1
	Total ...	260,6	...	0,8	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8
	Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	...	5,3
	Argent à très court terme	—	—	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	...	4,6
	Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12,8
	Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	0,7	18,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	...	4,4
	Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	...	206,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	2,9	54,0
	Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	8,5	31,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
	Total ...	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0	
			4,5	...	...	4,6	...	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	—	57,9
	Total des créances	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	298,9	871,3	13,3	327,1	249,5	340,7	74,0	3.902,4	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Parastatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
données non disponibles														
... nihil ou inférieur à 50 millions														
— opérations non effectuées														
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	...	104,1	—	7,7	...	7,8	— 0,3	119,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	10,4	...	...	...	...	113,7	—	0,3	...	1,8	...	126,3
		Obligations ...	19,6	...	...	...	...	0,6	—	3,2	22,4	...	...	45,8
		Autres emprunts à plus d'un an ...	...	0,1	...	...	0,6	...	—	198,2	50,9	198,6	...	448,4
		Divers ...	...	2,9	2,7	0,1	32,4	...	—	1,3	17,7	2,6	...	59,6
		(Actions et parts) ...	(323,2)	(2,1)	(0,5)	...	(...)	...	(1,5)	(—)	(0,6)	(6,2)	(...)	(...)	(334,1)
	Total ...	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	— 0,3	799,5
	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	...	—	...	...	...	0,6	...	0,2	...	1,0	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	...	...	...	...	0,6	1,1	...	...	...	...	1,9
Obligations accessibles à tout placeur ...		21,8	0,6	...	...	0,1	3,1	7,2	0,7	6,0	6,0	1,3	46,8	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,3	...	0,2	...	0,7	6,9	...	2,2	5,0	1,9	18,9	
Autres emprunts à plus d'un an ...		...	...	...	0,1	...	2,1	...	—	0,3	0,2	23,9	...	
Divers ...	10,3	0,1	5,7	0,6	...	2,5	0,7	...	...	...	2,1	22,0		
(Actions et parts) ...	(1,0)	...	(17,8)	(9,9)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(31,0)	
Total ...	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	3,8	118,4	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,6	...	—	2,4	...	...	55,4	...	...	...	0,1	13,1	73,6
	Certificats à un an au plus ...	...	1,7	—	0,2	...	...	50,7	4,2	14,1	0,6	10,3	...	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	163,5	2,7	...	2,3	2,6	6,7	80,5	3,5	39,1	50,6	13,9	2,6	367,9
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	...	...	10,2	67,8	...	3,5	1,6	3,5	0,8	87,6
	Divers ...	...	0,7	—	...	1,3	1,1	...	...	...	0,7	0,2	...	4,0
Total ...	166,0	5,4	—	4,9	3,9	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	16,5	640,5	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations accessibles à tout placeur ...	31,0	0,5	...	0,3	...	0,4	9,9	1,2	6,4	11,3	1,8	62,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	2,3	...	15,3	1,6	...	0,4	19,6
	Autres emprunts à plus d'un an ...	...	7,1	...	...	...	...	...	...	7,0	...	102,7	...	
Divers ...	2,6	0,9	1,7	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,9	116,8	
Total ...	33,6	8,5	1,7	0,3	...	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	1,3	220,2	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,4	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	0,2	...	0,7	21,2	...	0,1	22,1
	Divers ...	27,6	...	0,7	...	...	...	1,9	...	0,4	1,4	0,1	11,8	44,2
Total ...	44,0	...	0,7	...	0,2	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	11,9	82,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	5,6	...	...	...	...	...	5,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	...	...	...	...	...	29,4	—	2,8	...	6,9	4,1	43,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	43,1	—	...	...	...	...	43,1
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations ...	8,9	...	...	...	0,1	...	281,0	—	...	...	...	...	281,0
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	18,2	—	—	—	19,6	—	—	—	—	—	37,8
	Divers ...	...	2,7	8,8	...	0,5	...	0,8	...	...	0,6	0,2	...	13,6
(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,5)	(0,5)	...	...	(—)	(3,4)	(—)	(0,3)	(1,4)	(—)	(...)	(5,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
Intermédiaires financiers	Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	31,2	986,3	
		Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	282,0	—	—	—	—	—	—	282,0	
		Dépôts en devises des résidents	11,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
		Dépôts sur livrets des résidents	76,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76,0	
		Dépôts à terme des résidents	89,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	89,9	
		Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	37,6	—	—	—	—	—	37,6	
		Obligations (y compris les bons de caisse)	24,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	—	25,6	
	Divers	0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31,2	31,6	
	(Actions et parts)	(18,8)	—	(0,2)	—	—	—	(1,8)	—	(0,4)	(0,3)	—	—	—	(21,5)	
	Total ...	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	31,2	986,3		
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	6,4	—	—	2,1	—	0,2	—	8,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	2,9
	Total ...	—	—	2,8	—	—	—	6,4	—	2,1	—	0,2	0,1	11,7		
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	8,0	—	—	—	3,3	—	—	—	—	4,0	0,5	—	15,8		
	Dépôts sur livrets	250,3	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	250,9		
	Dépôts à terme	3,4	1,1	—	1,2	3,3	—	—	—	0,1	3,0	0,3	0,6	13,0		
	Obligations (y compris les bons de caisse)	48,1	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,8	—	—	49,2		
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1		
	Divers	8,0	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	—	12,9		
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(3,9)		
Total ...	318,9	1,1	—	1,8	6,6	—	0,1	—	0,5	7,8	0,8	5,4	342,9			
Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	35,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,5		
	Réserves mathématiques	225,4	—	—	—	—	20,6	—	—	—	—	—	—	246,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Divers	17,9	—	0,7	—	1,0	0,2	—	—	—	—	—	2,5	22,2		
Total ...	278,8	—	0,7	—	1,0	20,8	—	—	—	—	—	2,5	303,7			
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	5,2	—	—	0,3	—	—	0,1	—	—	0,1	—	—	5,6		
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,6	0,2	—	1,8	—	0,1	0,2	4,8		
	Dépôts sur livrets	13,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,5		
	Dépôts à terme	5,1	1,8	—	4,1	4,2	1,7	1,8	—	0,2	1,1	—	0,7	20,8		
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,3	—	3,5	—	0,3	—	5,1		
	Obligations accessibles à tout placeur	161,3	0,4	—	0,3	4,1	—	27,9	0,5	17,4	27,8	2,1	—	241,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,8	14,1	6,9	—	8,1	24,1	—	3,0	58,0		
	Divers	7,3	—	16,6	—	—	—	—	—	0,1	—	—	11,8	36,1		
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)			
Total ...	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	15,6	385,7			
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	4,2	—	—	3,7	—	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	—	55,6		
	Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	92,1	4.401,5		

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	...	—	.....	.....	...	+ 6,9	—	+ 1,5	.....	+ 3,2	- 1,3	+ 10,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	- 0,7	.....	.....	.....	.....	.....	+15,5	—	+ 0,1	.....	+ 0,4	...	+ 15,2
	Obligations	- 1,0	...	...	...	...	...	+ 0,4	—	+ 1,2	+ 3,5	...	...	+ 4,0
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	.....	—	+16,9	+ 1,6	+19,3	...	+ 38,0
	Divers .....	...	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,7	+14,0 ²	...	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 1,3	...	+ 23,9
	(Actions et parts)	(+ 9,4)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	.....	(...)	(+ 1,3) ³	(+ 0,2)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,8)	(...)	(...)	(+ 12,7)
	Total ...	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+14,0	+22,8	—	+19,8	+ 8,1	+24,2	- 1,3	+ 91,4	
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	- 0,1	.....	+ 0,5	...	+ 0,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,7	- 0,3	—	.....	.....	- 0,3	...	- 1,3
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	...	...	...	- 0,2	+ 2,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,4	...	+ 3,6
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	- 1,0	+ 1,3	...	+ 0,1	- 0,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,4
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	.....	+ 0,3	.....	+ 4,0	...	...	+ 5,0
	Divers	+ 1,9	.....	- 1,1	.....	.....	+ 0,2	+ 0,7	—	.....	.....	.....	+ 0,2	+ 1,9
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	(+ 0,6)	(+ 0,7)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,5)
	Total ...	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	...	...	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 1,4	+ 12,1
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 3,0	...	—	+ 0,6	...	...	+ 4,7	...	...	...	- 0,2	+ 6,5	+ 8,7
	Certificats à un an au plus .....	.....	- 0,3	—	.....	- 0,5	+ 3,0	-13,4	- 0,4	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	...	+ 3,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	- 0,2	—	.....	+ 0,2	- 1,3	+ 9,8	- 0,1	+ 1,7	+ 1,4	- 0,3	+ 0,9	+ 19,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 0,1	—	.....	.....	- 2,3	+ 1,3	...	- 0,1	.....	- 2,6	+ 0,3	- 3,4
	Divers .....	.....	- 0,2	—	.....	+ 0,4	+ 0,2	.....	.....	.....	- 0,7	- 0,1	...	- 0,3
	Total ...	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 7,6	+ 27,2	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,1	—	.....	.....	.....	...	+ 3,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,4	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,6	- 0,5	+ 0,6	+ 1,2	- 0,4	...	+ 8,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	...	+ 0,6	- 0,2	.....	...	+ 0,7
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 0,7	.....	+11,1	...	+ 12,0
	Divers .....	...	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	—	.....	.....	+ 0,2	- 2,0	- 1,7
	Total ...	+ 3,4	+ 0,3	...	...	...	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+10,8	- 2,0	+ 22,9
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 9,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,0	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 0,1	+ 3,7	- 0,3	+ 3,3
	Divers	- 1,6	+ 0,3	+ 0,9	- 0,1	- 1,4	- 0,5	+ 2,7	+ 0,2
	Total ...	+ 7,3	...	+ 0,3	- 0,1	+ 0,8	+ 2,3	- 0,5	+ 2,4	+ 12,5
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	+ 0,8	...	...	...	...	...	+ 0,8
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,4	—	+ 0,7	.....	+ 2,2	+ 1,9	+ 8,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+25,0	—	- 0,1	.....	.....	.....	+ 25,0
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 42,6	.....	.....	.....	+ 42,6
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	+ 0,5	+ 7,9
	Divers	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	+11,9	—	—	—	—	—	+ 12,4
(Actions et parts)	+11,4 ⁴	+ 0,2	+ 0,3	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 12,5
	Total ...	(+15,2) ⁵	(...)	(...)	.....	.....	(...)	(+ 0,7)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 15,9)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Secteurs indéterminés et ajustements (12)	Intermédiaires financiers														
	(13) = (1) à (12)														
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	+50,1	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 3,3	-1,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,3	...	...	+ 3,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+80,4	—	—	—	—	—	—	+ 80,4	
	Dépôts en devises des résidents	- 3,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 3,4
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 2,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,8
	Dépôts à terme des résidents	+13,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 13,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	+7,9	—	—	—	—	—	+ 7,9	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 4,6
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,9	+ 1,9
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	(...)	+ 1,9	+ 0,7
	Total ...	+47,7	+ 0,1	+ 1,1	- 0,4	+ 0,6	+83,7	+6,6	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,9	+143,9	
Fonds des Rentas (8)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	- 0,3	.....	—	- 0,2	.....	.....	- 0,1	- 0,6
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	.....	—	.....	+1,0	—	- 0,6	—	.....	—	+ 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	.....	—	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....
	Divers .....	—	—	.....	—	—	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....
Total ...	—	.....	.....	.....	.....	- 0,3	+1,0	—	- 0,8	.....	.....	- 0,1	- 0,2	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,7	.....	.....	- 0,2	+ 0,6	.....	.....	—	.....	+ 1,9	+ 0,2	.....	+ 3,2
	Dépôts sur livrets	+16,7	.....	—	+ 0,4	.....	.....	.....	—	.....	.....	.....	.....	+ 17,1
	Dépôts à terme	+ 1,7	- 0,3	.....	+ 1,1	+ 0,9	.....	.....	—	+ 0,1	+ 0,6	- 0,1	- 2,3	+ 1,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+11,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	- 0,3	- 0,2	.....	.....	+ 10,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	.....	—	—	—	—	.....	.....	—	—	—	—	—	.....
	Divers	+ 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,2	+ 1,7
(Actions et parts)	(+ 0,2)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(- 0,1)	.....	.....	(+ 0,1)	
Total ...	+80,9	- 0,3	.....	+ 1,3	+ 1,5	.....	.....	.....	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	- 1,1	+ 34,4	
Organ. d'assur.-vie excecd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,3	
	Réserves mathématiques	+11,8	—	—	—	—	+ 1,0 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 12,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,3	.....	.....	- 0,3
	Divers	+ 3,2	.....	- 0,1	.....	- 0,3	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 3,1
Total ...	+18,2	.....	- 0,1	.....	- 0,3	+ 1,1	.....	.....	.....	- 0,3	.....	+ 0,3	+ 18,9	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	.....	.....	- 0,1	.....	.....	-0,1	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	+ 0,6	-0,4	.....	- 0,3	.....	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2
	Dépôts sur livrets	+ 0,7	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,9	.....	.....	+ 1,0	+ 0,4	+0,2	—	- 0,2	- 0,2	- 0,1	.....	+ 2,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+0,3	—	+ 0,3	.....	+ 0,1	.....	+ 0,7
	Obligations accessibles à tout placeur	+25,4	.....	.....	- 0,1	+ 0,5	.....	+7,6	- 0,2	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,2	.....	+ 35,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	+ 0,5	- 0,3	+2,4	.....	+ 1,4	.....	.....	+ 0,1	+ 4,1
	Divers	+ 0,4	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,3	+ 4,3
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	+27,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,2	+ 2,0	+ 0,7	+10,0	- 0,2	+ 3,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 3,5	+ 48,7		
Secteurs indéterminés ajustements (12)	.....	.....	- 0,2	.....	.....	- 0,8	.....	-3,4	.....	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,2	—	- 2,4
	Total des créances	+151,3	+ 0,7	+ 2,2	+ 1,2	+ 8,0	+97,3	+144,1	- 0,2	+34,3	+16,7	+48,5	+14,6	+518,6	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 5, mai 1966; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, no 4, octobre 1970; pour l'année 1969, cf. le même bulletin, XLVI^e année, vol. II, no 5, novembre 1971.

2 Cf. rubriques 4.822, 4.823, 4.824 et 4.83 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubriques 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	31,8	2,7	2,2	0,2	28,1	65,0	...	195,6	—	190,9	82,9	186,6	656,0	1,1	722,1
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,0	6,8	0,9	0,1	39,3	10,2	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,4	106,3
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,3	252,0	8,3	49,1	52,2	23,1	384,7	8,9	613,8
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,7	0,3	...	40,3	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,3
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,7	23,5	9,4	70,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	291,2	17,8	11,1	5,6	32,1	357,8	55,5	479,5	10,9	276,1	178,1	326,8	1.271,4	25,1	1.709,9
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,7	4,9	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	5,1	295,0	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	6,5	308,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,8	...	1,3	262,7	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,8	1,2	16,0	5,0	8,1	195,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,1	4,9	24,0	31,6	15,5	1.322,1	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	46,6	1.781,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	4,6	9,1	.....	23,7	0,8	15,2	5,4	3,7	48,8	—	57,9
15. Total des créances	1.546,0	29,7	61,8	37,3	52,7	1.727,5	298,9	371,3	13,3	327,1	249,5	340,7	1.801,9	74,0	3.902,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 823,9	— 76,6	— 552,0	— 160,0	— 17,7	+ 17,6	— 54,6	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,6	— 35,3	+ 3,7	+ 20,8	+ 16,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1970

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, société hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	30,0	3,0	2,7	0,1	33,0	68,8	...	218,4	—	210,7	91,0	210,8	730,9	— 0,3	799,5
2. Paraétatiques d'exploitation	32,7	1,0	5,7	0,9	0,1	40,4	9,1	16,4	0,7	8,7	11,2	28,1	65,1	3,8	118,4
3. Etat (Trésor)	166,0	5,4	—	4,9	3,9	180,2	43,5	254,4	7,7	56,6	53,6	28,0	400,3	16,5	640,5
4. Secteur public non compris ailleurs	33,6	8,5	1,7	0,3	...	44,1	0,4	26,7	1,2	28,7	12,9	104,9	174,4	1,3	220,2
5. Sécurité sociale	44,0	...	0,7	...	0,2	44,9	0,2	2,1	...	1,1	22,6	0,1	25,9	11,9	82,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	306,3	17,9	10,8	6,2	37,2	378,4	53,2	518,0	9,6	305,8	191,3	371,9	1.396,6	33,2	1.861,5
7. Etranger	8,9	2,7	27,0	.....	0,5	39,1	—	394,0	0,9	3,4	5,3	7,3	410,9	4,1	454,2
8. Organismes monétaires	580,5	2,4	5,5	25,7	1,6	615,7	289,3	42,0	1,1	1,9	2,7	2,4	50,1	31,2	986,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	6,4	—	2,1	...	0,2	8,7	0,1	11,7
10. Caisses d'épargne, société hypo- thécaires et de capitalisation	318,9	1,1	...	1,8	6,6	328,4	.....	0,1	...	0,5	7,8	0,8	9,2	5,4	342,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	278,8	...	0,7	...	1,0	280,5	20,8	...	...	...	...	...	...	2,5	303,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	192,4	2,1	16,6	4,8	10,1	226,0	18,4	38,2	0,5	31,1	53,1	2,8	125,7	15,6	385,7
13. Total des intermédiaires financiers	1.370,6	5,6	25,6	32,3	19,3	1.453,4	328,5	86,7	1,6	35,6	63,6	6,2	193,7	54,8	2.030,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,2	...	...	3,7	7,9	.....	20,4	0,9	16,6	5,9	3,9	47,7	—	55,6
15. Total des créances	1.685,9	30,4	63,4	38,5	60,7	1.878,9	381,6	1.019,0	13,1	361,4	266,2	389,2	2.048,9	92,1	4.401,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 886,4	— 88,0	— 577,1	— 181,7	— 22,2	+ 17,4	— 72,6	+ 32,7	+ 1,4	+ 18,5	— 37,5	+ 3,5	+ 18,6	+ 36,5	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1970

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit nou monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	- 1,8	+ 0,3	+ 0,5	- 0,1	+ 4,9	+ 3,8	+ 14,0	+ 22,8	—	+ 19,8	+ 8,1	+ 24,2	+ 74,9	- 1,3	+ 91,4
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 2,3	- 0,1	- 1,1	...	...	+ 1,1	- 1,1	+ 4,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5	+ 5,8	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,1
3. Etat (Trésor)	+ 4,0	- 0,6	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 4,2	- 0,3	+ 2,4	- 0,5	+ 7,5	+ 1,3	+ 4,9	+ 15,6	+ 7,6	+ 27,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,4	+ 0,3	...	...	...	+ 3,7	- 0,4	+ 8,4	- 0,5	+ 1,9	+ 1,0	+ 10,8	+ 21,6	- 2,0	+ 22,9
5. Sécurité sociale	+ 7,3	...	+ 0,3	...	...	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	...	+ 2,3	- 0,5	+ 2,6	+ 2,4	+ 12,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 15,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,6	+ 5,0	+ 20,4	+ 12,1	+ 38,4	- 1,2	+ 29,7	+ 13,2	+ 45,2	+ 125,3	+ 8,2	+ 166,1
7. Etranger	+ 11,6	+ 0,2	+ 0,8	.....	+ 0,1	+ 12,7	—	+ 91,5	...	+ 0,7	+ 0,3	+ 2,2	+ 94,7	+ 1,9	+ 109,3
8. Organismes monétaires	+ 47,7	+ 0,1	+ 1,1	- 0,4	+ 0,6	+ 49,1	+ 83,7	+ 6,6	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 9,1	+ 1,9	+ 143,9
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,3	+ 1,0	—	- 0,8	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 30,9	- 0,3	...	+ 1,3	+ 1,5	+ 33,4	.....	...	...	- 0,2	+ 2,3	+ 0,1	+ 2,2	- 1,1	+ 34,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 18,2	...	- 0,1	...	- 0,3	+ 17,8	+ 1,1	...	...	...	- 0,3	...	- 0,3	+ 0,3	+ 18,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 27,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,2	+ 2,0	+ 31,0	+ 0,7	+ 10,0	- 0,2	+ 3,0	+ 0,5	+ 0,3	+ 13,6	+ 3,5	+ 48,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 124,5	+ 0,7	+ 1,6	+ 0,7	+ 3,8	+ 131,3	+ 85,2	+ 17,6	+ 0,9	+ 2,6	+ 2,7	+ 1,0	+ 24,8	+ 4,5	+ 245,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	- 0,2	...	...	- 0,8	- 1,0	...	- 3,4	...	+ 1,3	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4	—	- 2,4
15. Total des créances	+ 151,3	+ 0,7	+ 2,2	+ 1,2	+ 8,0	+ 163,4	+ 97,3	+ 144,1	- 0,2	+ 34,3	+ 16,7	+ 48,5	+ 243,4	+ 14,6	+ 518,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 59,9	- 11,4	- 25,0	- 21,7	- 4,5	- 2,7	- 12,0	+ 0,2	...	- 0,1	- 2,2	- 0,2	- 2,3	+ 17,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = '1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiar- es		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	264,5	28,5	235,2	246,0	4,4	40,3	- 29,6	- 24,7
Décembre (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
Décembre (Nouvelle série) 5 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	...	693,6	136,8	271,9	31,7	261,0	270,2	6,8	38,9	- 31,9	- 21,6
Juin	516,9	217,3	9,1	...	743,3	146,4	300,7	35,4	271,7	283,3	6,1	40,5	- 33,2	- 24,3
Septembre	503,1	230,8	8,4	...	742,3	146,8	295,8	38,1	276,1	291,8	2,4	39,7	- 34,6	- 22,0
Décembre	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	298,2	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,7
1973 Mars	544,3	255,5	10,0	...	809,8	146,4	p 319,4	p 41,9	316,2	327,3	13,1	p 31,9	- 36,6	p - 22,5
Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,9	p 345,2	p 50,8	333,9	343,0	12,9	p 32,6	- 38,1	p - 25,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	75,4	73,8	73,8
2. F.M.I. — Participation	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	25,9	25,7	25,3
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	10,2	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	26,1	26,1	29,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	0,8	0,2	5,8	3,5	4,6	11,5	16,5	5,2	10,9
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	37,1	42,4	35,0	40,7	52,1	60,5	52,4	82,7	87,3
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	160,8	171,4	168,3	175,0	183,8	199,4	196,3	213,5	226,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	15,8	13,5	4,9	...	13,0	...	1,1	3,4	11,1
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	1,9	1,9	2,1	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	...	...	4,5	1,9	2,2	3,3	6,3	2,2	3,8
b) effets commerciaux	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	1,3	1,2	4,8	3,9	3,2	4,6	10,6	5,5	6,3
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	...	0,2	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,2	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,4	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...
5. Sur les para-étatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres																
	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	45,5	58,6	41,9	37,6	45,6	34,3	28,3	43,0	50,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créancesse bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) — XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,5	8,4	3,5	2,1	1,9	2,1	1,7	1,1	1,8
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,8	8,7	3,8	2,4	2,2	2,4	2,0	2,0	6,7
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,8	5,4	5,4	5,5	6,3	5,3	5,8	5,4	6,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	0,1	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	193,3	190,7	196,4	194,7	214,5	210,2	216,8	214,0	230,9
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	0,6	0,5	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	4,2	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0
D. Autres	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	57,8	72,0	55,5	53,4	62,4	51,6	46,4	60,4	66,3
TOTAL DU PASSIF ...	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	261,7	282,7	262,7	256,8	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72	31-1-73	28-2-73	31-3-73	30-4-73	31-5-73	30-6-73	31-7-73	31-8-73
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	77,0	75,9	75,3	75,6	75,4	74,6	73,8	73,8	73,8	73,8	73,8	73,8	73,8
2. F.M.I. — Participation	27,0	26,0	25,7	25,7	25,9	25,7	25,7	25,7	25,2	25,3	25,3	25,2	25,1
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	25,5	25,5	25,5	26,1	26,1	26,1	26,1	26,1	26,1	29,4	29,4	29,4	29,4
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	9,1	11,5	6,6	8,1	16,5	8,8	5,1	5,2	7,0	7,9	10,9	17,2	14,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères	59,7	60,5	59,3	55,5	52,4	62,9	76,6	82,7	86,8	88,5	87,3	86,1	82,1
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	198,3	199,4	192,4	191,0	196,3	198,1	207,3	213,5	218,9	224,9	226,7	231,7	224,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,1	...	0,9	2,6	...	...	...	...	...	0,6	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ³ :													
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	1,1	...	...	3,4	4,0	...	11,1	...	6,3
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	2,8	3,3	4,7	4,1	6,3	2,9	2,9	2,2	3,0	3,0	3,8	4,8	3,6
b) effets commerciaux	3,8	4,6	5,5	6,4	10,6	6,8	5,9	5,5	4,7	8,4	6,3	8,4	6,5
c) avances .....	...	0,1	...	...	0,2	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,0	...	...	...	2,5	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,0	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	33,7	34,3	35,5	31,6	28,3	41,7	41,3	43,0	47,7	46,6	50,2	50,1	47,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4	290,9	296,0	306,2	316,8	321,5	336,5	335,2	326,9

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique, inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-72	30-9-72	31-10-72	30-11-72	31-12-72	31-1-73	28-2-73	31-3-73	30-4-73	31-5-73	30-6-73	31-7-73	31-8-73
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	4,0	3,4
4. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	2,3	2,1	2,1	1,8	1,7	1,3	1,1	1,1	1,3	1,6	1,8	1,5	1,6
c) réserve monétaire - G.D. de Luxembourg	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,7
Total des engagements envers l'étranger	2,6	2,4	2,4	2,1	2,0	2,1	1,9	2,0	2,2	2,5	6,7	6,4	6,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	5,8	5,3	5,9	5,8	5,8	6,0	6,0	5,4	6,4	6,4	6,3	6,2	p 6,2
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	10,2	9,9	9,8	5,2	7,7	10,2	12,0	16,8	16,5	16,1	17,1	16,0	15,5
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	...	1,1	0,1	0,1	0,3	...	0,1	0,1	...	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	207,4	210,2	206,5	206,8	216,8	207,8	210,3	214,0	217,8	222,1	230,9	226,1	p225,1
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,7	0,5	0,5	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	3,1	4,2	4,3	5,2	6,3	6,5	6,6	6,7	6,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,1	...	...	0,1	...	5,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	0,3	0,9	1,3	1,4	1,6	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3
D. Autres	51,2	51,6	52,2	49,5	46,4	58,4	59,4	60,4	65,0	65,2	66,3	65,8	p 64,3
TOTAL DU PASSIF ...	277,9	280,0	277,5	271,4	284,4	290,9	296,0	306,2	316,8	321,5	336,5	335,2	326,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7	...	2,1	...
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	...	0,9	3,2	2,0	2,7	0,7	...	2,1	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,8	0,5	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,2	0,5	...	...	2,6	0,1	0,5	...	...	1,5	0,1	0,4	2,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	62,8	60,0	64,8	70,5	71,5	70,7	74,0	77,1	79,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,4	7,1	7,1	7,6	7,7	7,7	8,0	8,0	8,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	11,3	11,9	16,0	12,7	15,3	17,4	23,2	17,0	22,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	...	0,2	0,1	0,3	1,3	0,6	0,1	1,0	...
b) effets commerciaux	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	1,1	1,3	2,2	2,0	1,6	1,2	0,4	1,3	2,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,5	0,3	0,5	...	...	...	2,0	2,0	...	...	0,1	...	...	...	2,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,9	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	...	...	...	0,1	0,3	...	...	0,3	...	0,3	...	0,6	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	5,5	4,5	8,2 ³	9,0	9,4	9,3	6,7	7,4	3,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	94,0	89,4	102,9 ³	104,6	110,5	109,3	117,0	115,0	119,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	...	...	0,2
Total des engagements envers l'étranger	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,1	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	...	...	0,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,1	0,8	0,6	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1	6,2	3,9	2,2
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	7,7	7,9	8,1	8,0	8,3	8,3	8,5	8,4	8,7
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	52,2	49,5	51,3	53,4	61,2	59,6	63,3	61,4	67,9
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	30,1	28,2	33,9 ⁵	37,2	34,5	36,9	37,9	39,4	39,7
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,2	...	...	1,1	0,6	...	...	...	1,2	1,6	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...
TOTAL DU PASSIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	94,0	89,4	102,9⁵	104,6	110,5	109,3	117,0	115,0	119,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7, et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6	31,9	32,2	37,3
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	17,3	15,9	13,9	16,9	16,3	12,0	11,8	12,8	12,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	227,4	221,2	235,3	226,0	248,8	254,2	297,0	280,5	304,5
b) en francs belges	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	24,8	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9	27,1	29,4	32,3
Total des créances sur l'étranger ...	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	287,6	283,8	296,3	295,4	326,5	321,7	367,8	354,9	386,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,7	5,3	5,3	5,5	6,2	5,3	5,7	5,3	6,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	2,5	0,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	1,9	2,9	8,5	4,8	4,2	2,1	6,2	3,9	2,2
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0	60,3	68,4	71,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	22,7	28,1	17,8	15,8	23,6	14,1	9,4	13,7	16,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	86,2	87,3	103,3	112,5	117,3	134,8	137,2	148,6	162,8
— autres	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	31,0	32,5	29,7	29,5	31,6	32,6	32,6	32,3	32,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	0,3	0,6	1,9	1,6	1,2	0,4	0,9	1,1	1,1	1,1	1,6	2,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	10,6	11,8	12,6	14,4	14,5	15,1	15,5	18,9	22,3
— autres	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	12,5	12,3	8,6	11,3	11,5	8,8	9,1	10,8	10,9
b) effets commerciaux	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	91,2	90,7	93,7	95,3	94,5	96,9	106,3	110,6	110,9
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	125,2	129,6	141,6	146,2	157,4	160,6	174,3	184,8	199,9
d) à un an au plus ²	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	...	...
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	7,2	7,2	8,9	8,7	9,4	9,4	11,5	12,2	11,8
— autres	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,4	7,5	7,1	7,8	9,1	11,5	12,0	12,1	12,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	6,5	8,6	4,4	6,9	7,4	4,0	5,6	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,0	5,8	3,2	1,9	2,6	2,0	2,8	2,4	3,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	30,6	31,8	31,8	31,9	32,4 ³	32,9	31,6	32,4	33,2
— autres	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	6,5	3,6	4,6	6,0	5,6	5,6	5,2	5,2	6,4
D. Autres	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	80,3	78,6	86,8	85,8	96,4	85,7	90,6	97,1	104,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5	333,2	324,2	354,1
b) en francs belges ¹	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	61,0	63,6	64,0	66,6	73,3	74,8	80,1	97,9	102,3
Total des engagements envers l'étranger	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	320,6	317,6	331,0	332,7	364,1	372,3	413,3	422,1	456,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,2	0,5	...	...	2,6	0,1	0,5	...	...	1,4	0,1	0,4	2,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	29,8	34,3	46,5	49,5	57,0	54,0	60,3	68,4	71,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	167,6	170,0	174,7	179,1	197,8	187,7	203,2	220,6	234,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9	131,7	138,1	143,6
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5	9,2	9,9	10,6
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6	35,7	36,6	38,1
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	2,5	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2	2,2	1,7	2,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	112,4	113,3	122,1	117,9	132,7	121,2	127,1	120,4	130,7
TOTAL DU PASSIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	854,4	867,3	915,0	933,3	1.011,9	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	79,2	78,6	77,2	77,2	77,5	75,9	75,4	73,8	73,8
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	25,8	29,9	30,0	29,9	25,7	26,0	25,9	25,7	25,3
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	17,8	20,3	20,3	23,7	23,9	25,5	26,1	26,1	29,4
3. Obligations	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	18,1	21,2	24,8	27,5	31,4	31,6	31,9	32,2	37,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	18,1	17,0	22,9	22,4	23,6	24,2	28,3	20,1	23,3
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	264,5	263,6	270,3	266,7	300,9	314,7	349,4	363,2	391,8
b) en francs belges	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	24,9	25,5	22,3	25,0	30,0	23,9	27,1	29,4	32,3
Total des créances sur l'étranger ...	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	448,4	456,1	467,8	472,4	513,0	521,8	564,1	570,5	613,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	6,1	5,9	6,6
2. Autres :															
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	2,5	1,1	1,0	0,3	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1
b) sur les organismes publics	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	3,0	3,1	8,8	5,1	4,6	2,2	7,0	4,4	2,6
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	32,4	34,4	47,0	49,5	57,0	55,5	61,3	68,8	74,0
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ³ :															
a) à un an au plus	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	101,3	101,6	87,5	86,3	108,1	84,8	84,5	p 94,2	p 106,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	95,7	96,3	112,3	122,2	127,0	144,5	147,2	p 158,8	p 173,1
— autres	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	65,0	66,5	63,7	63,5	65,6	66,6	66,6	p 66,3	p 66,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :															
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	12,9	13,1	16,4	13,6	16,4	18,5	24,3	p 18,6	p 24,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	11,5	12,8	13,3	15,5	15,6	16,2	16,6	p 20,0	p 23,4
— autres	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,6	2,5	2,8	2,7	3,4	3,4	3,4	p 3,4	p 3,4
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	12,5	12,5	13,1	13,4	15,0	12,7	15,5	14,0	14,7
b) effets commerciaux	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	93,6	93,2	100,8	101,3	99,3	102,7	117,3	117,4	119,3
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	125,5	129,6	141,9	146,2	157,4	160,7	174,5	184,8	199,9
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	p ...	p ...
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	7,6	7,7	9,4	9,2	9,9	9,9	12,0	p 12,7	p 12,3
— autres	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	9,4	9,5	7,4	7,8	9,2	11,5	12,0	p 12,1	p 14,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	6,5	8,6	4,4	6,9	7,4	4,0	11,0	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,1	5,8	3,5	1,9	2,9	2,0	3,4	p 2,4	p 3,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	30,9	32,0	32,1	32,2	32,7	33,2	31,9	p 32,7	p 33,5
— autres	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	6,5	3,7	4,7	6,1	5,7	5,7	5,3	p 5,3	p 6,5
D. Autres	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	131,3	141,7	136,9 ⁶	132,4	151,4	129,3	125,6	p 147,5	p 157,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.210,1	1.239,4	1.280,6⁶	1.294,7	1.408,5	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

(6)

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

⁷ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	259,6	254,0	267,0	266,1	290,8	297,5	333,2	324,2	354,1	
b) en francs belges ¹	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	62,6	72,3	68,0	69,1	75,5	77,2	81,8	99,0	104,3	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7	
Total des engagements envers l'étranger ...	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	322,5	326,6	335,3	335,5	366,6	375,0	415,3	424,1	463,3	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	6,1	5,8	5,7	6,0	6,7	5,7	6,1	5,9	6,6	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	3,7	1,3	0,8	0,3	0,4	1,5	0,9	1,0	2,6	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— autres	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	31,8	37,3	56,0	54,6	61,3	56,2	67,6	72,6	74,0	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	201,0	198,6	204,5	202,7	222,8	218,5	225,3	222,4	239,6	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	220,3	220,0	226,6	232,9	259,6	247,7	267,1	282,5	303,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	30,1	28,2	33,9 ⁶	37,2	34,5	36,9	37,9	39,4	39,7	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	97,7	101,6	102,6	106,4	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	83,4	89,2	96,1	105,6	114,7	122,9	131,7	138,1	143,6	(2)
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	10,0	10,4	9,7	8,8	9,1	8,5	9,2	9,9	10,6	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	28,4	29,6	30,4	32,0	33,2	34,6	35,7	36,6	38,1	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,1	...	0,2	...	...	1,1	0,6	4,2	...	...	1,2	1,7	2,5	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6	(12)
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,9	1,2	1,4	1,3	0,7	1,2	2,2	1,7	2,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0	(12)
D. Autres	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	170,2	185,3	177,6	171,3	195,1	172,8	173,5	181,6	197,0	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.210,1	1.239,4	1.280,6 ⁶	1.294,7	1.403,5	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

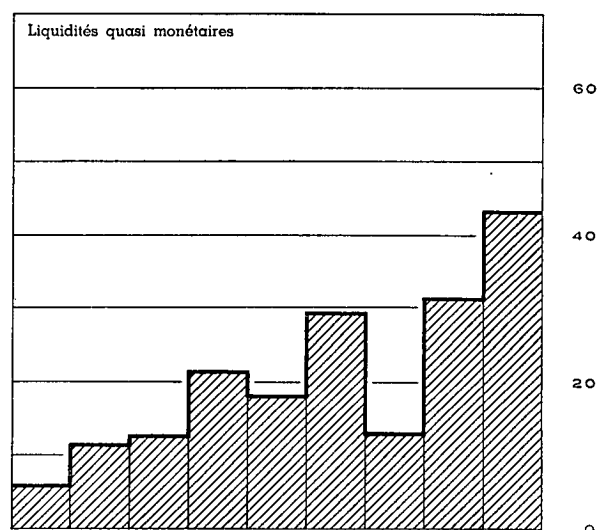
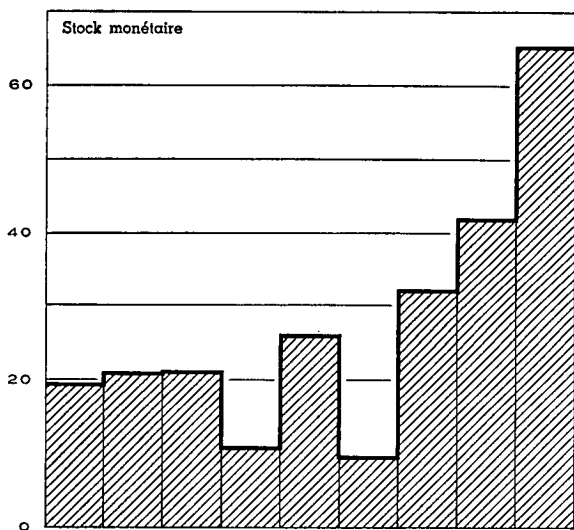
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.270,4.

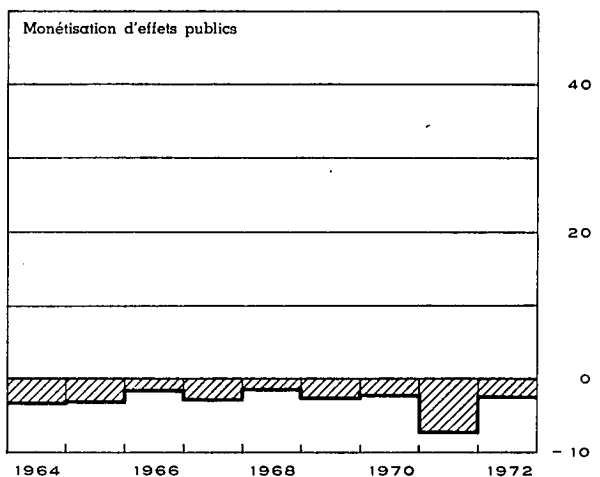
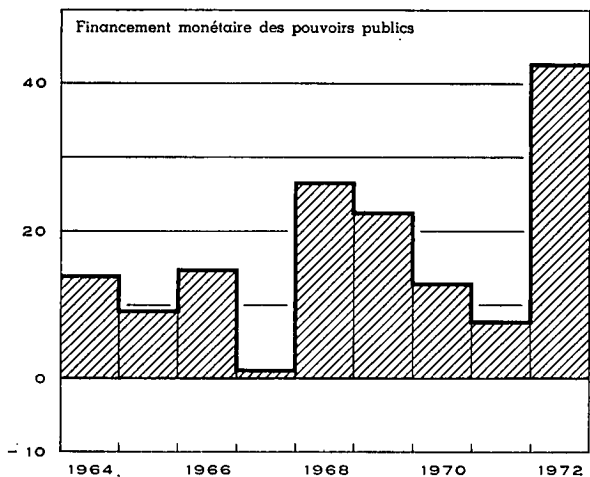
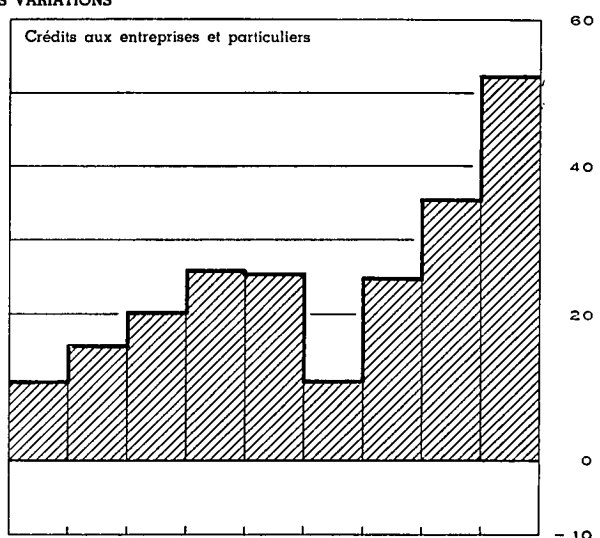
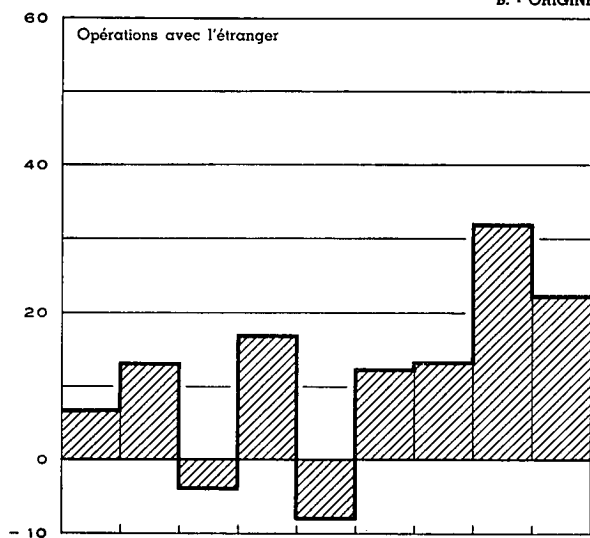
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,7	+ 11,7	- 1,4	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 3,6 ⁵
1971 2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	- 2,5	+ 1,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,9	- 1,2	- 4,8
4 ^e trimestre	+ 13,9	+ 7,3	+ 21,2	+ 4,5	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	...	+ 3,7	- 0,1	- 3,7	- 1,5	- 0,8	- 3,6
1972 1 ^e trimestre	+ 7,8 ⁵	+ 12,4	+ 20,2 ⁵	+ 3,9	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	+ 8,0	- 0,8	- 1,9	+ 2,4	...	- 1,5	+ 5,6 ⁵
2 ^e trimestre	+ 44,1	+ 5,6	+ 49,7	+ 11,7	+ 13,1	- 0,3	- 2,3	+ 25,9	+ 3,6	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 1,3	- 2,6
3 ^e trimestre	- 13,7	+ 12,8	- 0,9	+ 2,0	+ 8,6	+ 1,8	- 4,2	- 12,2	+ 2,9	- 0,3	- 0,1	- 0,5	- 1,3	+ 2,4
4 ^e trimestre	+ 27,1	+ 12,6	+ 39,7	+ 5,0	+ 28,8	...	+ 2,4	+ 7,0	+ 6,0	+ 0,9	- 2,5	- 4,9	- 1,2	- 1,8
1973 1 ^{er} trimestre	+ 14,1	+ 13,7	+ 27,8	p+ 4,0	+ 6,6	- 4,1	+ 2,2	p+ 19,8	p- 2,4	p+ 0,2	+ 3,6	p- 2,5	- 0,8	p+ 1,2
2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	p+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	p+ 26,3	p+ 9,0	p+ 0,1	- 2,7	p+ 2,0	- 1,6	p- 3,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année vol. II, n° 3, septembre 1968].

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir du 1^{er} trimestre 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Total			
					comptes courants à la B.N.B. 3	avoirs à l'O.C.P. 3	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 3				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Déc. (Anc. série) ...	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
Déc. (Nouv. série) 4	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Mars	8,0	200,2	202,7	37,2	0,4	51,5	181,0	232,9	270,1	472,8	42,9
Juin	8,3	220,8	222,8	34,5	0,7	58,7	200,2	259,6	294,1	516,9	43,1
Juillet	8,3	216,7	218,7	37,5	0,5	59,2	187,2	246,9	284,4	503,1	43,5
Août	8,4	213,2	215,8	33,2	0,5	55,0	188,8	244,3	277,5	493,3	43,7
Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Octobre	8,3	212,5	214,8	34,8	0,4	62,4	188,6	251,4	286,2	501,0	42,9
Novembre	8,4	212,6	215,1	34,7	0,4	54,5	193,3	248,2	282,9	498,0	43,2
Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Janvier	8,5	213,8	216,3	32,2	0,5	63,9	203,2	267,6	299,8	516,1	41,9
Février	8,4	216,4	218,8	37,2	0,5	58,6	205,7	264,8	302,0	520,8	42,0
Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Avril	8,6	224,2	226,4	38,2	0,7	69,6	222,9	293,2	331,4	557,8	40,6
Mai	8,6	228,5	230,8	33,2	0,5	65,0	226,9	292,4	325,6	556,4	41,5
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Juillet	8,8	232,3	234,9	41,8	0,6	62,2	223,1	285,9	327,7	562,6	41,8

1 Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

2 Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 Nouvelle série. L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	+ 1,5	+25,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1971 2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	- 0,2	+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	- 2,9	...	- 1,6	+ 8,1	- 4,0	- 0,4
4 ^e trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	- 3,6	...	+ 2,2	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,3
1972 1 ^{er} trimestre .	172,6	-35,8	136,8	+ 4,7 ⁸	- 3,9	+ 0,8	- 2,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,9	- 4,7	- 3,9
2 ^e trimestre .	181,6	-35,2	146,4	+ 9,0	+ 0,6	+ 9,6	- 1,8	...	- 0,3	+11,7	- 3,7	+ 5,9
3 ^e trimestre .	197,0	-50,2	146,8	+15,4	-15,0	+ 0,4	- 3,4	...	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+10,1
4 ^e trimestre .	194,3	-45,6	148,7	- 2,7	+ 4,6	+ 1,9	- 3,1	...	...	+ 5,0	+ 6,5	+ 8,4
1973 1 ^{er} trimestre ..	211,5	-65,1	146,4	+17,2	-19,5	- 2,3	p- 2,2	p ...	- 4,1	p+ 4,0	p+ 7,6	p+ 5,3
2 ^e trimestre .	220,0	-70,1	149,9	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	p- 0,5	p ...	+ 2,0	p+ 2,0	p- 1,2	p+ 2,3

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6,2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1960).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (8) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres 5		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	39,2	50,6	1,6	91,4	323,3
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	39,8	54,2	2,2	96,2	336,9
Septembre	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	39,7	53,4	2,3	95,4	340,1
Décembre	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	47,5	55,5	3,3	106,3	373,4
Juin	31,2	18,3	28,4	24,7	178,7	281,3	49,4	58,6	3,4	111,4	392,7
Septembre	33,1	18,8	32,9	24,8	181,2	290,3	47,3	55,9	2,5	105,7	396,0
Décembre	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3
1973 Mars	35,9	21,0	35,4	22,7	209,2	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7
Juin			37,1 ⁷		207,5 ⁷							341,1	112,9	454,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série depuis mars 1969.

⁷ Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	...
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971 Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
Décembre	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972 Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1
Juin	21,3	102,6	157,4	281,3	9,9	8,2	18,1	11,4	94,4	157,4	263,2	0,1
Septembre	21,2	108,5	160,6	290,3	12,4	11,7	24,1	8,8	96,8	160,6	266,2	0,1
Décembre	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
Juin	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...

B. Crédits à l'étranger

1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971 Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
Décembre	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	...
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	10,2	9,0	19,2	16,3	16,7	59,2	92,2	...
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	11,4	10,8	22,2	12,0	14,7	56,8	83,5	...
Décembre	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...

C. Total

1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971 Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
Décembre	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972 Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1
Juin	47,8	128,3	216,6	392,7	20,1	17,2	37,3	27,7	111,1	216,6	355,4	0,1
Septembre	44,6	134,0	217,4	396,0	23,8	22,5	46,3	20,8	111,5	217,4	349,7	0,1
Décembre	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
Juin	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
Juin	1,9	...	1,9	2,3	1,2	3,5	2,3	3,1	...	5,4
Septembre	1,4	0,1	1,5	3,3	2,7	6,0	3,3	4,1	0,1	7,5
Décembre	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
Juin	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
B. Crédits à l'étranger										
1964	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	...	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	...	3,5
Juin	...	...	...	3,3	1,3	4,6	3,3	1,3	...	4,6
Septembre	...	...	...	8,5	3,0	11,5	8,5	3,0	...	11,5
Décembre	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
Juin	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
C. Total										
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3
Juin	1,9	...	1,9	5,6	2,5	8,1	5,6	4,4	...	10,0
Septembre	1,4	0,1	1,5	11,8	5,7	17,5	11,8	7,1	0,1	19,0
Décembre	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
Juin	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	...
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971 Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
Septembre	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1
Décembre	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972 Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1
Juin	21,3	104,5	157,4	283,2	6,3	5,3	11,6	15,0	99,2	157,4	271,6	0,1
Septembre	21,2	109,9	160,7	291,8	8,5	7,8	16,3	12,7	102,1	160,7	275,5	0,6
Décembre	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
Juin	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...

B. Crédits à l'étranger

1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971 Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...
Septembre	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...
Décembre	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	4,9	7,0	11,9	21,6	18,7	59,2	99,5	...
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	2,4	7,6	10,0	21,0	17,9	56,8	95,7	...
Décembre	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...

C. Total

1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971 Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
Septembre	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1
Décembre	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972 Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1
Juin	47,8	130,2	216,6	394,6	11,2	12,3	23,5	36,6	117,9	216,6	371,1	0,1
Septembre	44,6	135,4	217,5	397,5	10,9	15,4	26,3	33,7	120,0	217,5	371,2	0,6
Décembre	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
Juin	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1964 81 décembre	1965 81 décembre	1966 81 décembre	1967 81 décembre	1968 81 décembre	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4
Fonds Monétaire International :									
Participation						7,8	19,6	30,0	25,9
Prêts .....						...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....						...	10,2	20,3	26,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4
Monnaies étrangères	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4
Monnaies étrangères et or à recevoir	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :									
Participation	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	...	...	...	...
Prêts ²	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	0,1	...	...
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6
Effets de commerce	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4
Avances sur nantissement	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5
Effets publics :									
Effets publics belges	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	0,2	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1
PASSIF									
Billets en circulation	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6
Comptes courants :									
Trésor public									
} compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} taxe exceptionnelle de conjunct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7
Autres accords	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7
<i>Total des engagements à vue</i> ...	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5
Réserve monétaire ³	1,3	...	...	...	...	...	...	...	11,8
Monnaies étrangères et or à livrer	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5
Caisse de Pensions du Personnel	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0
Divers	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8
	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4
Compte d'ordre :									
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

³ Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII · 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1972 10 juillet	1973 9 juillet	1972 7 août	1973 6 août	1972 4 septembre	1973 10 septembre	1972 9 octobre	1973 8 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	77,5	73,8	77,5	73,8	77,0	73,8	75,5	73,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	26,0	25,3	27,3	25,2	26,9	25,1	26,0	25,1
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	23,9	29,4	25,5	29,4	25,5	29,5	25,5	29,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	127,4	128,5	130,3	128,4	129,4	128,4	127,0	128,3
Monnaies étrangères	54,1	87,4	58,0	86,1	61,0	81,3	59,8	79,8
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	12,6
Débiteurs pour change et or, à terme	37,3	38,1	24,3	36,6	25,5	33,9	25,5	32,5
Effets de commerce	8,7	20,7	14,8	32,1	14,6	23,2	19,9	27,9
Avances sur nantissement .....	...	...	...	2,8	1,0	...	1,0	...
Effets publics :								
Effets publics belges	14,0	15,9	1,7	...	1,5	10,6	...	...
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	4,1	4,3	4,1	4,3	4,1	4,3	4,1	4,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,8	4,4	3,8	4,4	3,8	4,3	3,8	4,4
Divers	2,1	3,8	2,2	4,0	2,8	3,8	2,8	4,3
Compte d'ordre :	288,1	339,6	275,8	335,2	280,3	326,4	280,5	330,7
Office des Chèques postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	0,6	0,8	1,3	0,5	1,2	0,3	0,9	1,4
PASSIF								
Billets en circulation	223,0	240,0	216,5	233,2	214,8	231,4	216,2	231,7
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	3,7	...	...	0,1	2,2
{ taxe exceptionnelle de conjunct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,6	0,6	0,6	0,5	0,9	0,6	0,6	0,7
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,2	1,7	1,7	1,8	1,8	2,0	0,9	1,5
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	1,1	{ 1,1	1,0	{ 1,2	1,1	{ 1,2	1,0	{ 1,8
Autres accords	0,4	...	0,6	...	0,6	...	0,6	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	226,3	243,4	220,4	240,4	219,2	235,2	219,4	237,9
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	5,6	—	4,0	—	3,4	—	3,4
Réserve monétaire ² :								
Belgique .....	...	24,7	6,0	25,8	10,2	24,2	10,0	27,8
Grand-Duché de Luxembourg	—	0,7	—	0,7	—	0,7	—	0,7
Monnaies étrangères et or à livrer	38,6	39,1	25,4	37,7	26,6	35,9	26,6	33,6
Caisse de Pensions du Personnel	3,8	4,4	3,8	4,4	3,8	4,3	3,8	4,3
Divers	4,8	6,9	5,6	7,4	5,9	7,9	6,1	8,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,7	3,9	3,7	3,9	3,7	3,9	3,7	3,9
Compte d'ordre :	288,1	339,6	275,8	335,2	280,3	326,4	280,5	330,7
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	0,6	0,8	1,3	0,5	1,2	0,3	0,9	1,4

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont d'après l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.068	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1971 2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1972 1 ^{er} trimestre	1.061	84,9	53,1	159,7	281,2	161,1	281,2	883,1	95
2 ^e trimestre	1.063	90,7	59,1	175,1	289,1	170,9	289,1	924,2	94
3 ^e trimestre	1.069	91,9	56,1	167,2	280,5	169,3	280,5	897,4	94
4 ^e trimestre	1.077	92,3	57,5	177,1	297,4	173,0	297,4	944,8	94
1973 1 ^{er} trimestre	1.080	97,5	60,7	182,3	317,4	185,1	317,4	1.002,3	94
2 ^e trimestre	1.080	101,6	63,4	194,6	316,5	190,7	316,5	1.018,6	94
1972 Août	1.068	89,6	55,5	153,5	274,0	160,8	274,0	862,3	94
Septembre	1.072	77,6	55,4	159,6	266,9	156,4	266,9	849,9	94
Octobre	1.075	93,1	57,4	179,5	297,0	173,9	297,0	947,2	94
Novembre	1.077	90,9	56,3	166,3	295,9	173,7	295,9	931,9	95
Décembre	1.080	92,8	58,9	185,4	299,3	171,3	299,3	955,4	94
1973 Janvier	1.080	102,8	60,9	194,5	330,4	196,5	330,4	1.051,8	93
Février	1.080	95,2	60,5	171,9	310,2	178,5	310,2	970,9	95
Mars	1.081	94,6	60,6	180,5	311,7	180,4	311,7	984,3	95
Avril	1.080	95,4	60,8	181,9	291,2	168,1	291,2	932,3	94
Mai	1.080	103,5	64,3	200,1	340,3	202,2	340,3	1.083,0	94
Juin	1.081	105,8	65,1	201,9	318,1	202,3	318,1	1.040,5	95
Juillet	1.083	125,1	60,6	232,5	360,7	238,3	360,7	1.192,3	93
Août	1.085	94,3	57,9	172,6	308,7	179,8	308,7	969,8	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1969	1970	1971	1972	1972	1978	1972	1978
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 juin	30 juin	31 juillet	31 juillet
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	12,3	10,1	11,8	18,4	8,8	26,1	12,5	25,0
Prêts au jour le jour	11,9	11,0	9,9	14,4	9,5	6,4	7,5	10,0
Banquiers	111,8	138,9	163,8	245,2	186,3	271,7	180,0	276,9
Maison-mère, succursales et filiales	15,6	38,8	55,5	48,4	47,4	51,1	47,3	54,5
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	30,9	24,9	27,1	21,9	45,5	25,2	20,0	19,2
Portefeuille-effets	142,2	156,7	147,4	149,4	162,8	171,4	154,2	154,3
a) Effets publics	46,8	41,0	25,2	16,7	32,1	30,8	24,5	22,5
b) Effets commerciaux ³	95,4	115,7	122,2	132,7	130,7	140,6	129,7	131,8
Reports et avances sur titres	1,4	1,8	1,9	2,7	2,3	2,0	2,3	2,5
Débiteurs par acceptations	29,3	37,2	45,5	48,3	47,8	41,0	45,3	41,3
Débiteurs divers	116,0	156,2	198,0	232,7	214,2	256,9	222,3	271,9
Valeurs mobilières	141,4	175,7	224,4	280,0	256,3	320,6	258,8	320,1
a) Fonds publics belges	133,0	159,7	197,4	240,6	220,2	275,0	220,5	273,2
b) Autres titres d'emprunt	8,2	15,8	26,7	38,9	35,5	44,9	37,7	46,4
c) Actions et parts de sociétés	0,2	0,1	0,1	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3
d) Autres valeurs mobilières	—	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4
Participations	6,6	7,9	8,4	9,1	8,7	9,5	8,7	9,8
a) Filiales	2,3	2,4	2,7	3,0	2,8	3,4	2,8	3,8
b) Autres participations	4,3	5,5	5,7	6,1	5,9	6,1	5,9	6,0
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles	4,2	5,0	5,9	7,4	6,2	8,3	6,3	8,5
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,6	0,8	0,9	1,1	0,9	1,3	0,9	1,3
Divers	7,3	9,6	12,6	16,1	13,2	21,7	12,4	20,3
Total de l'actif ...	633,1	776,3	915,0	1.097,0	1.011,8	1.215,2	980,5	1.217,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
 ² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(milliards de francs)

1969 31 décembre	21,2	1971 31 décembre	21,8	1972 30 juin	19,7	1972 31 juillet	10,1
1970 31 décembre	19,8	1972 31 décembre	28,8	1978 30 juin	27,9	1978 31 juillet	31,4

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

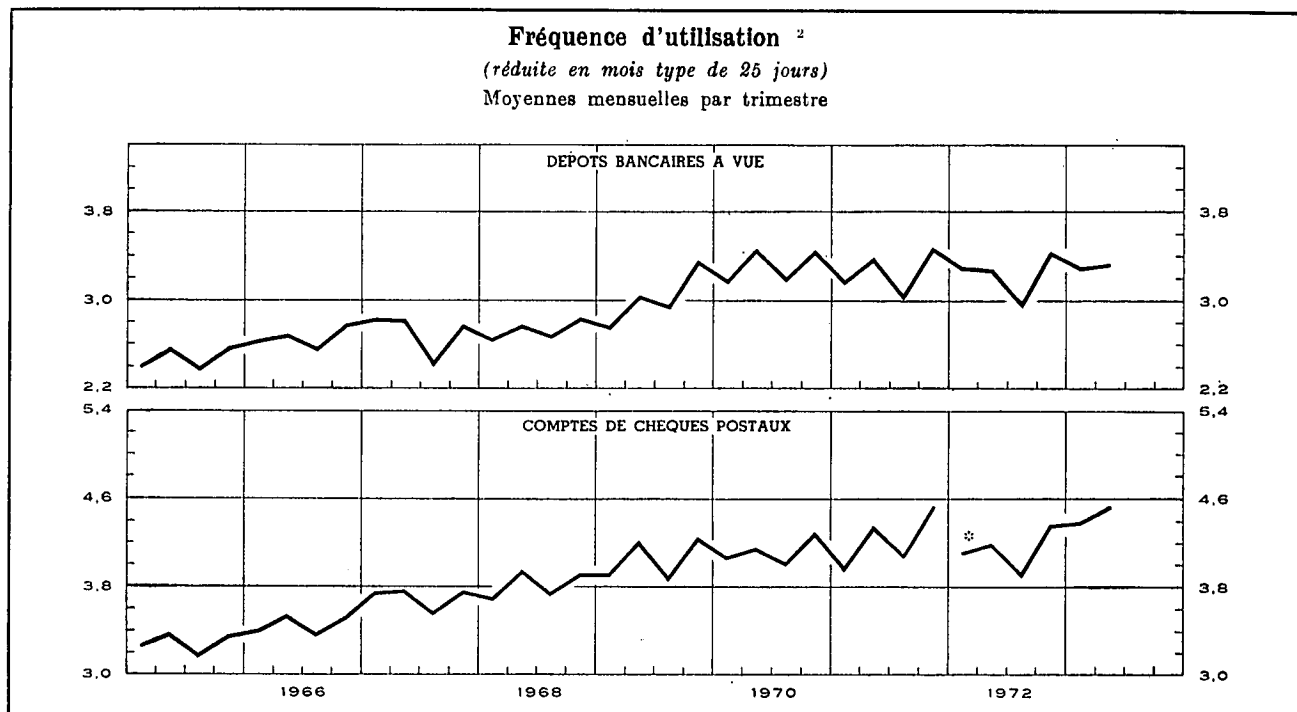
Passif

Rubriques	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1972 30 juin	1973 30 juin	1972 31 juillet	1973 31 juillet
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,9	1,0	1,4	2,1	0,8	1,2	0,7	1,9
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,6	0,7	0,9	1,0	0,6	0,8	0,6	0,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,3	0,3	0,5	1,1	0,2	0,4	0,1	1,0
Emprunts au jour le jour	6,9	10,0	13,2	20,9	20,0	20,4	13,9	20,3
a) Couverts par des sûretés réelles	1,6	1,3	2,6	2,9	2,7	4,2	2,9	3,1
b) Non couverts par des sûretés réelles	5,3	8,7	10,6	18,0	17,3	16,2	11,0	17,2
Banquiers	164,5	243,3	286,4	371,9	311,9	416,0	316,6	424,0
Maison-mère, succursales et filiales	12,4	17,3	34,1	37,4	31,6	43,4	37,5	45,4
Acceptations	29,3	37,2	45,5	48,3	47,8	41,0	45,4	41,3
Autres valeurs à payer à court terme ²	22,5	18,0	17,0	8,9	34,0	9,4	9,5	8,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,9	1,8	1,7	1,6	1,7	1,8	1,5	1,8
Dépôts et comptes courants	322,6	365,8	422,7	501,9	463,6	565,0	457,0	556,5
a) A vue	124,0	140,6	164,0	193,5	192,3	221,1	180,1	205,3
b) A un mois au plus	26,3	33,0	36,8	36,2	31,4	41,7	30,6	44,9
c) A plus d'un mois	85,1	96,5	96,9	105,2	93,5	120,6	95,4	121,5
d) A plus d'un an	6,1	8,5	15,0	19,1	17,1	20,4	17,7	20,8
e) A plus de deux ans	7,4	10,7	11,2	13,1	11,8	14,4	12,5	14,5
f) Carnets de dépôts	71,9	74,6	96,6	132,4	115,2	144,4	118,4	147,3
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,8	1,9	2,2	2,4	2,3	2,4	2,3	2,2
Obligations et bons de caisse	18,7	23,3	28,4	33,9	31,3	36,9	31,8	37,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,2	1,5	1,4	1,4	1,3	1,4	1,3
Divers	17,4	19,3	23,3	26,5	26,2	33,4	23,5	33,4
Total de l'exigible ...	598,3	738,2	875,2	1.054,8	970,3	1.169,8	938,8	1.172,1
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	2,4	3,9	3,7	3,6	3,6	3,0	3,6	3,0
Non exigible :								
Capital	20,4	21,1	21,7	22,8	22,1	24,0	22,2	24,0
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,3	4,3	4,1	4,2	4,2	5,6	4,3	5,6
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4
Réserve disponible	6,4	7,3	8,4	9,7	9,7	10,9	9,7	10,9
Provisions	0,3	0,4	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
Total du non exigible :	32,4	34,2	36,1	38,6	37,9	42,4	38,1	42,5
Total du passif ...	633,1	776,3	915,0	1.097,0	1.011,8	1.215,2	980,5	1.217,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,80
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1971 2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
1971 3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
1971 4 ^e trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1972 1 ^{er} trimestre	401,4	253,5	654,9	3,37	3,29	4,12
1972 2 ^e trimestre	438,5	281,3	719,8	3,23	3,27	4,20
1972 3 ^e trimestre	418,3	251,6	669,9	3,07	2,99	3,92
1972 4 ^e trimestre	483,2	279,2	762,4	3,44	3,45	4,38
1973 1 ^{er} trimestre	482,8	291,3	774,1	3,39	3,30	4,40
1973 2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
1972 Août	393,8	248,9	642,7	2,96	2,85	3,94
1972 Septembre	416,2	247,0	663,2	3,10	2,98	3,91
1972 Octobre	453,4	266,3	719,7	3,39	3,26	4,08
1972 Novembre	477,9	287,1	765,0	3,34	3,48	4,62
1972 Décembre	518,3	284,2	802,5	3,60	3,60	4,43
1973 Janvier	482,6	297,0	779,6	3,46	3,32	4,48
1973 Février	495,6	305,8	801,4	3,30	3,44	4,67
1973 Mars	470,1	271,1	741,2	3,40	3,15	4,05
1973 Avril	527,5	288,7	816,2	3,27	3,41	4,28
1973 Mai	541,4	325,7	867,1	3,44	3,44	4,74
1973 Juin	517,1	312,5	829,6	3,14	3,14	4,61
1973 Juillet	558,0	301,0	859,0	3,44	3,44	4,61
1973 Août	492,1	282,8	774,9	3,28	3,16	4,38

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

* A partir de janvier 1972 : nouvelle série en raison de l'amélioration du matériel statistique.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

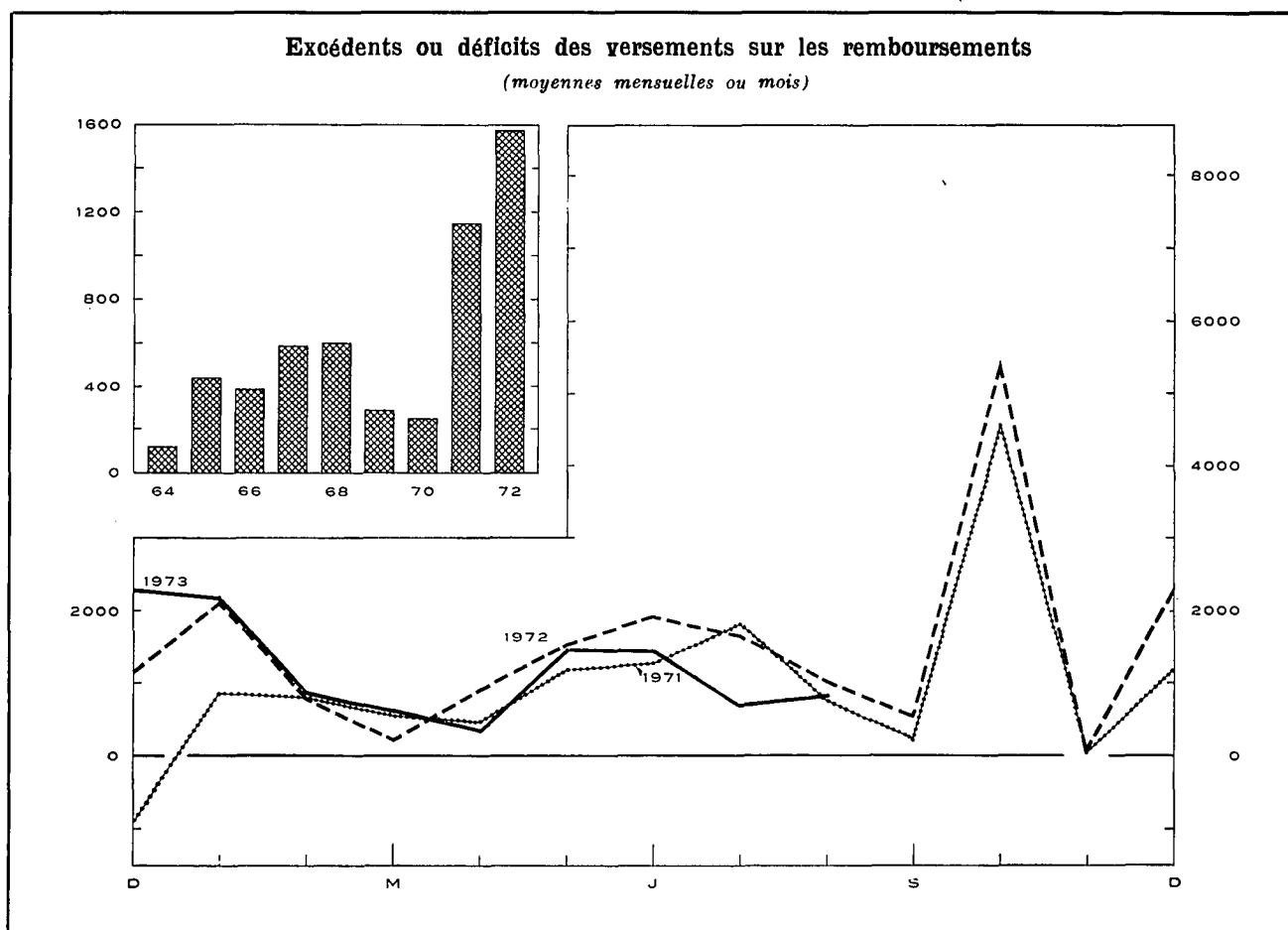
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971 Mars	7,4	4,5	...	1,9	...	10,3	...	...
Juin	8,0	4,2	2,0	...	0,6	11,3	...	...
Septembre	8,8	3,9	...	4,2	...	13,2	...	...
Décembre	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Janvier	8,9	3,9	...	...	0,1	9,2	...	...
Février	10,7	1,9	...	...	1,2	10,2	...	...
Mars	11,2	5,9	...	...	0,1	13,5	...	...
Avril	12,1	5,6	...	...	0,8	14,9	...	...
Mai	13,0	5,4	...	...	0,2	15,0	...	...
Juin	13,1	4,2	...	...	1,3	14,9	...	...
Juillet	12,5	0,5	...	...	0,2	9,7	...	...
Août	12,4	5,0	...	...	1,0	11,3	2,4	1,0
Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Octobre	13,5	...	...	0,1	2,0	11,6	...	...
Novembre	15,2	...	...	...	1,2	12,7	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M.
	Versements 1	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde des dépôts à fin de période 2	Bons d'épargne Montant en circulation à fin de période (6)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6
1971 2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 ^e trimestre	27,2	21,4	5,8	178,2	12,3
1972 1 ^{er} trimestre	26,8	23,6	3,2	181,4	12,0
2 ^e trimestre	29,2	24,8	4,4	185,8	13,1
3 ^e trimestre	27,5	24,2	3,3	189,1	14,0
4 ^e trimestre	36,9	29,0	7,9	202,9	14,6
1973 1 ^{er} trimestre	35,5	31,8	3,7	206,6	16,1
2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7
1972 Août	8,7	7,7	1,0	188,5	13,7
Septembre	9,2	8,6	0,6	189,1	14,0
Octobre	15,5	10,0	5,5	194,6	14,2
Novembre	9,5	9,4	0,1	194,7	14,5
Décembre	11,8	9,5	2,3	202,9	14,6
1973 Janvier	12,4	10,2	2,2	205,1	14,1
Février	11,2	10,3	0,9	206,0	15,4
Mars	11,9	11,3	0,6	206,6	16,1
Avril	11,2	10,8	0,4	207,0	16,4
Mai	12,9	11,4	1,5	208,5	16,6
Juin	13,9	12,4	1,5	210,0	16,7
Juillet	13,0	12,3	0,7	210,7	17,3
Août	11,5	10,7	0,8	211,5	17,6

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965,

la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1972, les intérêts capitalisés s'élèvent à 5,9 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2
Placements provisoires ² :									
Effets sur la Belgique	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3
Placements définitifs ^{2 3} :									
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3
Ouverture de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :									
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7	190,3
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6
<i>Non exigible ³ :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Avances à la Caisse publique de prêts divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	⁵
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3	⁵
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	23,3

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁵ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 déc.	1964 31 déc.	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs ¹ :									
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ² ...	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8
2° garantis par banques et organismes financiers ..	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5
3° dont le risque est à charge de l'Institution	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—
Crédits commerciaux	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3
Placements divers à court terme	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7

PASSIF

Obligations	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5
Bons de caisse	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1972 31 mai	1973 31 mai	1972 30 juin	1973 30 juin
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	0,5	0,5	2,0	0,5	2,6	0,6	2,6
2. Prêts au jour le jour	0,5	0,5	0,7	0,2	0,3	0,2	0,4	0,1
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	4,2	2,9	5,6	6,4	7,2	7,0	8,0	8,5
4. Créances à court terme	0,7	1,0	1,1	1,2	0,9	1,2	1,0	1,4
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,8	1,6	1,9	1,3	1,2	1,3	1,2	1,4
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	6,6	7,5	8,2	9,3	8,2	10,4	8,4	10,5
7. Portefeuille-titres et participations	41,3	49,2	63,8	82,8	72,5	87,0	73,2	88,2
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(0,5)	(0,6)	(0,3)	(0,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(17,8)	(20,4)	(24,2)	(31,0)	(27,5)	(33,4)	(27,4)	(33,0)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(20,2)	(24,1)	(32,4)	(40,9)	(36,5)	(42,6)	(37,1)	(44,0)
c) Obligations de sociétés belges	(2,0)	(2,2)	(3,6)	(6,6)	(4,9)	(6,7)	(5,2)	(7,2)
d) Actions de sociétés belges	(0,6)	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(1,3)	(1,4)	(1,4)	(1,4)
e) Autres titres et participations	(0,2)	(1,1)	(1,6)	(2,0)	(1,8)	(2,3)	(1,8)	(2,0)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires ...	69,1	76,7	83,5	93,6	86,3	100,0	87,2	101,3
9. Actionnaires ou sociétaires	0,6	0,8	1,1	1,4	1,1	1,4	1,1	1,4
10. Débiteurs divers	1,1	1,4	1,5	1,6	1,4	1,5	1,8	1,9
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,7)	(0,7)	(0,9)	(1,1)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(...)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
autres	(0,4)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,6)	(0,7)	(0,8)	(0,7)
11. Divers	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles .....	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	...
2. Terrains et immeubles	1,3	1,9	2,2	2,5	2,4	2,9	2,3	2,9
3. Matériel et mobilier	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
III. Comptes transitoires ¹	1,8	2,3	2,9	4,3	1,6	1,9	2,6	2,2
Total de l'actif ...	130,8	147,6	174,3	207,9	184,9	218,7	189,1	223,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1972 31 mai	1973 31 mai	1972 30 juin	1978 30 juin
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	65,6	72,8	89,1	113,2	96,3	120,1	98,3	123,5
Dépôts à 2 ans et plus	20,7	22,7	25,2	27,9	26,5	28,8	26,7	29,1
Obligations et bons de caisse	29,4	35,7	41,8	46,0	44,1	48,4	44,4	49,3
	115,7	131,2	156,1	187,1	166,9	197,3	169,4	201,9
II. Réserves techniques	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
III. Fonds de reconstitution	1,9	2,0	2,0	2,1	2,0	2,2	2,0	2,2
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,2	0,3	0,3	0,3	...	...	0,2	0,2
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	...	0,4	...	...
auprès d'intermédiaires financiers .....	...	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	...
autres emprunts	0,1	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I.8 de l'actif	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
4. Autres engagements à court terme	0,3	0,4	0,4	0,5	0,2	0,2	0,3	0,4
5. Créanciers divers	0,9	1,0	0,9	1,1	0,4	0,8	0,7	0,9
6. Provisions pour charges	0,2	0,2	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	0,6
7. Divers	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,2
	3,5	3,6	3,5	4,1	2,8	3,8	3,3	3,7
V. Fonds propres :								
1. Capital	3,1	3,5	4,1	5,0	4,1	5,0	4,1	5,0
2. Réserve légale	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
3. Autres réserves	3,1	3,5	4,1	4,4	4,5	4,9	4,5	5,0
	6,5	7,3	8,5	9,8	9,0	10,3	9,0	10,4
VI. Provisions pour dépréciation	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
VII. Comptes transitoires ¹	2,0	2,4	3,0	3,5	3,0	3,9	4,2	4,2
Total du passif ...	130,8	147,6	174,3	207,9	184,9	218,7	189,1	223,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs			Total des paiements effectués par le débit de ces comptes		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1971 2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,9	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1972 1 ^{er} trimestre	10,3	6,0	0,9	1,5	8,4	0,1	8,0	8,1	10,6	144,6	13,2	5,1	8,1	32,8	
2 ^e trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3	
3 ^e trimestre	10,7	5,6	1,0	1,3	7,9	0,1	7,0	7,1	11,5	152,7	15,8	5,8	9,5	25,3	
4 ^e trimestre	11,5	5,7	1,0	1,8	8,5	0,3	8,6	8,9	11,1	157,3	15,2	7,1	8,9	25,4	
1973 1 ^{er} trimestre	11,1	5,7	1,1	1,8	8,6	0,2	8,3	8,5	11,2	161,3	18,2	6,8	9,7	36,1	
2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,5	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2	
1972 Août	10,9	1,6	0,2	0,5	2,3	...	2,2	2,2	11,0	150,8	16,5	6,8	9,2	7,5	
Septembre	11,0	2,1	0,3	0,4	2,8	0,1	2,2	2,3	11,5	152,7	15,8	5,5	9,6	5,1	
Octobre	11,5	2,4	0,4	0,6	3,4	0,1	3,2	3,3	11,6	153,6	14,4	5,4	10,0	10,0	
Novembre	11,6	1,9	0,3	0,4	2,6	0,1	2,6	2,7	11,5	155,7	15,2	7,9	8,6	6,5	
Décembre	11,5	1,4	0,3	0,8	2,5	0,1	2,8	2,9	11,1	157,3	15,2	8,1	8,2	8,9	
1973 Janvier	11,1	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	2,6	2,7	11,6	157,0	15,9	6,3	9,8	16,0	
Février	11,6	2,0	0,3	0,3	2,6	...	2,4	2,4	11,8	159,1	16,2	7,8	9,3	10,7	
Mars	11,8	1,8	0,4	0,6	2,8	0,1	3,3	3,4	11,2	161,3	18,2	6,2	10,0	9,4	
Avril	11,2	2,0	0,3	0,4	2,7	0,1	2,2	2,3	11,6	162,8	19,8	4,9	10,9	9,5	
Mai	11,7	1,6	0,2	0,5	2,3	...	2,5	2,5	11,5	164,6	20,4	6,2	10,8	9,0	
Juin	11,4	1,9	0,2	0,5	2,6	0,1	2,8	2,8	11,2	166,3	21,3	5,9	11,5	7,7	
Juillet	11,2	2,7	0,4	0,6	3,7	...	3,1	3,1	11,8	167,6	20,1	4,5	14,0	14,8	
Août	11,8	1,9	0,2	0,5	2,6	0,1	2,5	2,6	11,8	169,7	20,7	5,2	12,8	7,6	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4
Prêts sur polices	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5
Titres des organismes parastataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2			
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5			
Titres des provinces et communes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9			
Valeurs étrangères	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6
Actions de sociétés belges	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8

Sociétés étrangères

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Inmeubles	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5
Prêts hypothécaires	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2
Titres des organismes parastataux de crédit	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5			
Titres des autres organismes parastataux	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1			
Titres des provinces et communes	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4			
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5
Actions de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
Total des valeurs mobilières ...	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
I. Particuliers :							
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisses d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4	21,7	17,7	17,9
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7	19,9	26,5	20,6
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0	2,1	3,0	2,0
Mutualités	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total ...	19,2	36,4	32,0	42,3	43,9	47,4	40,6
Doubles emplois ³ ...	— 1,5	— 10,2	— 7,4	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3	34,7	23,5	30,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,6	1,3	1,7	2,1	1,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,7
Caisses de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,5	0,7	0,6	0,8
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,8	6,5	7,1	7,4	7,8
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9	2,4	3,0	3,0
Total ...	10,8	10,7	12,2	11,7	13,2	14,5	15,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,3	14,7	16,0	14,9	15,4	16,0
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	10,5	11,8	15,3	19,0	10,2
Total ...	24,0	32,7	25,2	27,9	30,2	34,4	26,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8	44,6	49,5	47,1
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 1,8	— 2,0	— 1,3	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1
Epargne nette totale ...	72,5	87,2	87,3	107,6	117,7	117,5	118,7
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8	14,8	16,0	18,6
Epargne brute totale ...	83,1	99,0	99,9	121,4	132,5	133,5	137,3
II. Entreprises : ⁵							
A. <i>Entreprises privées</i> :							
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0			
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6			
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6			
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :							
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8			
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5			
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3			
Total général particuliers et entreprises ...							
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3			
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2			

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

⁵ Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 1968 et suivantes.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	p 1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁵	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
	p 1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	5,9	7,6	14,7
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	p 1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
	p 1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	0,1	0,7	25,8
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	p 1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8
	p 1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles. Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972 qui s'élève respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3, 2,2 - 2,3, 3,9, 3,7 et 1,0 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » : 0,6, 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9 et 3,7 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 8,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
							147.000			
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Interc. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-1987	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-1981-1987	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs libes des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total de la dette directe ²				
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
Juin	470,9	17,2	88,5	60,6	637,2	7,0	4,9	11,9	649,1	54,5	703,6	1,6	705,2
Août	469,7	17,6	77,6	57,2	622,1	6,9	4,4	11,3	633,4	54,8	688,2	1,5	689,7
Septembre	504,5	18,2	59,9	58,5	641,1	6,7	3,3	10,0	651,1	54,6	705,7	1,5	707,2
Octobre	503,5	18,2	62,6	64,1	648,4	6,6	2,7	9,3	657,7	54,3	712,0	1,5	713,5
Novembre	496,3	17,8	60,2	57,8	632,1	6,6	2,1	8,7	640,8	66,3	707,1	1,4	708,5
Décembre	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Janvier	521,9	17,5	53,1	66,9	659,4	6,5	0,9	7,4	666,8	65,5	732,3	1,4	733,7
Février	519,4	17,3	65,0	61,7	663,4	6,2	...	6,2	669,6	65,3	734,9	1,3	736,2
Mars	514,9	17,5	80,5	61,4	674,3	6,1	...	6,1	680,4	65,2	745,6	1,3	746,9
Avril	511,2	17,1	83,0	72,5	683,8	6,0	...	6,0	689,8	64,9	754,7	1,3	756,0
Mai	542,5	17,1	69,1	67,6	696,3	5,9	...	5,9	702,2	64,6	766,8	1,3	768,1
Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
Juillet	534,7	16,4	64,1	64,2	679,4	5,6	...	5,6	685,0	63,8	748,8	1,2	750,0
Août	533,2	16,4	71,3	59,6	680,5	5,6	...	5,6	686,1	63,5	749,6	1,2	750,8

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ⁷	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale ⁶	Divers			
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	...	+ 63,7	...
1972 8 prem. mois	+ 45,3	- 0,3	+ 45,0	+ 2,9	...	- 1,1	- 0,5 ¹⁰	...	+ 43,7	...
1973 8 prem. mois	+ 39,4	- 0,2	+ 39,2	+ 0,9	...	- 1,7	...	...	+ 40,0	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D. : - 0,5.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zéro et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,4

Titres non accessibles à tout placeur

1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—
1971	72,2	20,1	25,2	22,0	47,8	187,3	—

Total

1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	10,6
1971	494,5	70,0	25,2	98,6	337,6	1.025,9	10,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., le C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		
Titres accessibles à tout placeur ¹										
1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	386,2	4,1	3,0	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,6
1971	433,2	3,7	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	99,5	29,6	838,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,5	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,5	158,2
1970	8,1	0,4	0,2	1,9	67,8	—	29,8	53,6	5,0	166,8
1971	9,2	0,4	0,3	2,1	72,3	—	38,2	56,6	8,2	187,3
Total										
1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,7	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,2	801,5
1970	394,3	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	149,0	23,4	882,4
1971	442,4	4,1	2,9	8,4	242,5	8,2	123,5	156,1	37,8	1.025,9

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXX^e année, vol. I, no 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XL^e année, vol. I, no 8, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

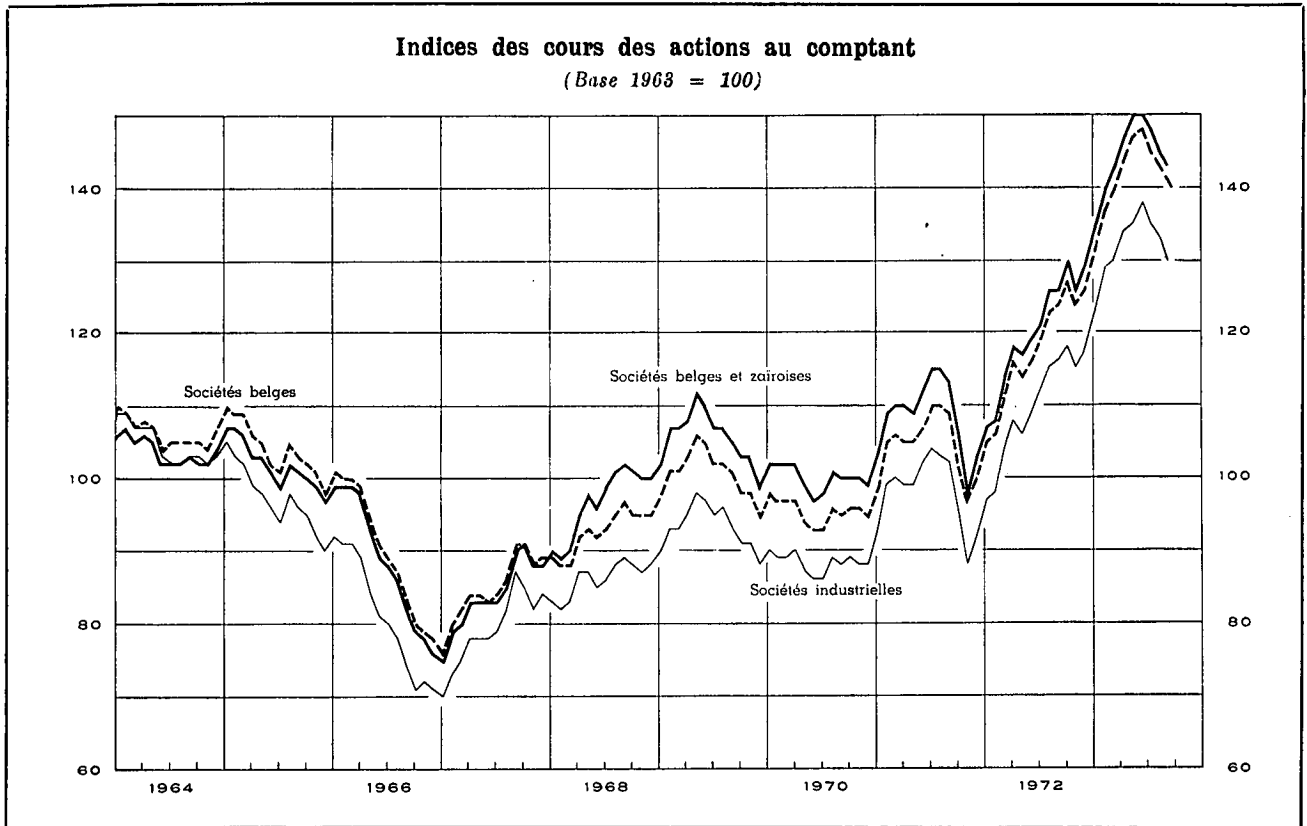
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 8,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 8, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 8, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1	Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3						
		Au comptant					A terme	Valeurs belges						
		Valeurs belges et zairoises	Valeurs belges		Ensemble	Sociétés industrielles		Ensemble	Sociétés industrielles					
			(Base 1963 = 100) 2						en %					
1965	83	102	104	97	98	98	3,4	3,5						
1966	71	88	90	80	88	88	4,1	4,2						
1967	81	84	85	79	91	91	4,2	4,0						
1968	134	97	93	86	118	118	3,8 ⁴	3,8 ⁴						
1969	149	106	101	93	141	141	3,7	3,4						
1970	112	100	95	88	128	128	4,9	5,2						
1971	169	109	105	98	133	133	5,2	5,9						
1972	199	121	118	110	147	147	4,1	3,9						
	1972	1978	1972	1978	1972	1978	1972	1978	1972	1978	1972	1978	1972	1978
Janvier	152	305	107	135	105	132	97	123	132	163	5,2	3,5	5,9	3,0
Février	152	334	108	140	106	137	98	129	132	164	4,9	3,5	5,3	3,2
Mars	191	292	114	143	111	140	104	130	138	161	4,7	3,4	5,1	3,2
Avril	214	338	118	147	116	144	108	134	142	166	4,2	3,4	3,9	3,4
Mai	224	338	117	150	114	147	106	135	143	169	3,9	3,7	3,6	3,7
Juin	190	322	119	150	116	148	109	138	148	166	4,0	3,7	3,6	3,7
Juillet	186	252	121	148	119	145	112	135	149	163	3,8	3,8	3,4	3,8
Août	214	177	126	145	123	143	115	133	153	160	3,8	3,9	3,4	3,8
Septembre	229		126	143	124	140	116	130	154	158	3,7	3,9	3,4	3,9
Octobre	229		130		127		118		155		3,7		3,3	
Novembre	196		126		124		115		151		3,7		3,3	
Décembre	211		129		126		117		154		3,6		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6

Sociétés financières et immobilières ⁵

1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,8	2,8

Industries des fabrications métalliques

1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2

Métallurgie du fer

1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2

Industrie textile

1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1

Electricité

1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1

Industrie du charbon

1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,6	7,0

Noter voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2

C. — Total général ⁶

1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,9	7,2

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 1 ^{er} mois	137	2,1	1,9	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	304	10,9	9,9	2,3	0,4	0,9	0,7
3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
4 premiers mois	3.817	83,0	50,0	13,4	2,2	5,7	1,6
5 premiers mois	7.731	222,7	118,9	31,9	4,7	14,8	2,0
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
7 premiers mois	11.098	316,2	175,5	44,5	6,9	20,9	2,6
8 premiers mois	11.356	319,4	177,0	45,0	7,0	21,0	2,8
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
10 premiers mois	12.138	329,4	183,7	46,6	7,4	21,6	3,5
11 premiers mois	12.460	336,2	188,0	47,7	7,7	22,2	4,0
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1

Notes : voir page suivante.

XVII - 3 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	27	2,4	0,5	0,2	...	0,1	0,1
5 premiers mois	81	17,0	10,0	2,2	...	1,6	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
7 premiers mois	179	36,8	25,5	6,6	0,2	3,5	0,1
8 premiers mois	183	37,2	25,8	6,6	0,2	3,5	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
10 premiers mois	203	38,7	26,5	6,8	0,2	3,7	0,1
11 premiers mois	213	40,8	27,7	7,0	0,2	3,8	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 1 ^{er} mois	138	2,1	2,0	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	306	10,9	10,0	2,3	0,4	0,9	0,8
3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
4 premiers mois	3.844	85,4	50,5	13,6	2,2	5,8	1,7
5 premiers mois	7.812	239,7	128,9	34,1	4,7	16,4	2,1
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
7 premiers mois	11.277	353,0	201,0	51,1	7,1	24,4	2,7
8 premiers mois	11.539	356,6	202,8	51,6	7,2	24,5	2,9
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
10 premiers mois	12.341	368,1	210,2	53,4	7,6	25,3	3,6
11 premiers mois	12.673	377,0	215,7	54,7	7,9	26,0	4,1
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4 — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	<i>p</i> 18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	<i>p</i> 26,3	42,3
1971	26,8	n.d.	<i>p</i> 12,1	<i>p</i> 4,1	<i>p</i> 8,0	<i>p</i> 5,9	<i>p</i> 13,9	n.d.	n.d.

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	<i>p</i> ...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4	<i>p</i> - 0,4	- 0,4
1971	4,4	n.d.	<i>p</i> 0,2	<i>p</i> 1,6	<i>p</i> - 1,4	<i>p</i> ...	<i>p</i> - 1,4	n.d.	n.d.

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	<i>p</i> 18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	<i>p</i> 25,9	41,9
1971	31,2	n.d.	<i>p</i> 12,3	<i>p</i> 5,7	<i>p</i> 6,6	<i>p</i> 5,9	<i>p</i> 12,5	n.d.	n.d.

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1971 3 premiers mois	3,1	1,5	5,3	6,8	1,3	...	...	...
6 premiers mois	12,4	6,6	8,6	15,2	4,2	2,6	...	2,6
9 premiers mois	16,0	8,0	10,8	18,8	4,2	2,6	...	2,6
12 mois	26,8	11,6	<i>p</i> 12,1	<i>p</i> 23,7	4,4	2,6	<i>p</i> 0,2	<i>p</i> 2,8
1972 3 premiers mois ... <i>p</i>	5,8	4,0	0,5	4,5	...	...	1,1	1,1
6 premiers mois ... <i>p</i>	12,7	6,4	8,1	14,5	...	...	1,6	1,6
9 premiers mois ... <i>p</i>	21,6	11,6	11,6	23,2	...	...	1,6	1,6
12 mois	41,3	17,4	17,7	35,1	...	...	1,6	1,6
1973 3 premiers mois ... <i>p</i>	5,5	3,5	4,1	7,6	...	...	...	...
1972 Mai	2,2	0,7	2,9	3,6	...	...	...	...
Juin	2,8	1,0	3,6	4,6	...	...	...	...
Juillet	4,3	3,2	3,4	6,6	...	...	...	...
Août	2,4	1,2	0,1	1,3	...	...	...	...
Septembre	2,2	0,8	...	0,8	...	...	...	...
Octobre	1,2	0,7	1,0	1,7	...	...	...	...
Novembre	9,2	3,2	1,2	4,4	...	...	...	...
Décembre	9,3	1,9	3,9	5,8	...	...	...	...
1973 Janvier	1,7	0,6	0,4	1,0	...	...	...	...
Février	1,2	0,7	0,6	1,3	...	...	...	...
Mars	2,6	2,2	3,1	5,3	...	...	...	...
Avril	1,7	0,9	0,3	1,2	...	...	...	...
Mai	3,1	0,9	2,0	2,9	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 ³	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 ³	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
Décembre	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars	267,1	3,0	270,1	188,1	67,6	142,9	92,8	491,4	761,5
Juin	281,3	1,9	283,2	189,7	69,9	150,6	95,4	505,6	788,8
Septembre	290,3	1,5	291,8	194,0	71,7	156,9	98,5	521,1	812,9
Décembre	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	p 177,7	p 111,5	p 577,0	p 920,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1965	3,9
1966	4,5
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1971 2 ^o trimestre ...	5,2
3 ^o trimestre ...	5,9
4 ^o trimestre ...	6,0
1972 1 ^{er} trimestre ...	6,2
2 ^o trimestre ...	6,3
3 ^o trimestre ...	7,7
4 ^o trimestre ...	9,3
1973 1 ^{er} trimestre ...	10,4
2 ^o trimestre ...	10,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1965	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 ⁴
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1971 3 ^e trimestre	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
1971 4 ^e trimestre	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 ^{er} trimestre	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
1972 2 ^e trimestre	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
1972 3 ^e trimestre	5,5	0,3	3,8	2,2	1,6	5,2	0,6	9,6
1972 4 ^e trimestre	5,1	0,9	4,0	2,5	2,2	4,6	0,7	10,0
1973 1 ^{er} trimestre	7,6	0,7	4,1	2,6	3,1	6,2	0,5	12,4
1973 2 ^e trimestre	5,3	2,6	4,2	2,8	0,2	8,1	1,0	12,1
1973 3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
1972 Septembre	6,5	0,2	4,4	2,5	1,7	6,6	0,3	11,1
1972 Octobre	2,3	1,7	3,3	3,2	0,1	3,2	0,8	7,3
1972 Novembre	7,2	0,6	4,6	1,8	3,0	6,9	0,7	12,4
1972 Décembre	5,9	0,4	4,1	2,4	3,6	3,9	0,5	10,4
1973 Janvier	10,7	...	5,1	1,5	8,5	5,3	0,5	15,8
1973 Février	6,3	1,0	3,4	3,0	0,2	7,0	0,5	10,7
1973 Mars	5,5	1,1	4,0	3,5	0,2	6,3	0,6	10,6
1973 Avril	4,5	0,6	4,2	3,0	...	5,5	0,8	9,3
1973 Mai	4,2	6,4	4,8	3,7	...	10,7	1,0	15,4
1973 Juin	7,2	0,8	3,7	1,9	0,6	8,0	1,2	11,7
1973 Juillet	4,3	0,5	3,2	4,1	1,6	1,2	1,1	8,0
1973 Août	8,7	...	4,5	1,6	8,7	2,6	0,3	13,2
1973 Septembre	9,2	...	5,0	2,3	7,2	4,0	0,7	14,2

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

⁴ Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1971 2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 ^e trimestre	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3
1972 1 ^{er} trimestre	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7
2 ^e trimestre	131,8	4,6	20,6	12,9	169,9
3 ^e trimestre	132,0	3,4	21,6	13,7	170,7
4 ^e trimestre	129,7	3,0	29,1	18,2	180,0
1973 1 ^{er} trimestre	139,2	2,5	28,7	14,7	185,1
2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.
⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0				
Juin	9	48,0	20,0	8,3	19,7				
Septembre	8	44,4	18,4	11,4	14,6				
Octobre	8	44,4	19,1	13,0	12,3				
Novembre	8	46,1	20,1	11,8	14,2				
Décembre	8	46,2	20,4	14,6	11,2				
1973 Janvier	8	46,2	19,4	13,3	13,5				
Février	8	46,2	18,4	10,5	17,3				
Mars	7 1/2	45,0	17,9	9,2	17,9				
Avril	7 1/2	45,0	16,6	8,0	20,4				
Mai	7 1/4 ⁴	45,0 ⁵	16,9 ⁵	17,2 ⁵	10,9 ⁵				
Juin	7 1/4	45,4 ⁶	16,0 ⁶	12,3 ⁶	17,1 ⁶				
Juillet	7 1/4	45,4	16,3	17,8	11,3				
Août	6 1/2	42,6	16,0	14,9	11,7				
Septembre	6 1/2	42,6	17,4	17,0	8,2				

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables

après de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

4 A partir du 31 mai 1973. Comme il s'agit d'un jour férié, ce taux n'est effectif qu'à partir du 1er juin 1973.

5 Situation au 30 mai 1973.

6 Situation au 29 juin 1973.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge »

— XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ».

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6			
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
	(fin de période)									
1965	3,17									
1966	3,88									
1967	3,19									
1968	2,84									
1969	5,40									
1970	6,25									
1971	3,70									
1972	2,48									
1971 3 ^e trimestre	4,07									
4 ^e trimestre	4,00									
1972 1 ^{er} trimestre	2,45									
2 ^e trimestre	2,08									
3 ^e trimestre	2,23									
4 ^e trimestre	3,07									
1973 1 ^{er} trimestre	3,14									
2 ^e trimestre	3,19									
3 ^e trimestre	5,77									
1972 Septembre	1,73									
Octobre	3,42									
Novembre	2,23									
Décembre	3,67									
1973 Janvier	3,19									
Février	3,03									
Mars	3,15									
Avril	3,07									
Mai	3,42									
Juin	2,96									
Juillet	6,11									
Août	5,79									
Septembre	5,54									
1964		4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1965		4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966		5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967		3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968		4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969		7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970		6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1971		4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972		3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 13 juin	4,00	4,30	5,00
1971 2 ^e trim.		4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	11 juill.	4,10	4,40	5,10
3 ^e trim.		3,95	4,30	4,60	4,90	5,17	12 sept.	4,20	4,50	5,20
4 ^e trim.		4,10	4,45	4,80	5,15	4,87	10 oct.	4,20	4,55	5,25
1972 1 ^{er} trim.		2,95	3,20	3,45	3,65	4,29	14 nov.	4,50	4,90	*
2 ^e trim.		3,00	3,25	3,50	3,80	3,75	12 déc.	4,85	5,25	5,85
3 ^e trim.		3,10	3,35	3,65	4,05	3,98	1973 9 janv.	5,15	5,35	6,15
4 ^e trim.		3,90	4,20	4,50	4,85	4,42	13 févr.	5,65	6,00	6,25
1973 1 ^{er} trim.		4,60	4,90	5,20	5,50	5,48	13 mars	5,65	6,00	6,25
2 ^e trim.		5,10	5,40	5,70	6,00	5,64	10 avril	5,65	6,00	6,25
3 ^e trim.		6,75	7,05	7,35	7,65	6,97	8 mai	5,65	6,00	6,25
1972 Sept.		3,10	3,35	3,65	4,05	4,05	12 juin	5,80	6,20	6,50
Oct.		3,25	3,55	3,85	4,25	4,17	10 juill.	6,50	6,75	6,75
Nov.		3,45	3,75	4,05	4,45	4,40	13 août.	7,00	7,25	7,25
Déc.		3,90	4,20	4,50	4,85	4,73	11 sept.	*	*	7,30
1973 Janv.		4,60	4,90	5,20	5,50	5,36	9 oct.	7,90	7,95	8,00
Févr.		4,60	4,90	5,20	5,50	5,50				
Mars		4,60	4,90	5,20	5,50	5,50				
Avril		4,60	4,90	5,20	5,50	5,50				
Mai		4,65	4,95	5,25	5,55	5,52				
Juin		5,10	5,40	5,70	6,00	5,87				
Juillet		5,95	6,25	6,55	6,85	6,51				
Août		6,25	6,55	6,85	7,15	7,09				
Sept.		6,75	7,05	7,35	7,65	7,47				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles).

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,20
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	4,70
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	4,70
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	4,70
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	4,20
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00	4,50
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50	4,75
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25	5,50
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50	5,75
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
A partir du 1 ^{er} septembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{er} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1965	—	—	6,43	6,55	1	6,47
1966	—	—	6,45	6,54	1	6,49
1967	—	—	6,76	6,81	1	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971 Janvier	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
Avril	6,82	7,06	7,37	7,47	8,91	7,37
Juillet	6,81	6,87	7,28	7,31	8,32	7,27
Octobre	6,80	6,91	7,29	7,21	8,23	7,25
1972 Janvier	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
Avril	6,48	6,27	6,84	6,69	7,05	6,76
Juillet	6,73	6,36	7,07	6,91	7,41	6,98
Octobre	6,59	6,61	6,95	6,83	7,25	6,88
Novembre	6,65	6,64	7,06	6,90	7,46	6,97
Décembre	6,72	6,78	7,18	7,06	7,76	7,11
1973 Janvier	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
Février	6,96	6,87	7,33	7,21	7,77	7,26
Mars	6,90	6,86	7,28	7,23	7,73	7,23
Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Mai	6,99	7,02	7,34	7,27	7,77	7,30
Juin	6,91	6,99	7,29	7,28	7,73	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Août	7,15	6,99	7,45	7,37	8,11	7,41
Septembre	7,43	7,32	7,71	7,70	8,33	7,69
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63

* Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1965 ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
											100,00	7,00
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
											100,00	7,00
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ..	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations » : XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie 2		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-67		3,—		4,50		3,50		8,—		3,50		4,50		6,—		3,—
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet ...					4	5,—							2	7,—		
Juillet ...													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		
1969 Février ..							27	8,—								
Mars													3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—							11	7,50		
Juillet ...									1	5,— ²			16	8,—		
Août									14	5,50	4	6,—				
Septembre .	11	6,—													15	3,75
Octobre ..					8	8,—										
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,—		
Juillet ...	16	7,—														
Août					27	7,50										
Septembre .													1	6,50		
Octobre ..					20	7,—										
Novembre .	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ..			8	5,25	8	6,50										
Janvier ..			22	5,—												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ..													24	5,25		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre .							2	5,00			15	5,00				
Octobre ..	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,—						6	4,50			
Février ..	25	3,00														
Mars												2	4,00			
Avril					6	5,75			10	5,50						
Juin							22	6,00								
Septembre .												8	3,00			
Octobre ..	9	3,50					13	7,25 ³								
Octobre ..							27	7,50								
Novembre .	3	4,00			2	6,50						6	4,00			
Novembre .					30	7,50										
Décembre .	1	4,50					1	7,75								
Décembre .							8	8,00								
Décembre .							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								
Avril							13	8,00					9	5,25		
Avril							19	8,25								
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50					11	6,25		
Juin											4	4,50				
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00			28	5,00				
Juillet ...							27	11,50			18	6,00				
Août			14	7,50	2	9,50						8	6,50	7	6,75	
Septembre .					20	11,00			17	9,50			13	7,25		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au r^éescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires

pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

3 Depuis le 13 octobre 1972, la Banque d'Angleterre annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1972 3 août	1973 9 août	1972 7 septembre	1973 6 septembre
ACTIF								
Encaisse or	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	15.238	21.392	32.093	38.368	37.833	42.889	38.039	41.638
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	1.368	3.407	6.863	7.896	8.015	6.347	7.937	7.070
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	1.368	2.083	2.505	2.634	2.705	2.776	2.634	2.786
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	—	952	1.933	3.225	3.225	3.571	3.225	3.570
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.341	1.161	978	730	769	597	769	597
Monnaies divisionnaires	44	18	34	37	121	146	93	123
Comptes courants postaux	252	301	518	367	201	319	202	214
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.899	1.651	1.089	...	3.452	3.452	3.452	3.452
Bons du Trésor sans intérêt ⁴	—	—	—	1.569	1.569	1.465	1.569	1.465
Effets achetés sur le marché monétaire ⁵ Effets escomptés	22.499	16.423	42.794	69.722	49.138	73.591	49.919	76.210
Effets publics	37.546	35.434							8.906	5.623	6.450	4.562	6.903	5.670
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	2.076	2.218	2.170	3.036	2.126	2.905
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Obligations cautionnées</i>	901	98	...	...	1.968	2.993	3.202	3.762
<i>Effets garantis par l'Office des Céré- ales</i> ⁶	2.907	2.709	787	4.645	248	95	551	710
<i>Autres effets sur la France</i>	8.278	7.124	10.821	27.865	16.505	30.299	17.578	28.213
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	4.707	4.769	...	...	...	159	...	1.652
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	6.632	4.290	1.511	7.274	3.674	12.984	3.386	14.005
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	7.310	8.429	9.068	10.713	10.391	7.375	8.838	7.059
<i>Effets représentatifs de crédits à moyen terme</i>	6.811	8.015	9.625	11.384	7.732	12.088	7.335	12.234
Avances sur titres	130	60	55	51	57	48	54	47
Effets en cours de recouvrement	2.806	4.724	3.944	5.511	2.827	2.655	1.973	2.494
Divers	2.082	1.718	1.893	2.333	2.019	2.155	2.077	2.168
Total ...	96.517	96.601	100.573	136.897	116.313	143.976	116.396	145.790

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	72.398	75.621	77.430	83.678	82.416	87.334	80.160	86.148
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	5.262	7.663	14.133	39.722	24.533	43.354	28.122	47.309
Autres comptes créditeurs	12.133	7.471	2.936	6.451	2.441	5.670	2.434	4.714
<i>Compte courant du Trésor public ...</i> <i>Compte spécial du Trésor public (em- prunt 7 % 1973)</i>	1	1	1	...	1	...	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	9.727	5.781	1.292	1.151	825	1.618	949	1.493
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	2.405	1.689	1.643	2.050	1.615	1.852	1.484	1.571
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	919	1.811	2.694	2.694	2.694	2.694	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁷	2.351	—	—	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	4.123	4.677	4.013	4.102	3.979	4.674	2.736	4.675
Total ...	96.517	96.601	100.573	136.897	116.313	143.976	116.396	145.790

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Convention du 8 juin 1972 approuvée par la loi du 5 juillet 1972.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

⁶ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁷ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1972 February 28	1972 August 9	1973 August 8	1972 September 6	1973 September 6
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	------------------	------------------	---------------------	---------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.188	3.202	3.450	3.217	3.571	4.059	3.501	3.863
Other Securities	1	37	239	497	518	555	563	701
Total ...	3.200	3.250	3.700	3.725	4.100	4.625	4.075	4.575

Notes Issued :								
In Circulation	3.140	3.243	3.662	3.698	4.073	4.586	4.047	4.516
In Banking Department	60	7	38	27	27	39	28	59
Total ...	3.200	3.250	3.700	3.725	4.100	4.625	4.075	4.575

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	486	403	700	419	297	1.213	311	1.439
Advances and Other Accounts	70	91	74	27	44	122	38	31
Premises, Equipment and Other Securities	89	89	44	194	155	229	111	161
Notes	60	7	38	27	27	39	29	59
Coin	1	2	2	...	...	...	...	...
Total ...	706	592	858	517	523	1.603	489	1.690

Capital	14	15	15	15	15	15	14	15
Rest	4	4	3	—	—	—	—	—
Public Deposits	12	15	18	13	20	20	16	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	231	220	398	—	—	939	—	1.098
Bankers Deposits	301	199	195	197	194	322	190	277
Reserves and Other Accounts	144	139	229	292	294	307	269	280
Total ...	706	592	858	517	523	1.603	489	1.690

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1969 December 31	1970 December 31	1971 December 31	1972 December 31	1972 August 9	1973 August 8	1972 September 6	1973 September 5
ASSETS								
Gold certificate account	10.036	10.457	9.875	10.303	10.303	10.303	10.303	10.303
Special Drawing Rights certificate account	—	400	400	400	400	400	400	400
Cash	110	221	261	313	323	308	320	299
Discounts and advances	183	335	39	1.981	843	1.429	106	1.342
Acceptances :								
Bought outright	64	57	80	70	65	48	63	41
Held under repurchase agreement .....	...	...	181	36	97	...	...	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	485	1.311	1.169	1.614	1.076	1.592
Held under repurchase agreement .....	...	...	101	13	3	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	22.266	25.965	30.156	29.664	30.686	31.871	28.073	33.502
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	31.392	33.236	35.554	36.681	36.596	37.138	36.703	37.374
Bonds	3.496	2.941	3.286	3.463	3.502	3.664	3.511	3.423
Total bought outright ...	57.154	62.142	68.996	69.808	70.784	72.673	68.287	74.304
Held under repurchase agreement .....	...	...	1.222	98	609	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	57.154	62.142	70.218	69.906	71.393	72.673	68.287	74.304
Total loans and securities	57.401	62.534	71.104	73.317	73.570	75.764	69.532	77.279
Cash items in process of collection	10.564	11.178	11.887	9.172	11.118	8.666	11.541	8.451
Bank premises	116	128	150	194	164	208	165	210
Other assets	2.627	995	918	1.066	1.156	1.155	645	609
Total assets ...	80.854	85.913	94.595	94.765	97.034	96.804	92.906	97.551

LIABILITIES

Federal Reserve notes	47.473	50.323	53.819	58.757	55.430	60.681	55.694	60.930
Deposits :								
Member bank reserves	22.085	24.150	27.788	25.647	28.139	24.523	25.016	25.340
U.S. Treasurer - general account	1.312	1.156	2.020	1.855	2.473	2.302	571	1.102
Foreign	134	148	294	325	156	285	184	284
Other	807	1.233	999	840	562	827	638	741
Total deposits ...	24.338	26.687	31.101	28.667	31.330	27.937	26.409	27.467
Deferred availability cash items	7.124	6.917	7.544	5.198	8.069	5.542	8.370	6.143
Other liabilities and accrued dividends ...	581	582	647	557	573	898	543	890
Total liabilities ...	79.516	84.509	93.111	93.179	95.402	95.058	91.016	95.430

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	669	702	742	793	775	825	777	828
Surplus	669	702	742	793	742	793	742	793
Other capital accounts .....	...	...	...	...	115	128	371	500
Total liabilities and capital accounts ...	80.854	85.913	94.595	94.765	97.034	96.804	92.906	97.551
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	146	250	254	179	265	502	291	522

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1969 31 december	1970 31 december	1971 31 december	1972 31 december	1972 7 augustus	1978 6 augustus	1972 4 september	1978 10 september
ACTIVA								
Goud	6.198	6.437	6.875	6.829	6.897	6.842	6.897	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.344	2.772	1.287	4.557	4.816	5.192	4.798	4.970
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	6	8	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	521	2.063	2.352	2.394	2.140	2.394	2.140
Reservepositie in het I.M.F.	—	—	—	—	—	1.574	—	1.565
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	463	184	17	171	...	419	...	531
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.043	1.388	1.681	...	474	...	448	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	876	19	180	673	11	1.251	7	984
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	30	28	28	37	29	16	28	16
Belegging van kapitaal en reserves	254	300	345	382	377	424	377	424
Gebouwen en inventaris .....	...	...	179	195	179	195	179	195
Diverse rekeningen	47	47	182	104	144	691	145	594
Totaal ...	10.261	11.704	12.837	15.300	15.321	18.744	15.273	18.268

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	9.276	9.766	10.251	11.251	10.780	11.710	10.824	11.638
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	433	973	1.080	1.944	2.765	1.212	2.558	1.497
's Rijks schatkist	288	829	1.001	1.858	1.018	1.150	820	1.433
Banken in Nederland	87	103	39	47	1.713	24	1.692	34
Andere ingezetenen	58	41	40	39	34	38	46	30
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	70	78	152	358	220	390	325	181
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	59	60	128	224	193	336	295	144
Andere niet-ingezetenen	11	18	24	134	27	54	30	37
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	—	—	—	1.400	—	1.400
Krediet aan het I.M.F.	—	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	8	4	4	52	3	2.238	3	1.687
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	316	587	856	856	833	856	833
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	268	320	357	404	357	404	357	404
Diverse rekeningen	186	227	386	415	320	537	330	608
Totaal ...	10.261	11.704	12.837	15.300	15.321	18.744	15.273	18.268

N. B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

18	16	14	14	14	14	14	14	14
----	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre p
Oro in cassa	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa ¹	37	37	39	45
Portafoglio ²	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato	91	138	78	208
Spese	179	230	281	281
Totale attivo ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Circolazione dei biglietti ⁵	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	110	106	193	106
Conti correnti liberi	186	87	284	267
Conti correnti vincolati	2.425	2.784	3.305	4.380
Creditori diversi	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario	7	7	10	14
Rendite	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Depositanti di titoli e valori	8.089	11.378	11.351	13.231
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	14	11	10	12
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito	506	556	605	649
— istituti speciali	324	349	371	398
³ Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito	1.332	1.624	817	861
— altri	6	20	25	24
⁴ Compresi BOT	80	337	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	3	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	20	20	26	25

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre	1972 dicembre	1972 guigno	1973 guigno	1972 luglio	1973 luglio
ATTIVO							
Oro	1.804	1.802	1.802	1.803	1.804	1.803	1.804
Cassa ¹	39	45	67	73	119	70	89
Portafoglio	59	9	44	7	13	8	12
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	1.104	1.086	1.130	1.087	1.130
Anticipazioni ³	842	885	2.312	1.005	1.151	617	1.216
Attività verso l'estero in valuta	4	2	2	2	2	3	3
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	2.518	2.589	3.370	2.740	3.309
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁵ ...	3.221	4.462	5.246	4.388	5.400	4.198	6.167
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	438	387	437	433	515
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	1.908	1.704	2.733	2.348	2.491
Servizi diversi per conto dello Stato	166	357	499	382	536	382	535
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	136	217	275	276	342	228	244
Spese	280	325	371	173	206	181	216
Totale attivo ...	12.214	14.225	16.925	14.214	17.582	14.437	18.070
PASSIVO							
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	8.748	7.215	8.526	7.529	8.868
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ .	193	106	316	84	124	71	94
Conti correnti liberi	284	266	180	366	415	203	144
Conti correnti vincolati ⁹	3.288	4.327	4.336	4.527	4.804	4.394	4.851
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	1.377	680	1.981	1.001	2.455
Servizi diversi per conto dello Stato	89	149	139	184	260	90	143
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	428	69	56	35	74
Fondi accantonati	407	505	641	505	644	506	646
Partite varie	203	314	319	356	499	371	509
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	23	22	28	22	28
Fondo di riserva straordinario	10	14	21	20	26	20	27
Rendite	299	349	397	186	219	195	231
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.225	16.925	14.214	17.582	14.457	18.070
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	10.526	8.266	10.927	8.082	11.262
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	10	12	10	12	33	13	27
2 » aziende di credito	605	649	687	676	704	676	704
» istituti speciali	371	398	417	410	426	411	426
3 » aziende di credito	817	861	2.298	992	1.137	605	1.202
» altri	25	24	14	14	14	12	13
4 » c/c ordinario	1.687	2.404	1.195	1.938	1.417	1.764	904
5 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli bligaz. p/c Tesoro } a breve ...	175	549	207	531	328	531	593
» altri	3.046	3.726	4.853	3.670	4.885	3.481	5.387
6 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	250	213	239	255	317
7 » biglietti presso il Tesoro	3	6	12	4	n.d.	8	n.d.
8 » vaglia cambiari	26	25	43	27	34	25	35
9 » per riserve obbligatorie	3.288	4.018	4.331	4.084	4.802	4.006	4.835

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
AKTIVA				
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162
Postcheckguthaben	418	470	451	447
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992
darunter : a) an I.W.F.	670	2.082	...	...
b) an Weltbank	1.447	1.644	1.544	1.925
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	331	243	155	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655
	53.869	58.711	58.696	84.890

PASSIVA

Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231
<i>Öffentliche Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.987
<i>Anderer inländischer Einlegern</i>	334	377	373	400
Sondereinlagen	—	—	—	5.382
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i>	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	360
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441
	53.869	58.711	58.696	84.890

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1971 31. Dezember	1972 31. Dezember	1972 7. August	1973 7. August	1972 7. September	1973 7. September
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	62.219	77.388	83.012	98.273	81.790	96.333
Gold	14.688	13.971	14.722	14.001	14.722	14.001
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	37.638	52.221	56.726	73.188	55.505	71.219
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.000	1.993	1.999	2.336	1.999	2.336
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechten	5.581	6.712	7.123	6.283	7.122	6.313
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.308	2.437	2.439	2.461	2.439	2.461
Sorten	4	4	3	4	3	3
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.811	20.178	16.878	12.559	20.214	14.908
Inlandswechsel	15.802	17.847	14.987	11.603	17.751	11.585
Im Offenmarktgeschäft angekaufte Inlandswechsel mit Rücknahmevereinbarung	—	—	—	507	—	2.920
Auslandswechsel	1.612	1.185	1.324	449	1.113	403
Lombardforderungen	1.397	1.146	567	...	1.350	...
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.149	9.123	8.683	9.206	8.686	9.479
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	...	123	3	396
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	400	...	400
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	...	189	...	189
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	...	189	...	189
Wertpapiere	588	53	128	34	121	34
Deutsche Scheidemünzen	251	344	304	711	329	734
Postscheckguthaben	367	525	191	251	206	199
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	1.639	3.472	1.769	3.567
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	3.101	3.101	7.217	3.101	7.217
Insgesamt ...	98.139	115.716	113.936	131.912	116.216	132.660
PASSIVA						
Banknotenumlauf	39.494	44.504	41.918	44.568	41.474	44.387
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	42.980	57.975	45.430	57.714
auf Girokonten	32.590	46.364	42.962	57.954	45.413	57.692
sonstige	19	24	18	21	17	22
Einlagen von öffentlichen Haushalten	10.943	7.083	8.062	10.438	7.936	10.947
Bund	69	97	1.231	601	677	42
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	538	575	513	377
Länder	510	2.543	1.076	3.113	2.294	3.791
Andere öffentliche Einleger	67	58	28	50	32	29
Sondereinlagen	10.011	4.188	5.189	6.099	4.420	6.708
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.227	3.214	1.870	2.301	2.130	2.429
Bundesbahn	5	5	5	4	4	5
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postspar-	1.735	2.703	1.459	1.924	1.747	2.094
kassenämter)	487	506	406	373	379	330
sonstige Einleger	—	1.336	1.557	397	3.030	473
Guthaben auf Sonderkosten Bardepot	—	1.336	1.557	397	3.030	473
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	967	916	1.753	2.182	1.554	2.072
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	1.742	2.163	1.541	2.057
sonstige	26	18	16	19	13	19
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	1.364	1.855	1.985	1.855	1.985	1.855
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs-	6.477	4.465	8.557	8.123	7.324	8.460
und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	8.557	8.123	7.324	8.460
Rückstellungen	2.402	1.296	2.370	1.296	2.370	1.296
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	1.080	929	1.080	929
Sonstige Passiva	286	3.289	1.509	1.558	1.613	1.818
Insgesamt ...	98.139	115.716	113.936	131.912	116.216	132.660

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1972 7 août	1973 7 août	1972 7 septembre	1973 7 septembre
ACTIF								
Encaisse or	11.435	11.821	11.879	11.880	11.880	11.893	11.880	11.893
Devises	5.793	8.441	10.323	12.323	11.647	10.463	11.027	10.365
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	1.851	1.851	4.278	4.278	4.278	4.493	4.278	4.493
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	613	328	81	784	75	104	75	99
Bons du Trésor de la Confédération ...	118	71	...	152	...	...	...	...
Avances sur nantissement	277	224	29	419	1	10	4	6
Titres :								
pouvant servir de couverture	43	51	6	—	—	—	—	—
autres	127	105	5	—	—	—	—	—
Correspondants en Suisse	89	83	72	142	38	23	14	5
Correspondants à l'étranger	20	25	23	27	28	—	48	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	—	1.244	1.244	1.244	1.244	1.244	1.244
Autres postes de l'actif	91	70	50	89	73	83	76	68
Total ...	20.457	23.070	27.990	31.338	29.264	28.313	28.646	28.173
PASSIF								
Fonds propres	61	62	63	64	64	65	64	65
Billets en circulation	12.518	13.106	14.310	16.635	14.039	15.703	14.235	15.773
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	6.354	7.750	10.702	9.313	8.445	4.167	7.291	4.758
Autres engagements à vue	601	660	1.153	1.708	2.818	2.451	2.498	1.818
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	—	1.449	1.634	1.983	1.766	1.794
les engagements envers l'étranger	—	—	516	580	606	1.644	1.053	1.566
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	142	202	313	73	313	313	313	313
Comptes spéciaux	—	200	—	2	—	497	—	499
Compte de stérilisation de l'administra- tion fédérale	—	—	—	—	—	29	—	27
Autres postes du passif	781	1.090	933	1.514	1.345	1.461	1.426	1.560
Total ...	20.457	23.070	27.990	31.338	29.264	28.313	28.646	28.173

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1972 31 juillet	1973 31 juillet	1972 31 août	1973 31 août
I. Or	4.397	4.174	4.175	4.276	4.181	4.277
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	55	36	303	57	101	34
III. Bons du Trésor	1.064	971	1.124	9	1.118	8
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	—	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	12.925	16.823	14.003	17.146	14.641	18.618
a) à 3 mois au maximum	9.266	13.188	10.771	14.583	10.564	15.752
b) à 3 mois au maximum (or)	169	—	104	—	104	—
c) à plus de 3 mois	3.490	3.635	3.128	2.561	3.973	2.864
d) à plus de 3 mois (or)	—	—	—	2	—	2
VI. Titres à terme :	11.073	4.170	4.427	5.473	4.382	5.154
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	85	103	170	—	186	—
b) à plus de 3 mois	192	—	112	—	71	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	9.970	2.307	3.085	4.374	3.110	4.157
b) à plus de 3 mois	826	1.760	1.060	1.099	1.015	997
VII. Divers	1	1	1	92	1	48
<i>Total de l'actif ...</i>	29.515	26.175	24.033	27.053	24.424	28.139

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1972 31 juillet	1973 31 juillet	1972 31 août	1973 31 août
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	331	453	453	548	453	548
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	144	205	205	253	205	253
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	37	61	61	75	61	75
4. Fonds de Réserve Libre	120	157	157	190	157	190
III. Dépôts (or) :	3.893	3.662	3.783	3.702	3.763	3.702
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.201	3.200	3.130	2.681	3.126	2.681
b) à 3 mois au maximum	261	214	218	971	372	988
c) à plus de 3 mois	262	76	255	17	84	—
2. Autres déposants :						
a) à vue	169	172	180	7	181	7
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	26	—	26
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	24.219	20.982	18.799	21.636	19.196	22.764
1. Banques centrales :						
a) à vue	34	352	226	70	209	58
b) à 3 mois au maximum	21.478	18.593	16.555	18.831	16.452	20.400
c) à plus de 3 mois	2.118	885	1.400	1.971	1.707	1.855
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	22	32	19	28	15
b) à 3 mois au maximum	534	1.044	500	563	681	255
c) à plus de 3 mois	36	86	86	182	119	181
V. Effets	487	487	482	591	481	547
a) à 3 mois au maximum	487	487	482	199	481	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	392	—	547
VI. Divers	202	212	133	172	149	182
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	82	78	82	103	81	95
<i>Total passif ...</i>	29.515	26.175	24.033	27.053	24.424	28.139

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 17 août 1973

modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 8 septembre 1973, p. 10243).

Article 1^{er}. — L'alinéa 4 de l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique est remplacé par la disposition suivante : « Toutefois la population totale des zones de développement ne peut dépasser 25 p.c. de la population du Royaume. »

Art. 2. — L'article 36 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « En raison des conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'emploi et sur la réalisation des objectifs du plan, le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions, ainsi que le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale concerné doivent être informés préalablement de toutes opérations visant à aliéner une fraction représentative d'un tiers au moins du capital des entreprises dont l'activité se situe sur le territoire national et dont les fonds propres sont au moins de 100 millions de francs. »

.....

Arrêté royal du 17 septembre 1973

d'approbation des statuts de la S.D.R. pour la Wallonie (Moniteur du 29 septembre 1973, p. 11146).

Arrêté royal du 17 septembre 1973

portant organisation du contrôle des sociétés de développement régional (Moniteur du 29 septembre 1973, p. 11154).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 13 avril 1973

fixant à trente-cinq milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 25 septembre 1973, p. 10785).

3 — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 2 juillet 1973

autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 1.254 millions de francs pour couvrir les dépenses de premier établissement (Moniteur du 25 septembre 1973, p. 10780).

Loi du 11 juillet 1973

augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1972 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1971 et antérieures (Moniteur du 5 septembre 1973, p. 9971).

Loi du 11 juillet 1973

augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1972 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1971 et antérieures au budget de l'Education nationale - Régime français (Moniteur du 11 septembre 1973, p. 10291).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime français — à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1972, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 1.348.341.000 francs.

Art. 2. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime français — à l'effet de payer des créances se rapportant aux exercices périmés (1968 et antérieurs) et à des années closes (1969 à 1971), des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 1.201.703.369 francs.

Art. 3. — Les crédits inscrits au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime français — (...) sont réduits à concurrence de 122.740.000 francs.

.....

Loi du 11 juillet 1973

augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1972 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1971 et antérieures au budget de l'Education Nationale - Régime néerlandais (Moniteur du 13 septembre 1973, p. 10363).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime néerlandais — à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1972, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 1.645.365.000 francs.

Art. 2. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime néerlandais — à l'effet de payer des créances se rapportant aux exercices périmés (1968 et antérieurs) et à des années closes (1969 à 1971), des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 644.797.813 francs.

Art. 3. — Les crédits inscrits au titre I — dépenses ordinaires — du budget de l'année budgétaire 1972 de l'Education nationale — régime néerlandais — détaillés au tableau annexé à la présente loi, sont réduits à concurrence de 157.028.000 francs.

.....

Loi du 11 juillet 1973

augmentant et réduisant certains crédits d'engagement et d'ordonnancement ouverts au titre du budget extraordinaire pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 27 septembre 1973, p. 10940).

Loi du 24 juillet 1973

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1973 (Moniteur du 4 septembre 1973, p. 9914).

TITRE I. — Dépenses ordinaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1973 afférentes au Ministère des Affaires économiques (...) des crédits s'élevant à la somme de 12.017.975.000 francs.

.....

TITRE II. — *Dépenses extraordinaires*

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 20.000.000 de francs (...).

Art. 7. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures, sont ouverts à concurrence de 1.280.000.000 francs (...).

.....

TITRE V. — *Section particulière*

Art. 9. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 11.917.355.000 francs pour les recettes et à 13.143.375.000 francs pour les dépenses.

Sont d'autre part autorisés :

— à charge de l'article 600.3.A. — « Fonds de solidarité nationale », des engagements à concurrence d'un montant total de 2.000.000.000 francs.

.....

Loi du 25 juillet 1973

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1973 (Moniteur du 29 septembre 1973, p. 11098).

TITRE I. — *Dépenses ordinaires*

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1973 afférentes au Ministère des Travaux publics (...) des crédits s'élevant à la somme de 10.843.108.000 francs.

.....

TITRE II. — *Dépenses extraordinaires*

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 15.187.000.000 de francs (...).

Art. 7. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 25.067.325.000 francs (...).

.....

TITRE III. — *Organismes d'intérêt public*

Art. 14. — Est approuvé le budget du « Fonds des Routes » pour l'année 1973 annexé à la présente loi.

Ce budget s'élève pour les recettes à 28.527.625.000 francs et pour les dépenses à 28.398.525.000 francs.

Les recettes et les dépenses pour ordre sont évaluées à 20.875.000 francs.

Il comporte en dépenses des crédits d'engagement pour un montant de 14.003.000.000 francs.

.....

TITRE IV. — *Section particulière*

Art. 22. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au tableau du titre IV joint à la présente loi sont évaluées à 12.947.870.000 francs pour les recettes et à 12.459.100.000 francs pour les dépenses.
.....

Loi du 26 juillet 1973

autorisant l'Institut des services communs de la Radiodiffusion-Télévision belge à conclure sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 2.806 millions de francs (Moniteur du 20 septembre 1973, p. 10563).

Loi du 22 août 1973

contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1973 (Moniteur du 28 septembre 1973, p. 11040).

TITRE I. — *Dépenses ordinaires*

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1973 afférentes au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement (...) des crédits s'élevant à la somme de 7.184.051.000 francs.
.....

TITRE II. — *Dépenses extraordinaires*

Art. 9. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 83.400.000 francs.

Art. 10. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 1.565.968.000 francs (...).
.....

TITRE IV. — *Section particulière*

Art. 11. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 1.361.715.000 francs pour les recettes et à 1.452.195.000 francs pour les dépenses.
.....

Arrêté ministériel du 29 août 1973

relatif à l'émission de l'emprunt 1973 à 7 1/2 ou à 13 1/2 ans (Moniteur du 1^{er} septembre 1973, p. 9856).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 1973 à 7 1/2 ou à 13 1/2 ans est fixé à 98,75 p.c. de leur valeur nominale.
.....

Arrêté ministériel du 29 août 1973

relatif à l'émission de l'emprunt 7,75 p.c. 1973 à 13 1/2 ans (Moniteur du 1^{er} septembre 1973, p. 9856).

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 7,75 p.c. 1973 à 13 1/2 ans est fixé à 98,25 p.c. de leur valeur nominale.

.....

6. — TRAVAIL

Décret du 19 juillet 1973

réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre employeurs et travailleurs, ainsi qu'en matière d'actes et de documents d'entreprise prescrits par la loi et les règlements (Moniteur du 6 septembre 1973, p. 10091).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Loi du 24 juillet 1973

instaurant la fermeture obligatoire du soir dans le commerce, l'artisanat et les services (Moniteur du 1^{er} septembre 1973, p. 9835).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 3 juillet 1973

modifiant l'arrêté ministériel du 20 juillet 1966 assouplissant le blocage des prix (Moniteur du 1^{er} septembre 1973, p. 9858).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 19 décembre 1972 (72/2865/C.E.E.)

portant conclusion d'un accord entre la Communauté Economique Européenne et la république arabe d'Egypte et arrêtant des dispositions pour son application (Journal officiel du 7 septembre 1973, n° L 251, p. 1).

Accord

entre la Communauté Economique Européenne et la république arabe d'Egypte
(Journal officiel du 7 septembre 1973, n° L 251, p. 2).

Décision du Conseil du 4 juin 1973 (73/258/C.E.E.)

portant conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres reconduisant l'accord sur les échanges commerciaux et la coopération technique entre la C.E.E. et les Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (Journal officiel du 31 août 1973, n° L 244, p. 8).

Décision du Conseil du 24 juillet 1973 (73/257/C.E.E.)

portant conclusion du protocole relatif à l'accord sur les échanges commerciaux et la coopération technique entre la C.E.E. et les Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (Journal officiel du 31 août 1973 n° L 244, p. 1).

Décision de la Commission du 25 juillet 1973 (73/287/C.E.E.)

relative aux charbons à coke et cokes destinés à la sidérurgie de la Communauté
(Journal officiel du 15 septembre 1973, n° L 259, p. 36).

Résolution du Conseil du 14 septembre 1973

concernant les mesures complémentaires de lutte contre l'inflation (Journal officiel du 19 septembre 1973, n° C 75, p. 1).

.....

I

Tous les Etats membres suivent une politique économique visant à ralentir la hausse des prix. Les Etats membres où une forte utilisation des capacités de production est déjà atteinte poursuivent et développent leurs actions pour freiner l'expansion de la demande globale. Les autres Etats membres (Irlande, Italie et Royaume-Uni) feront en sorte que l'expansion de la demande globale ne soit pas excessive. Ils veilleront, en particulier, à ce que leurs politiques soient suffisamment sélectives afin que les ressources disponibles soient dirigées vers les investissements industriels.

II

Les Etats membres poursuivent et développent les actions engagées sur la base du point IV de la résolution du 5 décembre 1972, de manière à obtenir, d'ici à la fin de l'année 1973, une réduction substantielle du rythme d'expansion de la masse monétaire (liquidités monétaires et quasi-monétaires).

Les autorités monétaires des Etats membres veillent à ce que l'expansion du crédit soit limitée, le cas échéant, au moyen des mesures définies dans la résolution du 5 décembre 1972. Les crédits à la consommation et à la construction et les crédits destinés aux transactions immobilières feront l'objet d'une attention particulière.

Les politiques des taux d'intérêt doivent être compatibles avec les objectifs monétaires mentionnés ci-dessus.

Les Etats membres veilleront à maintenir ou à favoriser un niveau élevé de l'épargne, notamment par des mesures appropriées portant sur le taux d'intérêt ou le régime fiscal.

Les Etats membres poursuivent leur action conjointe visant à prévenir les afflux indésirables de capitaux en provenance de l'extérieur et renforcent, le cas échéant, le dispositif mis en place en application de la directive du Conseil du 21 mars 1972 pour la régulation des flux financiers internationaux et la neutralisation de leurs effets indésirables sur la liquidité interne ⁽¹⁾.

Le Comité des gouverneurs des banques centrales examine trimestriellement l'évolution de la masse monétaire dans les Etats membres afin que les banques centrales arrêtent, le cas échéant, les dispositions appropriées, dans le cadre des décisions du Conseil, et notamment de la décision du Conseil, du 22 mars 1971, relative au renforcement de la collaboration entre les banques centrales des Etats membres de la Communauté économique européenne ⁽²⁾. Le Comité des gouverneurs des banques centrales et le Comité monétaire soumettent au Conseil et à la Commission, au plus tard le 30 janvier 1974, un rapport sur les résultats obtenus en matière de politique monétaire dans l'application de la présente résolution.

III

Les Etats membres renforcent, le cas échéant, les mesures prévues au point III de la résolution, du 5 décembre 1972, en vue de réduire les déséquilibres régionaux et d'atteindre une amélioration structurelle de l'emploi. Dans le cadre d'une politique concertée sur le plan communautaire, les Etats membres s'efforcent d'orienter une part appréciable des nouveaux investissements des entreprises de préférence vers les zones de la Communauté où le niveau de développement économique est le plus bas.

IV

En Irlande et en Italie, les mesures de politique budgétaire destinées à stimuler l'essor de la conjoncture seront exécutées de manière à ne pas compromettre l'action visant à une modération de la hausse des prix.

Les autres Etats membres appliquent, au cours du second semestre de 1973, une gestion budgétaire rigoureuse. Ils annulent, le cas échéant, des crédits budgétaires prévus et s'abstiennent de toute initiative susceptible d'entraîner des dépenses supplémentaires importantes, de telle manière que le taux d'accroissement des dépenses effectives se rapproche autant que possible des orientations retenues pour 1973 au point V de la résolution du 5 décembre 1972.

Le rythme de l'accroissement des dépenses prévu dans les projets de budget pour 1974 de tous les Etats membres doit être modéré. En règle générale, il doit être inférieur au taux d'augmentation actuellement prévisible pour 1973 par rapport à celui de l'année précédente.

Dans les pays où les dépenses budgétaires ont augmenté au cours des deux dernières années moins rapidement que le produit national brut en valeur, il conviendra que l'accroissement de ces dépenses soit en tout état de cause inférieur à celui actuellement prévu pour

⁽¹⁾ JO n° L 91 du 18-4-1972, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 73 du 22-3-1971, p. 14.

le produit national brut en valeur en 1974. Le solde net à financer de l'administration centrale sera réduit, dans tous les Etats membres, par rapport aux résultats prévisibles pour 1973. S'il se révèle impossible de modérer dans la mesure requise l'augmentation des dépenses, il y aura lieu d'envisager un alourdissement de la charge fiscale. Celui-ci pourrait dans certains Etats membres, être réalisé, entre autre, l'on s'abstenait d'atténuer la progressivité des impôts sur le revenu.

Les gouvernements des Etats membres veillent à ce que les collectivités locales appliquent elles aussi, au cours du second semestre de 1973 et en 1974, une gestion budgétaire compatible avec les impératifs de la politique conjoncturelle. Ils usent des moyens dont ils disposent pour contenir les dépenses et réduire les emprunts des collectivités locales.

Le financement d'éventuels déficits budgétaires en 1973 et en 1974 devra être compatible avec les objectifs énoncés ci-dessus pour la politique monétaire. Sauf dans les Etats membres qui connaissent encore un sous-emploi particulièrement important, les déficits des budgets publics seront couverts par des moyens de financement à long terme. En outre, chacun des Etats membres s'efforce de consolider la dette à court terme et émet, le cas échéant, les emprunts à long terme sur le marché des capitaux, dont le produit sera stérilisé auprès de la banque centrale.

Le Comité de politique budgétaire examinera trimestriellement la conformité de l'exécution des budgets avec les orientations retenues ci-dessus et soumet au Conseil et à la Commission, au plus tard le 30 janvier 1974, un rapport sur les résultats obtenus en matière de finances publiques dans l'application de la présente résolution.

V

Les institutions de la Communauté veillent à donner pleine efficacité aux actions communautaires définies aux points VII, VIII et IX de la résolution du 5 décembre 1972.

VI

Les Etats membres continuent d'appliquer avec rigueur les législations nationales visées au point VIII de la résolution du 5 décembre 1972. Ils s'informent régulièrement au sein du Comité de politique conjoncturelle sur les résultats de la politique des prix et se concertent sur les moyens les plus appropriés pour résoudre, en temps utile, des problèmes spécifiques d'intérêt commun. Dans ce contexte, le Comité de politique conjoncturelle examinera en priorité aussi bien la possibilité d'instituer dans tous les Etats membres un système de notification préalable des hausses de prix par les entreprises dépassant une certaine dimension que la possibilité de renforcer la surveillance de l'Etat sur la formation des prix afin d'éviter des abus sur des marchés importants.

VII

Les mesures visées ci-dessus ne peuvent, à elles seules tempérer la hausse des prix. Il est essentiel qu'elles trouvent un appui dans le comportement des responsables économiques et des partenaires sociaux en matière de prix et de revenus. Il appartient aux Etats membres de favoriser un tel comportement par des mesures appropriées.

VIII

Le Conseil procédera à un examen des résultats du présent programme d'action au cours de la prochaine session qu'il consacrerà à l'examen de la situation économique de la Communauté, session qui est prévue pour le mois d'octobre de cette année.

Décision de la Commission du 11 septembre 1973 (73/293/C.E.E.)

concernant les aides que le gouvernement belge projette en faveur de l'extension d'une raffinerie de pétrole à Anvers (province d'Anvers) et de l'implantation d'une nouvelle raffinerie à Kallo (province de Flandre orientale) (Journal officiel du 27 septembre 1973, n° L 270, p. 22).

Règlement du Conseil du 19 septembre 1973 (73/2543/C.E.E.)

modifiant le règlement n° 129 relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune (Journal officiel du 19 septembre 1973, n° L 263, p. 1).

.....

Considérant que le règlement n° 129 du Conseil ⁽¹⁾, modifié par le règlement (C.E.E.) n° 653/68 ⁽²⁾ a défini la valeur de l'unité de compte et les taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune; que l'article 3 paragraphe 1 de ce règlement prévoit la possibilité d'arrêter des mesures dérogatoires à ce règlement; qu'il s'est avéré nécessaire de prévoir, compte tenu de l'urgence des dispositions à prendre, une procédure plus simple que celle prévue actuellement.

.....

Article 1^{er}

Le texte figurant *in limine* de l'article 3 paragraphe 1 du règlement n° 129 est remplacé par le texte suivant :

« Lorsque les pratiques monétaires de caractère exceptionnel sont de nature à mettre en danger l'application des actes ou dispositions visés à l'article 1er, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission à la majorité qualifiée ou la Commission, dans le cadre des pouvoirs dont elle dispose en vertu de ces actes ou dispositions et selon les procédures prévues dans ces actes ou dispositions pour chaque cas particulier, peuvent, après consultation du Comité monétaire, prendre des mesures dérogatoires au présent règlement, et notamment dans les cas suivants : ».

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

(¹) JO n° 106 du 30-10-1962, p. 2553/62.

(²) JO n° L 123 du 31-5-1968, p. 4.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de septembre 1973. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Le crédit immobilier en Allemagne, Belgique, France et Italie (III). (*Bancaria*, Rome, XXIX, n° 7, juillet 1973, pp. 881-893.)

VAN MUISWINKEL L.F., Enkele verklarende opmerkingen bij de monetaire analyse van De Nederlandsche Bank. (*Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n°s 155-156, juillet-août 1973, pp. 257-262.)

VERHEIRSTRÆTEN A. et WATERPLAS F., Het Rentenfonds en de open marktpolitiek. (*Tijdschrift voor Economie*, Louvain, XVIII, n° 2, juin 1973, pp. 169-193.)

2. INFLATION - DEVALUATION - REEVALUATION - STABILISATION

MAURY R., La société d'inflation. (Economie et Société.) (*Edit. du Seuil*, Paris, 1973, 234 p.)

VAIZEY J., Why this Inflation is Unstable. (*International Currency Review*, Londres, V, n° 4, juillet-août 1973, pp. 26-29.)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

DETIENNE J., La liberté d'établissement des banques et des autres établissements financiers. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVII, n° 5, 1973, pp. 419-439.*)

ROSSIER J.A., The Coming Crisis in Bank Management (II). (*The Bankers' Magazine, Londres, n° 1553, août 1973, pp. 53-57.*)

Those International Banking Groups. (*The Banker, Londres, n° 570, août 1973, pp. 901-907.*)

TROBERG P., De banksystemen in de Europese Gemeenschap. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, nos 155-156, juillet-août 1973, pp. 263-266.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

La Bourse en Belgique et gestion de portefeuille. (*Société Générale de Banque, Bruxelles, 1973, 144 p.*)

URCIUOLI J.A., The US Capital Market as a Source of Funds for International Issuers. (*Euromoney, Londres, septembre 1973, pp. 4-11.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

CHAMBAULT A. et DALIMIER G., L'imposition des profits des groupes multinationaux. (*Intertax, Deventer, nos 1-2, avril 1973, pp. 38-45.*)

KAUFFMAN J., La réforme du droit d'apport et d'autres impôts connexes dans le Grand-Duché de Luxembourg. (*Intertax, Deventer, nos 1-2, avril 1973, pp. 19-26.*)

L'actionnaire belge et l'imposition des dividendes dans la Communauté Européenne. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, nos 6-7, juin-juillet 1973, pp. 615-621.*)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Les lois d'expansion économique et les investissements américains en Belgique. (*Bulletin économique et financier - CGER, Bruxelles, n° 2, 1973, pp. 1-8.*)

SAFARIAN A.E., Perspectives on Foreign Direct Investment from the Viewpoint of a Capital Receiving Country. (*The Journal of Finance, New York, XXVIII, n° 2, mai 1973, pp. 419-438.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

GEORGE J.-P., Regroupement et réforme de l'inspection du travail : le Comité Supérieur d'Inspection du Travail. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXXIII, n° 10, octobre 1973, pp. 991-1011.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

Diagnostic général de la conjoncture. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVII, août 1973, pp. 1-6.*)

La mesure des fluctuations cycliques intérieures. (*Perspectives économiques de l'O.C.D.E., études spéciales, Paris, juillet 1973, pp. 1-76.*)

L'économie belge au sommet du cycle conjoncturel. (*Bulletin financier, Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 30, 14 septembre 1973, pp. 1-3.*)

Les problèmes de la haute conjoncture. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 30, 17 août 1973, pp. 309-317.*)

LOUSTAU J.P., La conjoncture économique dans la Communauté élargie. (*Les Problèmes de l'Europe, Paris, XVI, n° 60, 1973, pp. 70-76.*)

MARTENS M. et VERHEIRSTRAETEN A., De Belgische economie in 1972. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XVIII, n° 2, juin 1973, pp. 263-295.*)

16. CROISSANCE ECONOMIQUE

MASSE P., La crise du développement. (*Gallimard, Paris, 1973, 183 p.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

DE COREL L. et autres, Structurele verschuivingen in het Belgisch tewerkstellingspatroon. Een regionaal-sectoraal onderzoek. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XVIII, n° 2, juin 1973, pp. 195-205.*)

MINET P., Réflexions au sujet de l'opportunité de créer une Société d'Investissement Liégeoise au service des petites et moyennes entreprises. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXXII, n° 255, mai-juin 1973, pp. 173-179.*)

18. PREVISIONS ECONOMIQUES

DUPRIEZ L.H. et autres, Problèmes économiques contemporains; 45 années d'expérience. (*Institut de Recherches Economiques, Louvain, 1972, 667 p.*)

LANGASKENS Y., $PNB = kMV$ une équation presque parfaite. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVII, n° 5, 1973, pp. 401-407.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

DE WASSEIGE Y. et MABILLE X., La concentration économique. (Dossiers du CRISP, 5.) (*Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques, Bruxelles, 1973, 24 p. + 9 tableaux.*)

L'industrie belge du ciment. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 32, 31 août 1973, pp. 333-336.*)

MARTENS E., Hoogconjunctuur in de staalindustrie. (*Sporen en Beleggen, Bruxelles, n° 188, avril-juin 1973, pp. 21-24.*)

21. ENTREPRISES

KAPP B. et PROUST O., Les horaires libres. (*Chotard et Associés Editeurs, Paris, 1973, 316 p.*)

Les sociétés commerciales dans la C.E.E. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 6-7, juin-juillet 1973, pp. 563-576.*)

L'évolution des entreprises publiques dans l'Europe des Neufs. (*Edit. C.E.E.P., Bruxelles, 1973, 319 p.*)

MAYER R., La réévaluation intégrale des bilans. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 6-7, juin-juillet 1973, pp. 485-497.*)

ROUDAIN H., Lire un bilan, c'est facile. (Initiation économique, 19.) (*Edit. Economie et Humanisme, Paris, 3^e édit., 1972, 199 p.*)

23. TRANSPORTS

Le secteur de l'expédition en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVIII, n° 29, 10 août 1973, pp. 301-304.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BRICOUT N.J., Le choix de nouvelles unités dans le domaine monétaire. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXVII, n° 5, 1973, pp. 389-399.*)

CAMU L., I movimenti dei capitali a breve termine. (*Bancaria, Rome, XXIX, n° 7, juillet 1973, pp. 807-812.*)

GRAY A., Exchange Controls, American Style. (*Euromoney, Londres, septembre 1973, pp. 12-19.*)

HELLIWELL J., Dollars as Reserve Assets : What Next ? (*The American Economic Review, Menasha, LXIII, n° 2, mai 1973, pp. 206-211.*)

HIRSCH F., An SDR Standard : Impetus, Elements, and Impediments. (Essays in International Finance, 99.) (*Princeton University, Princeton (N.J.), 1973, 29 p.*)

KAHN R., The International Monetary System. (*The American Economic Review, LXIII, n° 2, mai 1973, pp. 181-188.*)

KARSTEN C.F., Analyse van een crisis. (*Martinus Nijhoff, La Haye, 1973, 31 p.*)

KENEN P.B., The Costs and Benefits of the Dollar as a Reserve Currency. Convertibility and Consolidation : A Survey of Options for Reform. (*The American Economic Review, Menasha, LXIII, n° 2, mai 1973, pp. 189-198.*)

LEVY L., The Progress of the Committee of Twenty : Words, Words, Words... (*Euromoney, Londres, septembre 1973, pp. 20-21.*)

LLEWELLYN D.T., Why Clean Floating is Still the Best Answer. (*The Banker, Londres, n° 570, août 1973, pp. 879-883.*)

MAKIN J.H., Identifying a Reserve Base for the Euro-Dollar System. (*The Journal of Finance, New York, XXVIII, n° 3, juin 1973, pp. 609-617.*)

MARSMAN J., Le système international des virements postaux. (*Le Monde des Caisses d'Épargne, Genève, n° 3, septembre 1973, pp. 3-20.*)

MELTZER A.H., Il dollaro come moneta internazionale. (*Moneta e Credito, Rome, XXVI, n° 101-102, juin 1973, pp. 22-29.*)

- RUEFF J., Prolegomeni a qualsiasi riforma del sistema monetario internazionale. (*Bancaria, Rome, XXIX, n° 6, juin 1973, pp. 679-687.*)
- SACHETTI U., Sharing the Burden of International Adjustment. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 105, juin 1973, pp. 141-157.*)
- SHINKAI Y., The Accumulation of International Reserves Under an Inflationary Pressure. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXXIII, n°s 1-2, juin 1973, pp. 55-66.*)
- STRATMANN G., Der Internationale Währungsfonds; seine Aufsichts- und Lenkungsbefugnisse. (Studien zum internationalen Wirtschaftsrecht und Atomenergierecht, 47.) (*Institut für Völkerrecht, Göttingen, 1972, L+328 p.*)
- Strengthening the World Monetary System. (*Committee for Economic Development, New York, 1973, 87 p.*)
- WEISS V., Währungsspekulation und internationaler Kapitalmarkt. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXVI, n° 17, 1^{er} septembre 1973, pp. 849-852.*)

27. TIERS MONDE

- ARESKOUG K., Foreign-Capital Utilization and Economic Policies in Developing Countries. (*The Review of Economics and Statistics, Cambridge, LV, n° 2, mai 1973, pp. 183-189.*)
- BHAGWATI J.N. et KRUEGER A.O., Exchange Control, Liberalization, and Economic Development. (*The American Economic Review, Menasha, LXIII, n° 2, mai 1973, pp. 419-427.*)
- CHENERY H.B. et CARTER N.G., Foreign Assistance and Development Performance, 1960-1970. (*The American Economic Review, Menasha, LXIII, n° 2, mai 1973, pp. 459-468.*)
- COHEN B.I., Comparative Behavior of Foreign and Domestic Export Firms in a Developing Economy. (*The Review of Economics and Statistics, Cambridge, LV, n° 2, mai 1973, pp. 190-197.*)
- KRAEMER H.R., Zwei Jahre Zollpräferenzen der Europäischen Gemeinschaften zugunsten von Entwicklungsländern. - Methoden und erste Ergebnisse. (*Die Weltwirtschaft, Tübingen, n° 1, juin 1973, pp. 196-212.*)
- SCHMIDT-OHLENDORF H., La Communauté Economique Européenne et l'intégration régionale des pays en voie de développement. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 166, juin-juillet 1973, pp. 269-278.*)

SCHUSTER H., Direktinvestitionen und Zahlungsbilanz in Entwicklungsländern. (*Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Berlin, XCIII, n° 2, février 1973, pp. 191-196.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ALTERMAN R., Le Marché Commun; histoire et grands problèmes. (*Edit. Universitaires, Paris, 1971, 207 p.*)

Britain and the Commonwealth. (*Central Office of Information, Londres, 1973, V + 41 p.*)

CARTOU L., Droit financier et fiscal européen. (*Dalloz, Paris, 384 p.*)

DAILLIER P., L'harmonisation des législations douanières des Etats membres de la Communauté Economique Européenne. (Bibliothèque de Droit International, 66.) (*Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1972, III + 345 p.*)

DE CLERCQ W., Problèmes monétaires européens. (*Bulletin de Documentation, Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1973, pp. 3-11.*)

FERRARI A., Integrazione monetaria europea e movimenti internazionali dei capitali (II). (*Bancaria, Rome, XXIX, n° 6, juin 1973, pp. 688-695.*)

HOLZHEU F., Zur Problematik der Bandbreiteneinengung in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. (*Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Berlin, XCIII, n° 2, février 1973, pp. 159-189.*)

La Grande-Bretagne et la Communauté Européenne. (*H.M. Stationery Office, Central Office of Information, Londres, 1973, 93 p.*)

LUTZ W., Union économique et monétaire dans la C.E.E. - bilan au terme de la 1^{re} phase. (*Le Monde des Caisses d'Epargne, Genève, n° 3, septembre 1973, pp. 24-30.*)

MASERA F., Finalità e modalità operative del Fondo europeo di cooperazione monetaria. (*Moneta e Credito, Rome, XXVI, n° 101-102, juin 1973, pp. 30-47.*)

Mc KINNON R.I., Suggestimenti per una comune politica monetaria in Europa. (*Moneta e Credito, Rome, XXVI, n° 101-102, juin 1973, pp. 3-21.*)

PARRY A. et HARDY S., E.E.C. Law. (*Sweet and Maxwell, Londres, 1973, XLVI + 511 p.*)

RIBAS J.J. et autres, Droit social européen. (Thémis, textes et documents.)
(Presses universitaires de France, Paris, 1973, 478 p.)

SPINELLI A., The European Adventure; Tasks for the Enlarged Community.
(Charles Knight and Co, Londres, 1972, VIII + 194 p.)

29. SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

BROOKE M.Z. et REMMERS H.L., La stratégie de l'entreprise multinationale.
(Fondements de l'Economie Moderne.) (Sirey, Paris, 1973, VII + 555 p.)

COPPEN M.L., Avantages et désavantages de l'entreprise multinationale. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXXII, n° 255, mai-juin 1973, pp. 223-229.*)

LEA S. et WEBLEY S., Multinational Corporations in Developed Countries :
A Review of Recent Research and Policy Thinking. (*British-North American Committee, Washington, 1973, IX + 77 p.*)

Vers une politique fiscale européenne à l'égard des entreprises multinationales ?
(Centre d'Etudes Européennes.) (*Bruylant, Bruxelles, 1973, 199 p.*)

30. INFORMATIQUE - AUTOMATISATION

COEK DEVOS I. et autres, Inleiding tot de informatica. (*Moderne Instructie Methoden, Edegem, 1972, 2 vol., 255-176 p.*)

DE FAYS H., Manuel d'initiation à l'informatique. (*Les Edit. Ioma, Québec, 1973, 162 p.*)

32. DIVERS

Code civil en vigueur en Belgique au 1^{er} janvier 1973. (Marabout-Lex.) (*Edit. Gérard, Verviers, 1973, 507 p.*)